

C'EST le dimanche 15 septembre 1940. Je dors encore; des bruits de voix à côté de ma chambre m'éveillent en sursaut. Des inspecteurs de police ont cerné la maison de campagne isolée où des amis excellents, en un temps où l'amitié devenait un courage, me donnaient l'hospitalité depuis trois mois. Comme il est six heures du matin, heure légale, les policiers ont heurté à la porte. Ce respect de l'heure légale est merveilleux.

J'enfile un vêtement à la hâte, et je descends. La cour est pleine d'hommes et de voitures. Un commissaire m'exhibe une ampliation de l'arrêté aux termes duquel le gouvernement, me jugeant dangereux pour la sûreté de l'État français, a décidé mon internement administratif dans le château de Chazeron, en Auvergne. Par un décret-loi qui a paru ces jours derniers, le gouvernement de Vichy s'est en effet décerné à lui-même le droit d'interner n'importe qui, sans jugement, sans formalité quelconque, sans même l'articulation d'un motif. Je vais rejoindre à Chazeron un ancien Commandant en chef, le général Gamelin, deux anciens présidents du Conseil, Édouard Daladier et Paul Reynaud, un ancien ministre, Georges Mandel. Quant à moi, sauf un entracte de quelques semaines, il y a plus de trois ans que j'ai quitté la présidence du Conseil; il y a plus de deux ans et demi que j'ai cessé d'être un personnage ministériel. Je n'ai rempli aucun rôle officiel, non seulement depuis le commencement de la guerre, mais pendant les dix-sept mois qui l'ont précédée. Depuis l'armistice, je ne me suis pas départi d'une retraite volontaire. La Cour suprême de Justice, instituée par ce même Gouvernement de Vichy pour rechercher les responsabilités de la guerre, ne m'a même pas convoqué comme témoin. Cependant me voici détenu politique, en France, tandis que mon fils est prisonnier de guerre en Allemagne.

La maison d'où j'ai été enlevé était proche de Toulouse. Le château de Chazeron est accroché dans la montagne au-dessus de Châtel-Guyon. La caravane des voitures policières traverse donc en diagonale les trois quarts de la France non occupée, je n'ai pas dit de la France libre. Vers le soir, au débouché d'une traverse à peine carrossable, j'arrive devant une grille encadrée de grands arbres, le

long de laquelle un fantassin, fusil sur l'épaule, baïonnette au canon, fait les cent pas. Après tout, ce n'est pas la première fois que j'habiterai une maison gardée par des factionnaires en armes. La grille s'ouvre. Les voitures se rangent devant la façade composite d'un de ces petits châteaux transformés selon le goût du jour au temps de la Renaissance. J'accède à ma chambre par un escalier à vis creusé dans une tourelle. On m'apprend la règle de la maison. Je vivrai dans ma chambre, hors deux promenades quotidiennes dans un petit jardin clos qui sert de préau. Entre les cinq personnages que garde la garnison de Chazeron, aucune communication ne doit s'établir. La correspondance, les visites, les lectures sont contrôlées. L'usage de la radio est interdit. Pas de doute, je suis bien un prisonnier. La prison manquait sans doute à mon expérience de la vie. Toute expérience doit profiter à l'homme. Essayons.

★

J'étais arrivé chez mes amis toulousains après une suite d'événements tragiques sur lesquels je veux essayer de fixer mon témoignage tandis que mes souvenirs restent encore frais et précis.

Je n'avais pas assisté à la journée du jeudi 16 mai 1940, c'est-à-dire à la première journée où la France ait senti passer sur elle le souffle du désastre. Ou du moins je n'y avais pas assisté de Paris. Le mardi 14, à midi, je m'étais embarqué pour l'Angleterre à l'aérodrome du Bourget. Le *Labour Party* tenait à Bournemouth sa conférence annuelle; depuis longtemps déjà mes camarades anglais avaient insisté pour que j'y vinsse représenter le parti socialiste français, et, en dépit des circonstances, je n'avais pas voulu manquer à ma parole. La veille de mon départ, le lundi soir, j'avais dîné en tête à tête avec Paul Reynaud, alors président du Conseil, dans son petit appartement de la place de Bourgogne. Sans me confier, je crois bien, toutes ses préoccupations, sans rien laisser échapper qui pût troubler autour de lui la confiance, il m'avait paru grave et même sombre. La percée allemande sur la Meuse, entre Namur et Dinant, renouvelée de la manœuvre de Napoléon à Austerlitz, était déjà en voie d'exécution. La ligne de fortification belge fléchissait, bien qu'attaquée depuis trois jours à peine. Paul Reynaud démentit la prise de Mézières-Charleville, dont le bruit avait déjà couru dans Paris, mais il ajouta qu'autour de Sedan, à la charnière du front défensif des Alliés, la pression allemande était devenue très dure. Il s'alarmait visiblement de l'aisance imprévue avec laquelle étaient montées jusqu'à la frontière de Hollande ces armées de secours franco-britanniques dont la poussée allemande menaçait déjà les communications. Je demandai à Paul Reynaud s'il avait quelque message à me

confier, soit auprès de mes camarades du *Labour*, soit auprès des amis que je comptais dans le gouvernement britannique.

— Certes, me répondit-il. Efforcez-vous de les persuader les uns et les autres qu'une partie décisive se joue chez nous, qu'ils nous expédient au plus tôt tout ce qu'ils peuvent, sans trop se soucier si l'équipement de leurs divisions est arrivé au dernier point d'achèvement. Surtout qu'ils nous envoient des avions de chasse. Tout est si sérieux en cet instant qu'ils ne doivent pas hésiter à sacrifier momentanément la protection de leur propre territoire. C'est sur la Meuse que nous devons en ce moment défendre ensemble le salut commun, avec toutes nos forces... — J'entends encore l'accent de ces paroles, dont j'essayai, bien entendu, de communiquer la force à mes camarades et amis anglais. J'entends aussi, je le dis en passant, les réponses de M. Antony Eden et de sir Archibald Sinclair, et il est un fait que je puis en tout cas certifier, c'est que l'envoi des renforts aériens s'accéléra suivant un rythme tel que, dès le vendredi, toute l'aviation commerciale fut réquisitionnée en Angleterre pour expédier en France des mécaniciens et des pilotes de complément.

Puisque j'évoque ici des souvenirs et que je m'efforce de préserver leur vivacité naturelle, je m'abandonne à leur mouvement. Je les laisse parler en moi. En s'associant les uns aux autres, en se déterminant les uns les autres, ils m'entraîneront sans cesse dans des digressions dont je ne chercherai pas à me défendre et dont je ne veux pas m'excuser : elles sont une marque et une garantie de ma bonne foi. Je me souviens donc de ma stupeur lorsque j'appris de Paul Reynaud que la ligne belge du canal Albert ne tenait plus, que l'Ardenne et le Luxembourg belge avaient été livrés sans défense sérieuse à l'avance des troupes de Hitler. L'armée belge avait abandonné aussitôt ces forteresses naturelles contre lesquelles était venue se briser notre offensive d'août 1914, et l'armée française s'était bornée à y pousser quelques pointes de cavalerie portée. Entre les deux états-majors de Bruxelles et de Paris n'y avait-il donc pas eu de plan concerté? Je savais bien que jusqu'au moment où la guerre avait éclaté, la politique belge d'« indépendance » telle que la pratiquaient le roi Léopold et son ministre Paul Spaak, avait fait obstacle aux préparations d'états-majors entre les deux pays. Mais j'étais persuadé que, depuis le déclenchement de la guerre, le gouvernement belge, conscient du danger permanent que faisait peser sur lui la concentration de soixante-dix divisions allemandes à sa frontière, avait pris enfin les dispositions nécessaires pour assurer sa pleine efficacité au secours anglo-français, qu'il se réservait d'invoquer. Deux fois, au cours de l'hiver, la Belgique avait été mise en émoi par des menaces d'invasion plus précises; deux fois le gouvernement belge avait mis en alerte le commandement français. Certes, quelques-uns

de mes amis belges m'avaient fait part de leurs doutes et de leurs inquiétudes : au cours d'un récent voyage à Bruxelles, Camille Huysmans, l'ancien président de la Chambre belge, Max Buzet, Isabelle Blume, m'avaient signalé des indices troublants. Je savais bien aussi — et j'avais essayé plusieurs fois de le faire entendre aux opinions belge et française — que l'application trop stricte de leur politique dite d'indépendance obligerait infailliblement le roi Léopold et ses ministres à n'appeler le secours de garantie anglo-français qu'après le fait accompli de l'invasion allemande, que la résistance ne pourrait donc être organisée utilement qu'avec un certain retrait par rapport à la frontière envahie et qu'une large bande de territoire belge se trouverait ainsi livrée d'avance à l'agresseur. N'importe; je demeurais convaincu qu'entre des armées destinées à peu près fatalement à combattre ensemble, l'effort nécessaire avait été accompli pour répartir et coordonner les tâches communes. Je restais convaincu non seulement que la Belgique avait aménagé solidement sa propre frontière stratégique, telle qu'elle l'avait elle-même fixée, mais qu'elle nous avait mis en état de la défendre utilement à ses côtés. Je me faisais là-dessus aux assurances que j'avais entendu renouveler par d'autres amis belges et auxquelles la décision des mouvements de l'armée française, lors des deux alertes de l'hiver, m'avaient paru apporter comme une vérification expérimentale. Au surplus, était-il besoin de tant raisonner? L'évidence des choses n'était-elle pas la plus forte?... Et pourtant, il fallait bien s'incliner devant cette autre évidence. Après comme avant la guerre, après comme avant les alertes, rien n'avait été vraiment préparé, rien n'avait été prémédité.

Alliées durant la guerre de 1914-1918, la Belgique et la France l'étaient demeurées au lendemain du Traité de Versailles. C'est seulement au cours de l'hiver 1936-1937 que le gouvernement belge dénonça l'alliance, et j'étais alors le chef du gouvernement français. Il n'est pas douteux pour moi que ce revirement fut avant tout l'œuvre du jeune roi Léopold, porté brusquement au trône par l'accident dramatique où son père succomba. Le Premier Ministre de Belgique était alors le catholique Paul Van Zeeland, le ministre des Affaires étrangères était le socialiste Paul Spaak, l'un déjà dans la force d'une grave maturité, l'autre encore très jeune; mais je suis porté à penser que Paul Spaak embrassa plus vite et avec plus d'empressement que M. Van Zeeland la politique personnelle du roi. Ce qui me le fait supposer, c'est d'abord le sens des entretiens que nous échangeâmes à Genève en juillet 1936, M. Van Zeeland, M. Anthony Eden, M. Yvon Delbos, ministre des Affaires étrangères dans mon administration, et moi-même; c'est aussi le souvenir d'une conversation en tête à tête brève, mais expressive, que nous eûmes à Londres, M. Van Zeeland et moi, une quinzaine de jours plus tard. A Genève, le Premier Ministre belge traduisait, avec la conviction mesurée et

froide qui le caractérise, l'inquiétude croissante que provoquaient en lui les armements hitlériens; il émettait l'avis qu'un dernier et pressant effort fût tenté pour obtenir, d'accord avec le Reich hitlérien, un règlement d'ensemble des litiges européens; mais il estimait aussi qu'en cas d'échec de cette tentative, la Grande-Bretagne, la Belgique et la France devaient se placer ensemble en face du danger et armer dans la pleine mesure de leur capacité. A Londres, où les représentants des trois pays s'étaient réunis dans une conférence, précisément destinée à donner un corps et une conclusion aux entretiens de Genève, et d'où partit en effet à l'adresse de l'Allemagne et de l'Italie un appel direct qui ne trouva aucun écho, M. Van Zeeland me confia préventivement sa surprise, et, autant que j'en ai pu juger, son ennui, d'un discours prononcé le jour même par Paul Spaak. Parlant à Bruxelles, en l'absence de son Premier Ministre, Spaak venait en effet de lancer, avec grand éclat, le premier ballon d'essai en faveur de la politique d'« indépendance ». Un discours du Roi lui-même, plus retentissant encore, devait suivre au commencement de l'automne.

Je fus donc un peu surpris quand, vers les premiers jours de décembre, — je puis me tromper sur la date exacte, n'ayant aucune note à mon service, mais je me trompe en tout cas de peu — M. Van Zeeland manifesta le désir de procéder, avec Yvon Delbos et avec moi, à des sondages confidentiels. Ce désir parvint jusqu'à nous par une chaîne assez sinueuse d'intermédiaires dont le dernier chaînon fut notre collègue Camille Chautemps. Une rencontre eut lieu à Paris, dans une maison amie, une autre à Bruxelles au domicile privé de M. Van Zeeland, près du bois de la Cambre. J'ai d'autant moins garde d'oublier celle-là que, partis de la banlieue de Bruxelles vers cinq heures, dans des voitures puissantes, nous n'arrivâmes à Paris qu'à une heure très avancée de la nuit. La frontière à peine passée, nous étions tombés sur un terrible verglas et, voyageant dans le plus sévère *incognito*, nous n'avions pas voulu nous arrêter en route. Je me souviens même qu'une de nos voitures, à la traversée d'un pont du chemin de fer, à Compiègne, alla heurter en patinant la balustrade, la défonça, et ne fut sauvée d'une chute assez fâcheuse que par la présence providentielle d'un pylône électrique. Le langage de M. Van Zeeland, et aussi celui de Paul Spaak qui prit part à la seconde rencontre, était empressé, insinuant, affectueux. Ils s'attachaient à nous persuader qu'une politique d'indépendance en Belgique était celle qui pouvait le mieux convenir à l'intérêt bien entendu de la France. La Belgique n'était pas en état de défense; elle avait besoin de construire des fortifications et de se refaire une armée. Avec la politique d'indépendance, le gouvernement belge pourrait demander tous les crédits et tous les sacrifices nécessaires; il aurait pour lui l'unanimité des Chambres et du pays, tandis que,

sous le régime actuel, l'opposition ou l'obstruction flamigantes entraveraient fatalement tous ses efforts. La Belgique, somme toute, s'offrirait à barrer elle-même la route à toute agression qui menacerait la France par la Belgique. Tranquille de ce côté, couverte par les lignes puissantes qui allaient s'édifier, par l'armée solide qui allait se former et se munir, par une nation qui allait retrouver son unité et son ardeur, la France pourrait concentrer tout son effort sur sa propre frontière. En somme, c'étaient quelques centaines de kilomètres dont la Belgique nous économisait la défense, en s'obligeant à les neutraliser ou à les préserver intacts pour nous.

Ni mon ami Yvon Delbos ni moi ne nous dissimulions, en entendant ces propos, que la résolution du gouvernement belge était arrêtée déjà, et certainement irrévocable. Nous ne nous dissimulions pas davantage sa gravité intrinsèque ni l'étendue de ses répercussions. Après l'affaire d'Éthiopie, après la réoccupation militaire de la Rhénanie, un nouveau coup allait atteindre cette idée de la sécurité collective qui inspirait notre politique, ou plutôt à laquelle toute notre politique aspirait. Par le système dit d'indépendance, le roi Léopold et ses ministres ne se dégageraient pas seulement du pacte particulier d'assistance mutuelle qui avait lié la Belgique et la France, mais aussi du Covenant, du pacte général de la Société des Nations. Nous n'étions au pouvoir que depuis quelques mois; dès nos premiers efforts pour consolider l'édifice, nous voyions un nouveau pan de la façade se lézarder sous nos yeux, et, dans l'état de l'Europe d'alors, nous ne pouvions guère douter que cette fissure entraînât d'autres. Que faire cependant? Les Belges étaient nos amis, on ne retient pas des amis malgré eux dans une alliance. On n'empêche pas, en diplomatie, le divorce par répudiation unilatérale et il vaut mieux qu'il prenne la forme d'un consentement mutuel. D'ailleurs le problème se posait pour la Grande-Bretagne à peu près dans les mêmes termes que pour la France, et nous tenions pour certain que le gouvernement anglais n'éprouverait pas la moindre hésitation à rendre sa liberté au gouvernement belge. Aussi, sans être convaincus le moins du monde, nous sentions-nous d'avance vaincus. J'étais fort ému, j'en conviens; de sombres pressentiments d'avenir me hantaient, et je me rappelle sur quel ton et avec quelle redondance obstinée j'interpellai M. Van Zeeland et Paul Spaak à la fin de l'entrevue de Bruxelles: « Somme toute, leur disais-je, vous voulez revenir à l'état de choses qui a précédé la guerre de 14. La Belgique se libérera de tout engagement réciproque vis-à-vis de nous, même si l'agression de l'Allemagne contre nous est flagrante, mais elle continue à escompter notre garantie « unilatérale » pour le cas où l'Allemagne violerait son indépendance, qui n'est pas autre chose que son ancienne neutralité. Soit. La France n'entend pas vous contraindre à demeurer dans son alliance, et il se peut fort bien que, non plus que la Grande-

Bretagne, elle ne refuse pas de vous continuer sa garantie. Mais je tiens à vous en avertir dès maintenant : vous-même donnerez à cette garantie sa force et sa valeur. Elle vaudra seulement dans la mesure où nous en aurons préparé ensemble la mise en jeu. Il y a quelque chose que la France ne recommencera pas, c'est l'aventure de Charleroi. Si les deux commandements ont efficacement concerté leur action éventuelle, l'armée française entrera en Belgique. Sinon, elle restera en France, derrière la frontière française du Nord, dont on poussera dès à présent l'organisation défensive. Songez-y bien : la France, aussi longtemps qu'il dépendra de mon gouvernement, n'improvisera pas son secours. Elle ne remplira ses engagements de garantie qu'autant que la Belgique l'aura mise en état de les exécuter à l'avantage commun des deux nations. » Je m'entends encore répétant ces objurgations avec une véhémence entêtée, et je suis à peu près certain que, dès notre retour à Paris, Yvon Delbos leur donna une confirmation écrite.

★

Tous ces souvenirs, évoqués par ma conversation de la veille, s'agitaient fébrilement dans mon esprit, tandis que l'avion des *British Airways* me portait du Bourget à Heuston. Je ne fis que traverser Londres et le soir même — le soir du mardi 14 mai — j'arrivais à Bournemouth.

La conférence du *Labour Party* se tenait au beau milieu d'une crise ministérielle. Sous le choc de l'attaque hitlérienne contre la Hollande et la Belgique, le cabinet Neville Chamberlain s'était effondré et M. Winston Churchill venait d'être appelé au pouvoir. Il constituait son administration, de jour en jour, par tranches successives. Les deux *leaders* parlementaires du *Labour*, Attlee et Greenwood étaient déjà désignés comme membres du Cabinet de Guerre, Alexander comme premier lord de l'Amirauté. En arrivant à Bournemouth, j'appris que, depuis quelques heures, Hugh Dalton était chargé de la « Guerre économique ». Les principaux chefs du *Labour* n'avaient fait qu'apparaître à Bournemouth d'où ils étaient retournés précipitamment à Londres. Mais leur absence n'affectait pas l'ampleur et la majesté des débats. Les délégués des ouvriers anglais comprenaient pleinement la gravité de l'heure et ils étaient égaux à leur devoir. A la séance du mercredi 15 mai, accueilli par la salle debout, aux accents de la *Marseillaise*, je prononçai la courte harangue que mes camarades anglais attendaient de moi. Je leur expliquai d'abord, ainsi qu'ils m'en avaient exprimé le désir, le sens véritable des mesures prises en France contre les élus communistes, mesures qu'à la vérité je n'avais pas approuvées, mais dont la propagande hitlérienne faisait, en Angleterre comme aux États-Unis, une insupportable

table exploitation. Puis je m'efforçai de leur faire sentir l'étendue des sacrifices qu'acceptait, depuis le commencement de la guerre, la masse de notre peuple et, en particulier, la masse de nos ouvriers : un huitième de la population mâle mobilisée, toutes les relations normales de la vie suspendues, comme toutes les conditions légales du travail. La conclusion était facile à tirer et je n'eus pas besoin de la formuler; l'auditoire s'en acquitta par ses acclamations. Pourquoi d'ailleurs la conférence quasi unanime venait-elle d'autoriser les chefs du *Labour* à participer au cabinet Winston Churchill, sinon pour manifester la résolution des ouvriers anglais de mener jusqu'au bout la lutte contre les dictatures et de consentir — ou plutôt d'offrir — tous les sacrifices commandés par la victoire. Je trouvai donc devant moi une assemblée ardente, vibrante, mais cependant confiante et calme. Moi-même, bien qu'informé un peu plus exactement que mes auditeurs, bien que sentant peser sur moi ce cruel début de la guerre continentale, je n'y voyais pourtant qu'un incident grave, qu'une péripétie. Les affaires allaient mal en Belgique et dans les Ardennes. Eh bien! elles iraient mieux le lendemain. On savait bien que la guerre serait longue et rude, mais on avait devant soi des mois, des années s'il le fallait, et le temps travaillait pour nous!

Je repris le train au début de l'après-midi et j'arrivai à Londres dans la soirée : je n'y trouvai pas une autre atmosphère qu'à Bournemouth. L'ambassadeur de France, M. Charles Corbin, avait convié à dîner avec moi M. Anthony Eden et sir Archibald Sinclair, ministres l'un de la Guerre, l'autre de l'Air, depuis quarante-huit heures. Avant le dîner, je m'entretins avec l'Ambassadeur et avec son attaché militaire, lequel venait de communiquer lui-même par téléphone avec le Grand Quartier Général français : les impressions recueillies étaient plus réconfortantes; une furieuse bataille de tanks était engagée autour de Sedan, mais l'armée française tenait solidement. Qui donc aurait pu en douter; qui donc aurait pu trouver, au fond de soi-même, une inquiétude proportionnée à la réalité du péril? Pendant le dîner je fis part à M. Eden et à sir Archibald de ma conversation de l'avant-veille avec M. Paul Reynaud. Je pressai le départ de tous les appareils disponibles. Je débattis avec eux le problème des réserves aériennes. Je discutai l'envoi sur le front français de nouvelles divisions, même encore imparfaitement équipées. Je recherchai avec eux, en rappelant l'exemple de la guerre de 14-18, la possibilité d'opérer entre les deux industries, pour certaines catégories de fabrications, une division du travail plus logique et plus hardie. Je m'efforce de rendre exactement la nuance. Les ministres anglais étaient graves, mais non pas sombres. On les sentait en présence d'heures sérieuses, mais rien en eux ne permettait de discerner une alarme ou un émoi.

La matinée du lendemain jeudi fut prise par des visites faites ou

reques. Vers 3 heures, le major Attlee, leader du groupe travailliste aux Communes et membre du Cabinet de Guerre, me fit aviser par téléphone qu'il désirait me voir. Rendez-vous fut pris pour 5 heures. Dès qu'Attlee entra dans ma chambre, j'eus le pressentiment qu'il apportait quelque chose de grave avec lui. Par malheur, Attlee ne s'exprime en français qu'avec un peu de difficulté ou d'hésitation et, pour moi, je n'entends pas l'anglais. Je confesse cette infirmité : ce qu'on appelle le don des langues est banal chez les Juifs; je possède, pour ma part, le don contraire, le don de ne pas apprendre une langue étrangère. Bien que possédant à d'autres égards une mémoire heureuse et une certaine facilité pour l'étude, je n'ai jamais pu m'emparer d'aucune langue vivante ou morte, pas même de l'allemand que j'ai beaucoup étudié ou du latin que j'ai étudié encore davantage. J'en suis à me demander comment j'ai pu apprendre ma langue maternelle. Ce fut donc avec beaucoup de peine, et aussi avec une sorte d'impatience provoquée par mon anxiété même, que j'essayai de fixer la portée exacte des nouvelles qu'Attlee me communiquait. Des éléments motorisés de l'armée allemande avaient franchi la ligne française la veille au soir ou dans la nuit; voilà ce qui était sûr. Quelle était la force de ces éléments; où avaient-ils forcé le front; dans quelle direction se dirigeaient-ils; voilà ce qu'Attlee ne pouvait pas ou ne voulait pas m'indiquer avec précision. Je le sentais désireux tout à la fois de me faire sentir la gravité de l'événement et de ne pas me jeter dans une inquiétude prématurée. Ce qui me troublait le plus était l'expression de son visage : il me semblait remplir le funèbre office de l'ami qui vient vous préparer à la mort d'un être chéri. Était-ce donc si terrible? Des tanks allemands avaient franchi nos lignes; mais derrière ces lignes il y avait des dizaines, des centaines de milliers de soldats français. L'aventure des tanks allemands allait sans doute les conduire à leur perte! Tel est le langage que je me tenais à moi-même, dans ma naïve confiance, mais l'expression du visage d'Attlee ne changeait pas.

Attlee à peine parti, j'aurais voulu pouvoir courir à l'Ambassade; un rendez-vous pris, et que je ne pouvais plus déplacer, m'en empêcha. J'arrivai à l'hôtel d'Albert Gate une heure après et l'on m'y remit aussitôt deux messages télégraphiés de Paris à mon adresse. L'un émanait de mon ami Georges Monnet, ministre socialiste du Blocus dans le cabinet Paul Reynaud, qui me demandait de rentrer en France en toute hâte. Le second, signé d'un autre de mes amis personnels, de Marx Dormoy, ministre de l'Intérieur dans les deux gouvernements que je présidais, me parut plus stupéfiant encore. Dormoy ne se bornait pas à me conseiller, comme Monnet, un retour immédiat, il ajoutait à peu près littéralement : « Je fais le nécessaire pour votre belle-fille et votre petite-fille. » Mon fils, mobilisé comme capitaine dans un régiment d'artillerie lourde en Alsace,

avait laissé à Paris, près de moi, sa femme et sa fille. La dépêche de Dormoy signifiait donc que Paris était menacé, que mes amis jugeaient même la menace assez instante pour expédier ainsi ma famille, séance tenante, sans attendre seulement mon retour durant quelques heures! Je n'ai pas souvenir qu'un abasourdissement aussi brutal eût jamais été asséné sur moi. J'écris après coup, accoutumé aux événements, et en quelque sorte endurci vis-à-vis d'eux par leur accomplissement même. Je sais aujourd'hui, par la plus cruelle et la plus constante expérience, que ce qui me semblait alors impossible est cependant advenu trois semaines plus tard. Mais en cet instant, quelque avertissement que j'eusse reçu, avant mon départ, comment aurais-je pu y croire, comment aurais-je pu seulement le concevoir? Comment n'eussé-je pas recueilli avidement et complaisamment tout souffle contraire qui vint dissiper ce cauchemar?

Un fil direct reliait l'Ambassade à Paris. Je demandai le journal *le Populaire*, dont j'étais alors et dont je suis resté jusqu'à ces jours passés, le directeur politique; le souffle contraire, le souffle bienfaisant, vint aussitôt rafraîchir mon visage. Oui, me disait mon rédacteur en chef, Marcel Bidoux, il y a eu de la panique dans la journée, mais ce soir les nouvelles sont bonnes. Trois corps motorisés ont passé, c'est vrai, ils se sont engagés dans la direction de Laon, mais ils sont dès à présent arrêtés, encerclés et le Grand Quartier les considère comme perdus... C'est cela qui était normal, rationnel, facile à croire. Je me sentais si bien délivré que je me demandais s'il était bien nécessaire de rentrer à Paris dès le lendemain vendredi 17 mai, ainsi que Monnet et Dormoy m'en avaient pressé. J'hésitais d'autant davantage que nous avions justement convenu, M. Winston Churchill et moi, de dîner ensemble ce lendemain vendredi et qu'il m'avait convié à l'Amirauté. « N'ayez pas trop de scrupule à cet égard, me dit M. Charles Corbin, je puis vous confier que le Premier Ministre est parti pour Paris cet après-midi. » Ainsi M. Winston Churchill était parti pour Paris à peu près à l'heure où Attlee m'avait téléphoné! Je me décidai donc à partir selon son exemple. Je dînai le soir avec le général Spears et avec le nouveau ministre de la « Guerre économique », Hugh Dalton. Je crois qu'ils ignoraient encore le départ du Premier Ministre; en tout cas ils ne me paraissaient nullement sous l'impression d'un désastre. Dans la soirée d'ailleurs se répandit une dépêche Havas que les journaux de Londres devaient publier le lendemain matin et qui reproduisait à peu près littéralement l'information téléphonique de mon rédacteur en chef. Un « porte-parole autorisé de l'État-Major français » venait de fournir à la presse, au cours de la conférence qui se tenait chaque soir, les renseignements les plus rassurants : les gigantesques combats de chars qui s'étaient engagés dans la région de Sedan tournaient à notre avantage; quant aux quelques éléments motorisés qui s'étaient témérement glissés

derrière nos lignes, ils étaient condamnés à une prompt destruction.

La réquisition de toutes les lignes commerciales, rendue nécessaire, ainsi que je l'ai expliqué déjà, par un envoi massif de pilotes et de mécaniciens anglais en France, ne fut pas sans mettre quelque embarras à mon voyage. Je dus m'embarquer sur un petit avion postal de l'Ambassade et je n'arrivai au Bourget qu'au début de l'après-midi. Quelques amis m'attendaient. Alors, dès les premiers contacts, je me rendis compte de ce qu'avait été vraiment, à Paris, la journée que je venais de vivre à Londres. Dans la soirée du mercredi, des divisions cuirassées allemandes avaient, en effet, franchi sur plusieurs points la ligne de la Meuse en territoire français comme en territoire belge. Elles s'étaient avancées sans résistance dans une zone vide de troupes, toutes celles qui garnissaient cet *hinterland* étant montées vers le Nord; la pointe était parvenue jusqu'au camp de Sissonne, dans les environs immédiats de Laon. De Sissonne à Paris la distance est de moins de cent cinquante kilomètres : quelques heures de marche pour des tanks rapides, s'avancant par surprise, et devant lesquels on n'avait le temps de dresser aucun obstacle solide. Le commandement français, frappé de stupeur et d'épouvante s'était demandé si le raid allemand ne serait pas poussé à toute allure vers Paris. Dans la nuit du mercredi 15 au jeudi 16, le Quartier Général avait donc avisé la présidence du Conseil que la sécurité du gouvernement à Paris ne pouvait être garantie et qu'il y avait lieu de prendre sans délai les mesures nécessaires. La présidence du Conseil avait à son tour donné l'alarme aux bureaux des deux Chambres et aux différentes administrations publiques. Des sphères officielles, la panique s'était propagée aux divers milieux de politique, de presse et d'affaires qui en sont l'atmosphère naturelle; de proche en proche et en quelques instants, elle avait gagné Paris. La panique ressemble à un incendie de forêt. C'est alors que s'étaient produites les scènes décrites par la presse étrangère; les dossiers des Ministères qu'on n'avait pas le temps d'emballer ou les moyens de transporter étaient précipités du haut des fenêtres et amoncelés en bûchers dans les cours. En même temps des files d'autos bondées et surchargées commençaient à s'allonger sur les routes. Puis, vers la fin de la matinée, comme les colonnes allemandes n'avaient pas dépassé leur point *terminus* de la veille, le vent avait tourné au Quartier Général, les coups de téléphone avaient pris un autre ton. Le commandement et le Gouvernement s'étaient ressaisis. A la Chambre des Députés, convoquée pour trois heures, le président du Conseil Paul Reynaud avait prononcé une harangue sobre et ardente; sur l'assurance du Quartier Général, il avait laissé l'espoir ouvert à l'organisation immédiate d'une résistance appropriée et au rétablissement rapide de la situation. Mes amis, d'ailleurs, me paraissaient tout vibrants encore

de l'impression qu'avait laissée en eux la séance de la Chambre. Pour la première fois depuis le commencement de la guerre, l'Assemblée élue en qui le pays s'incarne avait offert un spectacle comparable à celui du 3 août 1914. Un sursaut d'enthousiasme et d'abnégation patriotique avait répondu à l'approche du danger. Le Parlement français, unanime, s'était mis enfin à l'unisson de la guerre.

Mes amis se demandaient cependant si d'un excès d'alarme l'État-Major n'était point passé un peu promptement à un excès d'optimisme. Certes, autour des engins allemands enkystés en elle comme des corps étrangers, la chair française avait déjà réagi, mais un point obligeait encore à l'inquiétude : si l'armée française, dont les tanks de Hitler avaient traversé le front, s'était reformée intacte derrière leur passage en maintenant la séparation entre eux et le gros de l'armée allemande, l'isolement les aurait réduits à l'impuissance d'abord, à la destruction ensuite, et c'est l'issue que laissait entrevoir en effet le « porte-parole autorisé de l'État-Major » dont j'avais lu les déclarations à Londres. Mais la situation se présentait tout autrement; l'armée française qui défendait la Meuse en aval de Sedan n'avait pas été seulement traversée, mais rompue, disloquée; son front ne s'était pas reformé intact après le passage des divisions cuirassées; elle ne s'était même pas repliée suivant une ligne cohérente et continue; il semblait bien qu'elle fût en voie de dispersion, de dissémination. Paul Reynaud, avec qui je passai la soirée, me confirma cette appréhension. Oui, une armée presque entière avait cédé; devant les tanks lourds allemands surprenant les ponts de la Meuse et chargeant à toute allure, la même stupeur semblait l'avoir saisie que jadis les légions romaines devant les éléphants d'Hannibal. Le problème était à la fois de boucher avec une barrière vivante ce large pan de notre système fortifié qui venait de s'effondrer, et en même temps, à l'abri de cette muraille reformée, d'éliminer le « corps étranger ». Son plus cruel souci tenait à l'absence d'organisation défensive en profondeur pour réduire, au fur et à mesure qu'elles s'aventureraient sur le territoire, les incursions de tanks ennemis, et le défaut d'apprentissage psychique et technique de nos troupes vis-à-vis de cette arme et de cette technique nouvelle. Pourtant, me dit-il, les enseignements de la campagne de Pologne étaient assez clairs, et les rapports transmis au Quartier Général après cette campagne par notre mission militaire étaient assez explicites!

Je lui demandai s'il ne croyait pas possible d'employer contre les divisions cuirassées des formations massives d'artillerie de campagne. Il me répondit que si, que cette méthode était déjà pratiquée par le général Giraud, qu'il venait d'appeler au commandement ou plutôt à la reconstitution de l'armée défaite et dont il me fit l'éloge le plus vif : j'ai su d'ailleurs, dans la journée du lendemain, qu'elle avait procuré d'encourageants résultats.

Pour achever, le président du Conseil me fit part de sa décision, désormais irrévocable, d'opérer dans le haut commandement de notre armée un changement radical. Il ne s'agissait pas, chez lui, d'une impulsion brusque, provoquée par les événements extraordinaires qui se succédaient depuis une semaine, mais d'une conviction ancrée depuis longtemps dans son esprit. Dès la constitution de son ministère, c'est-à-dire dès le mois de mars, son désir avait été de prendre lui-même en mains le portefeuille de la Défense nationale et de la Guerre, et de placer un autre généralissime à la tête des armées. Il s'était heurté alors à des difficultés d'ordre politique qu'il n'aurait pu briser qu'en compromettant l'existence même du cabinet qu'il s'était chargé de former. Le mois suivant, en avril, lorsque l'échec des opérations de débarquement autour de Trondhjem et la retraite de l'expédition lancée en pointe vers Oslo obligèrent à envisager l'évacuation de la Norvège centrale, il avait senti de cuisants regrets de n'avoir pas persévéré, coûte que coûte, dans son dessein et il avait essayé d'en reprendre l'exécution. Son entourage intime ne cessait d'ailleurs de le stimuler dans cette voie, à commencer par M. Paul Baudouin, qui était alors son collaborateur le plus proche. Quand il se rendit à Londres, un des premiers dimanches d'avril, appelé par l'état critique des affaires de Norvège, je crois bien que son parti était pris, et l'on m'a même assuré qu'avant son départ il avait chargé M. Paul Baudouin d'en aviser le président de la République, M. Lebrun, et les présidents des deux Chambres, MM. Jeanneney et Herriot. Par quoi avait-il été arrêté dans cette seconde tentative? Probablement par le fait qu'à Londres la force des choses l'avait mis d'accord avec le général Gamelin comme avec MM. Chamberlain et Churchill sur le caractère inéluctable de l'évacuation norvégienne; peut-être aussi les obstacles politiques auxquels il s'était buté une première fois semblèrent-ils encore redoutables à lui, et à quelques-uns de ses collègues les plus proches, car la situation parlementaire de son cabinet, si fragile à ses débuts, ne s'était encore que médiocrement consolidée.

Mais maintenant les circonstances ne permettaient plus d'hésiter; elles ne permettaient plus de tenir compte d'aucune considération. Il allait donc liquider un haut commandement visiblement décontenancé par les formes de la guerre actuelle parce qu'il n'avait su ni les prévoir, ni les étudier, ni s'y préparer. « J'ai mandé le général Weygand, me dit-il, il sera à Paris demain samedi. Je l'attends pour fixer définitivement mon choix. » Le général Weygand était alors à Beyrouth, où il commandait en chef les armées alliées du Levant. J'eus le sentiment que le plan de Paul Reynaud n'était pas de donner au général Weygand le commandement des armées de France, mais de créer pour lui, auprès du Gouvernement, un emploi de Conseiller technique, de chef d'État-Major

supérieur, analogue à celui qu'avait occupé le maréchal Foch pendant une partie de l'autre guerre. Pour le poste de généralissime, il pensait le confier à un homme plus jeune d'âge et il me cita trois noms, parmi lesquels j'ai retenu celui du général Giraud. Avec un effort de mémoire je pourrais retrouver les deux autres. « Mais je ne ferai rien, conclut-il, avant l'arrivée de Weygand... » Le général Weygand arriva en effet le lendemain. Il estima sans doute, et je pense qu'il avait raison là-dessus, qu'entre le Conseil technique du Gouvernement et le Généralissime des Armées, le partage d'attributions risquerait de provoquer des difficultés, peut-être des conflits, que la situation exigeait une autorité unique, et ce fut lui, en fin de compte, qui prit le commandement en chef.

★

L'entretien que je viens de relater se place le vendredi 17 mai. Le général Weygand débarqua à Paris le lendemain 18. J'essaie de réduire à quelques vues claires ou d'exprimer par quelques faits significatifs les deux semaines qui s'écoulèrent alors jusqu'à l'évacuation du camp retranché de Dunkerque, et j'y éprouve une grande peine. Ma mémoire se perd dans un sentiment confus d'attente, de fluctuation, de vicissitudes entre l'angoisse la plus cruelle et le plus ardent espoir. Les divisions cuirassées qui avaient forcé la Meuse à la hauteur de Dinant et de Mézières n'avaient pas été détruites, ou du moins elles ne l'avaient été qu'en partie. Elles avaient laissé derrière elles, ouverte à l'invasion, une voie constamment élargie. Les armées alliées ne se trouvaient plus seulement en présence de trois colonnes plus ou moins témérairement aventurées, mais de masses de chars d'infanterie et d'artillerie s'engouffrant dans la poche qui se creusait sous leur poussée. Là-dessus, il n'était plus possible de conserver la moindre illusion. On ne pouvait davantage se tromper sur l'objectif de la manœuvre allemande. Elle ne visait pas directement Paris, comme le commandement français l'avait d'abord imaginé, elle visait la mer. Sitôt la Belgique attaquée, l'élite des armées française et britannique avait été portée à son secours, élite en matériel comme en troupes. Le but de Hitler était de couper cette masse de ses communications terrestres et maritimes, de l'enfermer en Belgique et dans le nord de la France, de la condamner à l'impuissance d'abord, à une capitulation désespérée ensuite, puis enfin de s'installer dans les ports français de la Manche, séparant ainsi les deux grandes alliées, retournant contre l'une les bases stratégiques conquises sur l'autre. Il y avait quelque chose de semblable dans le plan de Schlieffen et de Moltke exécuté par le général von Kluck en août 1914. Les objectifs immédiats de l'attaque allemande étaient déjà, non pas Paris, mais la basse Seine et la Manche;

car ce fut une variante improvisée par l'État-Major allemand qui, de Compiègne, dévia vers Meaux l'armée de von Kluck déjà orientée vers Mantes et Rouen et qui permit au génie militaire de Galliéni d'imaginer la manœuvre de la Marne. La différence capitale est qu'Hitler procédait, non plus par tentative d'enveloppement de l'aile, mais par tentative de percée au centre. Le modèle historique n'était plus le Canes d'Hannibal, mais l'Austerlitz de Napoléon. Si l'opération réussissait, elle provoquerait un désastre effroyable; elle serait un Austerlitz mis à l'échelle des temps, des lieux et des choses. Mais elle pouvait encore échouer; elle pouvait même être retournée contre son audacieux auteur. Avec du sang-froid, de la décision, de la hardiesse, le commandement français pouvait la faire payer cher à Hitler et à ses lieutenants.

Car enfin, la masse allemande, en poussant ainsi devant elle vers la mer, s'engageait entre deux masses alliées; elle se prenait entre les deux pinces d'une tenaille qui pouvait se refermer sur elle, la sectionner à sa base, la couper elle-même de ses communications terrestres, la condamner elle-même à la capitulation ou à la destruction. Au-dessus d'elle, en Flandre et en Belgique, il y avait, intactes et munies, toute l'armée belge, toutes les divisions anglaises, à une ou deux exceptions près, et deux armées françaises. Au-dessous d'elle, la position-clé de Rethel-Montmédy restait solidement tenue, et elle tint d'ailleurs jusqu'à la toute dernière minute; une ligne fortifiée commençait à s'équiper en toute hâte sur la Somme et sur l'Aisne et, à son abri, se massaient déjà sans doute les unités empruntées, soit aux quatre armées de la ligne Maginot, intactes et munies elles aussi, soit aux centres d'instruction et aux dépôts de l'intérieur, bondés de centaines de milliers d'hommes. Nous avions encore une armée sur les Alpes, une armée au Levant, des armées en Afrique du Nord. En fin de compte, nous n'avions perdu qu'une armée, celle qui gardait ou qui aurait dû garder la Meuse de Namur à Charleville, en partie prisonnière, en partie dispersée dans la zone limitrophe du front où ses unités se recomposaient; et tout le reste était là, prêt à combattre. Parmi les nouvelles qui parvenaient de l'armée, la plupart signalaient l'ardeur des hommes, et un commencement d'accoutumance aux conditions nouvelles du combat. On essayait avec succès, contre les tanks ennemis, une méthode de défense en profondeur, par échelons successifs.....

La situation, dans l'ensemble, semblait infiniment plus favorable qu'au début de septembre 1914, alors que toutes nos armées battues refluaient en retraite. Alors, pourquoi ce qui avait été possible en 1914 serait-il devenu impossible aujourd'hui? Comment, d'heure en heure, n'aurait-on pas guetté l'aurore d'une Marne nouvelle? Oui, d'un instant à l'autre, les armées de Flandre et de Belgique, faisant demi-tour, allaient se précipiter de tout leur poids vertical sur la

masse d'invasion allemande, tandis que les troupes rassemblées derrière la Somme et l'Aisne l'assailleraient sur l'autre flanc. La manœuvre était tracée sur la carte; elle semblait écrite dans le destin. Cependant les jours s'écoulaient; la masse allemande se renforçait; sa poussée se rapprochait de la mer et l'on passait ainsi, selon le hasard des informations ou des confidences, par des alternatives fébriles d'exaltation et de détresse.

.....

★

L'intervalle entre l'évacuation du camp de Dunkerque et l'attaque des nouvelles lignes françaises fut encore plus bref qu'on ne l'avait supposé. Je me rappelle, le mardi soir 4 juin, avoir entendu chez des amis où je dînais, la radio allemande dressant glorieusement le bilan des opérations de Belgique et de Flandre, dont elle annonçait la liquidation définitive, donnant une première estimation des pertes infligées, des captifs, du butin. Dès le lendemain après-midi, à la commission de l'Armée de la Chambre, dont j'étais membre, Paul Reynaud annonçait que le front de l'Aisne et de la Somme avait été attaqué aux premières heures du matin. Il ajouta que les premières informations reçues étaient excellentes, que le commandement ne tarissait pas d'éloges sur l'ardeur des troupes, qu'on devait donc se montrer confiant, mais il n'omit pas de laisser entendre que nous aurions à soutenir la bataille avec une inquiétante disproportion, d'effectifs et de matériel. Quarante-huit heures plus tard, le dispositif commençait à fléchir sur sa gauche. Les troupes qui défendaient l'extrémité inférieure du cours de la Somme — le bruit courait que ces troupes étaient une division anglaise, la seule sans doute qui fût demeurée sur le front français — avaient dû reculer jusqu'à la vallée de la Bresle, c'est-à-dire jusqu'à la limite de la Picardie et de la Normandie. Bousculant ou tournant leur retraite, les « éléments motorisés » allemands s'échappaient à nouveau dans la direction de Forges-les-Eaux et de Gisors, menaçant ainsi les routes de Paris à Rouen et de Paris à Dieppe. Cependant Paul Reynaud, que je vis le vendredi vers 8 heures du soir, discutait encore avec moi la convocation des Chambres à Paris pour la semaine suivante.

Le samedi dès midi, je fus assiégé par une suite ininterrompue de coups de téléphone anxieux. « On dit que les Allemands sont à Magny; on dit que les Allemands sont à Pontoise; on dit que les Allemands sont à Senlis; on dit que le Gouvernement quitte Paris ce soir... que dois-je faire? Faut-il partir tout de suite; que me conseillez-vous?... » Je rassurais mes interlocuteurs de mon mieux. Je n'avais pas vu Paul Reynaud la veille, mais nous avions pris, par téléphone, un rendez-vous chez lui pour le lundi. Je n'avais

encore aucune nouvelle des membres socialistes du gouvernement. A vrai dire, instruit par l'expérience sur le caractère et les effets des « raids d'éléments motorisés », je ne me méprenais pas sur la gravité des nouvelles. Je me rendais bien compte que Le Havre et Rouen étaient en péril, que Paris se trouvait désormais à la merci d'une attaque prochaine. Mais je ne croyais pas cependant au départ du Gouvernement, parce que je connaissais la décision formellement arrêtée par lui de défendre énergiquement Paris, et que cette résolution ne me paraissait pas compatible avec un départ immédiat des ministres. On m'assura cependant que l'ordre avait été donné dans tous les ministères de préparer l'évacuation urgente des archives et du personnel. Je m'enquis auprès de mes camarades membres du Gouvernement. La réponse fut que les ministres restaient jusqu'au nouvel ordre, mais que les ministères allaient en effet se replier sur les quartiers dès longtemps préparés par l'État-Major, dans un certain nombre de châteaux de Touraine. Paul Reynaud avait commenté devant moi un plan établi dès avant la guerre, pour l'hypothèse d'un bombardement de Paris et non d'un siège. Si les Allemands étaient devant Paris, m'avait-il dit, la Touraine serait trop proche du front de bataille; il vaudrait mieux s'installer plus loin du premier coup, à Vichy, par exemple. Sans doute n'avait-on pas eu le temps d'élaborer depuis lors un plan mieux approprié aux circonstances.

A la fin de l'après-midi, la situation revêtit un aspect quelque peu différent. Les ministres ne partiraient pas, sans doute, mais ils iraient surveiller l'installation de leurs services; seuls les ministres chargés des portefeuilles de Défense Nationale ne quitteraient pas leurs bureaux parisiens. Au début de la soirée, je rencontrai le Préfet de police, M. Langeron. Nous parlâmes de l'organisation de la défense de Paris; il me parut extrêmement soucieux à cet égard. « Mais, lui dis-je, la résolution est prise, tous les membres du gouvernement que j'ai vus l'ont affirmé à qui mieux mieux; Paul Reynaud l'a répété formellement à une délégation des élus de Paris. — Je le sais bien, me répondit M. Langeron, mais je n'ai pas le sentiment qu'on vaque réellement à l'exécution; je m'inquiète de ne pas recevoir d'instructions plus précises; il y a certainement quelque chose qui ne va pas. » Il ajouta : « Je vous en prie, si vous voyez le Président du Conseil, insistez auprès de lui là-dessus. »

Le matin du dimanche 9 juin, les nouvelles s'étaient encore aggravées et Paris commençait à se vider. Les colonnes motorisées allemandes s'étaient rapprochées de Rouen et s'avançaient en direction de Pontoise. Toute la journée durant, mes camarades du Gouvernement, Albert Sérol, Georges Monnet, Albert Rivière ne cessèrent de me presser. « Préparez votre départ, me répétaient-ils, nous ne voulons pas quitter Paris en vous laissant derrière nous. — Mais vous ne partez pas! — Non, pas encore; la décision n'est pas

encore prise, mais elle peut l'être d'un instant à l'autre. Il y aura Conseil des ministres ce soir à 10 heures et le parti définitif sera pris. — Soit, j'attendrai. Il en sera peut-être encore aujourd'hui comme le 16 mai. — En attendant, ayez votre voiture prête chez vous, votre chauffeur sous la main, le plein d'essence, vos bagages bouclés. — Et Paris? — Notre départ n'y changera rien, Paris sera défendu à fond... » En dépit de toutes ces instances, je ne fis aucun préparatif personnel, je ne parvenais pas à accepter, à absorber en moi l'idée du départ. Je me décidai seulement, dans l'après-midi, à expédier chez mon ami Marx Dormoy, à Montluçon, ma belle-fille et ma petite-fille, confiées à ma garde, comme je l'ai dit, depuis le départ de mon fils pour l'armée. Pendant ce temps, les coups de téléphone ne cessaient de tinter de toutes parts. « Faut-il partir? Que me conseillez-vous? » En pareil cas, celui qui pose la question l'a déjà résolue dans son esprit, et l'on n'a qu'à formuler à sa place la réponse qu'il sollicite. Vers 7 heures du soir, j'allai faire visite à une amie dont le mari occupait un des postes les plus élevés du Conseil d'État; j'appris que le Conseil devait s'embarquer le lendemain matin pour Angers. J'étais encore chez elle quand Georges Monnet, m'ayant vainement demandé chez moi, m'appela une fois de plus à l'appareil : « Partez, me dit-il, partez tout de suite, vous ne pouvez pas rester à Paris. — Mais rien n'est décidé, c'est ce soir que le Conseil des ministres se réunit. — Sans doute, mais la décision est prise d'avance; partez, je vous en supplie. A mesure que les heures s'écoulent, les routes s'encombrent davantage. Nous, nous passerons toujours, mais vous, partez tout de suite... » Mes amis qui suivaient la conversation joignaient leurs instances aux siennes... C'est dans cet état que je rentrai chez moi.

★

Quelle soirée que celle de ce dimanche 9 juin! Ma belle-fille et ma petite-fille étaient parties. Mes deux fidèles servantes, émues par tout ce désordre, et surtout par le dernier coup de téléphone de Georges Monnet, avaient averti mon chauffeur, préparé mon bagage, bien que l'idée du départ leur fût aussi étrangère, aussi inassimilable qu'à moi-même. La voiture stationnait devant la porte, toute prête. J'étais assis à ma table, dans ma chambre de travail et trois amis très proches étaient autour de moi. Rien n'était changé dans la chambre, ni d'ailleurs dans l'appartement; aucun objet, aucun livre n'avait été déplacé. Rien ne sentait le départ; tout donnait au contraire le sentiment d'une vie égale, constante, paisible. Je ne parvenais pas à me décider; quitter cette maison où j'avais tant vécu, où j'avais connu le bonheur et la souffrance, où tout avait été choisi, placé pour moi par un être chéri et perdu, que je n'avais jamais quittée

que pour des voyages nécessaires, que je n'avais jamais retrouvée sans un sentiment de satisfaction et de bien-être, vraiment cela m'arracherait le cœur. La métaphore ici traduit exactement la chose. Et puis le départ ne me blessait pas seulement dans mes sentiments les plus chers; il avait un sens symbolique à mes yeux. Quitter ma maison, quitter Paris; mais quand reverrais-je ma maison et ma ville? Partir, pour moi comme pour les autres, n'était-ce pas admettre, consacrer en soi la défaite; n'était-ce pas, en un sens, la rendre irrémédiable? Les amis qui m'entouraient me comprenaient, pensaient comme moi et m'objectaient cependant : « C'est vrai, mais vous ne pouvez pas tomber dans les mains des Allemands, vous n'en avez pas le droit... » J'hésitais toujours quand, vers onze heures du soir, Georges Monnet m'appela une dernière fois : « Le Conseil est terminé, me dit-il. Nous partons tous pour Tours à l'instant même, sauf Paul Reynaud et Mandel; la voiture est là. Mais nous ne pouvons, ni ne voulons, partir en vous laissant à Paris. Tous nos collègues pensent comme nous et insistent avec nous, Reynaud tout le premier. » La femme de Georges Monnet lui prit l'appareil des mains et à son tour, avec des sanglots dans la voix, m'adjura de lui donner ma parole. Je cédai; je promis; j'embrassai mes amis; je sautai en voiture et je m'en allai dans la nuit.

Contrairement à ce qu'avait redouté Georges Monnet, la route était à peu près vide. Le voyage ne fut retardé que par les contrôles de gendarmerie et j'arrivai à Montluçon à la première pointe du jour. Que le crépuscule d'avant l'aurore était doux et pur dans la forêt de Sologne! Je réveillai Marx Dormoy. J'essayai de dormir quelques heures. Le reste de la journée se passa à installer ma belle-fille, ma petite-fille, celle de mes servantes qui avait voulu m'accompagner et moi-même, dans la petite maison qu'un ménage ami de Dormoy avait aussitôt mise à ma disposition et d'où ils étaient sortis pour me faire place. On téléphonait encore librement à Paris. Nous apprîmes, à la fin de l'après-midi, que les colonnes allemandes étaient parvenues jusqu'à Vernon, où elles tentaient de forcer le passage de la Seine.

Vers le soir, une autre nouvelle nous parvint qui portait à vrai dire le plus sûr témoignage sur la gravité de la situation : l'entrée en guerre de l'Italie. Pour que Mussolini, après avoir prolongé durant près de dix mois son expectative, prît enfin sa détermination, il fallait bien que la victoire de Hitler lui apparût désormais comme assurée. L'indice était plus alarmant que l'acte, car en jetant ses forces dans la balance, Mussolini n'en modifiait pas sensiblement l'équilibre, bien que, depuis le début du printemps, le commandement français n'eût cessé d'opérer des prélèvements sur les troupes de Tunisie et des Alpes et que notre frontière de Savoie et de Provence se trouvât presque complètement dé garnie. Mais Mussolini, qui ne voulait

jouer qu'à coup sûr, qui, d'autre part, savait l'Italie péninsulaire terriblement exposée aux coups des flottes alliées, avait assurément attendu la dernière heure, l'heure extrême qui lui permettrait de prendre part sans risque à la curée. Pendant que la foule s'amassait dans les rues aux sons de *la Marseillaise*, pendant que quelques centaines de manifestants grondaient en tumulte sous les fenêtres du Consulat d'Italie, je me reportais vers des souvenirs qui, depuis lors, ont tourmenté bien des fois mon esprit. La France n'avait-elle pas eu tort, dès le début de la guerre, en laissant ainsi à Mussolini la liberté de choisir contre elle l'heure fatale? En 1914, dès les premiers actes de mobilisation de la Russie tzariste, l'ambassadeur du Reich à Paris, M. von Schoen, était venu nous signifier une mise en demeure catégorique : la France était sommée de se déclarer neutre, et, comme garantie de sa neutralité, d'accepter l'occupation de Toul et de Verdun par des garnisons. N'aurions-nous pas dû agir ainsi vis-à-vis de l'Italie fasciste qui, elle, ne s'était jamais déclarée neutre, mais seulement non belligérante, et qui, d'ailleurs, dans la suite des temps, ne devait cesser d'insister sur le caractère provisoire de sa non-belligérance? Le résultat de cette sommation eût été sans doute — et toutefois qui le sait? — d'entraîner aussitôt l'Italie dans la guerre, mais peut-être l'intérêt des Alliés était-il d'avoir, dès le début de la guerre, l'Italie comme ennemie déclaré. Le gros des armées allemandes était occupé en Pologne pour plusieurs semaines. Le commandement allié était visiblement résolu à ne pas tenter d'opération de rupture contre la ligne Siegfried; n'était-ce pas alors dans la vallée du Pô qu'il aurait dû chercher la diversion stratégique et la compensation politique aux opérations que l'armée allemande entreprenait en Pologne et aux succès foudroyants qu'elle devait bientôt y remporter? La concentration française était prévue pour une double guerre, sur le front des Alpes comme sur le front du Nord-Est. L'État-Major français, peut-être avec un excès de mépris pour l'adversaire, ne mettait pas en question la réussite d'une offensive-éclair contre l'armée italienne; les deux flottes alliées auraient été du premier coup, et sans conteste, maîtresses absolues de la Méditerranée; l'armée italienne de Libye, prise entre la Tunisie et l'Égypte, l'armée d'Éthiopie, coupée de toutes communications, pouvaient être acculées, en peu de semaines, à une situation désespérée. Par surcroît, les renseignements concouraient à montrer l'Italie comme affaiblie tout à la fois par le trouble de son opinion et par les lacunes de sa préparation militaire. Une victoire décisive emportée rapidement sur elle changeait la face des choses, obligeait peut-être l'Allemagne à desserrer son étreinte sur la Pologne, neutralisait en tout cas l'effet des succès allemands dans l'Est, fondait l'autorité des Alliés sur les États balkaniques, resserrait leur lien avec la Turquie. En France même, quelle aurait été la répercussion sur les masses

populaires, sur les troupes, sur l'état d'esprit du commandement? Aujourd'hui encore, en écrivant, et comme s'il n'y avait pas une désolante puérité à se créer ainsi, du fond de la défaite, le rêve d'une victoire, je me pose encore la question malgré moi et je me demande : a-t-on eu raison de ne pas tenter cette chance? A-t-on eu tort?

.....

★

Mais ce rappel de mémoire et cette confrontation avec moi-même m'inspirèrent soudain l'irrésistible envie de retourner dans ce Paris que j'avais quitté la nuit passée. Georges Monnet m'avait assuré que les ministres de Défense nationale différeraient leur départ; Paul Reynaud devait donc être encore à Paris. Les coups de téléphone échangés dans l'après-midi m'avaient appris que M. Georges Mandel, ministre de l'Intérieur, y était aussi. Je sentais le besoin de m'entretenir avec eux du coup de théâtre mussolinien. Et puis, en réalité, depuis moins de vingt-quatre heures que j'étais parti de Paris, j'étais gêné, mal à l'aise, mal en place; en y retournant, je me mettais en règle avec moi-même. Marx Dormoy, dont l'état d'esprit coïncidait exactement avec le mien, approuva tout de suite mon projet et décida de m'accompagner. Nous partîmes donc de Montluçon dans la matinée du mardi 11 juin. La route se passa sans incident. Nous passâmes la Loire à Sully. Notre voiture traversa l'étroit pont de pierre entre des cordons de soldats du génie qui travaillaient visiblement à le miner. A mesure que nous nous rapprochions de Nemours, les villages s'emplissaient davantage de troupes et de convois. Nemours était devenu une place militaire. A peine avions-nous atteint Fontainebleau qu'un poste arrêta notre voiture et la dévia dans la direction de la Seine. Toutes les routes de la forêt étaient successivement barrées. Il était donc visible que la résistance française s'aménageait, non seulement sur la Loire, mais au-dessus de la Loire jusqu'à la Seine, et ce spectacle nous reconforta. J'étais familier avec tous les chemins de la forêt; jadis, pendant des vacances heureuses, je les avais battus tant de fois, à pied ou sur ma bicyclette. Je guidai le chauffeur et, après cent détours, nous finîmes par arriver à Melun où nous passâmes la Seine pour nous engager sur l'autre route de Paris.

Il était un peu plus de midi. Jusqu'alors rien ne nous avait frappé sur notre chemin que l'abondance des concentrations et l'intensité des transports militaires. A partir de Melun, ce fut un autre spectacle : les voitures venant de Paris nous croisaient en file de plus en plus serrée, chargées de passagers et de bagages. Nous eûmes de la peine à traverser Villeneuve-Saint-Georges, engorgée de véhicules. A mesure que nous avançons, la cohue se pressait et

devenait plus dense; visiblement Paris se vidait. Nous y entrâmes par le bois de Vincennes, le quartier de la Salpêtrière, le faubourg Saint-Marcel. Les rues étaient vides. La plupart des boutiques avaient leurs volets baissés, la plupart des fenêtres étaient fermées. Presque devant chaque porte, une voiture, une moto, une bécane, sur lesquelles on achevait de charger des valises, des paquets, des matelas. On aurait dit que la ville entière déménageait. Nous avions, de Montluçon, fait téléphoner chez une amie dont l'appartement était resté ouvert et dont la cuisinière n'était pas encore partie. C'est là — rue de Varenne, à côté de l'hôtel Matignon — que nous comptions déjeuner. Dans ce quartier, on ne chargeait pas de voitures devant les portes; les départs étaient chose accomplie depuis plusieurs jours, sinon plusieurs semaines. Dans toute la rue de Varenne, vide et close, nous n'aperçûmes que quelques agents de police faisant les cent pas devant l'hôtel de l'Ambassade d'Italie. Notre message n'avait pas atteint son but et aucun préparatif de déjeuner ne nous attendait. Je me jetai sur le téléphone. J'appelai la Présidence du Conseil, pas de réponse; le Ministère de la Guerre, pas de réponse; l'Intérieur, le domicile privé de Paul Reynaud, pas de réponse. Paris semblait déjà plongé dans le silence, la solitude et la mort. Enfin, une voix humaine nous répondit : Dormoy venait de toucher la Préfecture, et le préfet, M. Langeron, était au bout du fil. Il n'y a plus personne à Paris, nous dit-il, que les préfets et le Gouverneur militaire. M. Mandel est parti cette nuit. M. Paul Reynaud est au quartier général avec le général Weygand — nous avons passé très près de lui sans nous en douter, car j'ai su, depuis lors, que le quartier général s'était installé à Briare, sur la Loire, un peu en aval de Sully. « *Pouvons-nous vous voir, demandâmes-nous au Préfet? — Certes, que faites-vous maintenant? — Nous allons d'abord tâcher de déjeuner. — Où? — Eh bien, chez Carton par exemple, place de la Madeleine. — Bien. Je vais aller vous y rejoindre. »*

Nous arrivâmes place de la Madeleine par la rue Royale. Même tableau qu'au faubourg Saint-Germain. Strasbourg, que le général Bourret m'avait fait visiter après l'évacuation, ne donnait pas beaucoup plus fortement l'impression de l'irréalité ou plutôt de la conservation artificielle. Les rideaux de fer du restaurant Carton étaient baissés comme ceux des boutiques voisines et nous aperçûmes d'ailleurs sur le trottoir son propriétaire en uniforme d'officier. « *Pouvez-vous tout de même nous donner quelque chose à déjeuner? — Non, impossible, tout est fermé, tout mon monde est parti. — Et chez X? — Fermé. — Et chez Y? — Fermé... »* Nous n'avions d'ailleurs qu'à jeter les yeux autour de nous pour nous en convaincre. « *Écoutez, nous dit alors M. Carton, je crois qu'à côté d'ici, rue Boissy-d'Anglas, il y a encore quelque chose d'ouvert. »* C'était un agréable petit restaurant fréquenté par des gens de théâtre. M. Langeron, dont la voiture

débouchait au même instant, nous y accompagna. Tout en dévorant le plat unique d'un jour sans viande, nous le pressions de questions comme si nous eussions déjà quitté Paris depuis de longues semaines, et il nous répondait avec une circonspection mêlée d'embarras. Nous avions vu Paris, et nous pouvions juger maintenant : dès le lendemain ce serait une ville morte. Des nouvelles? les Allemands attaquaient sur l'Oise; ils avaient forcé le passage de la Seine du côté de Vernon, mais, depuis que le gouvernement avait quitté Paris, il était lui-même à peu près dépourvu d'informations directes. Était-on toujours résolu à défendre Paris; où en étaient les travaux de défense? Il ne pouvait que répéter ce qu'il m'avait dit en termes si pressants le samedi soir. La décision officielle de défendre Paris tenait toujours, en ce sens qu'elle n'avait pas été expressément rapportée; mais tout se passait comme si on l'avait abandonnée, ou même comme si on ne l'avait jamais acceptée pleinement avec la volonté réelle de l'exécuter. Avait-on redouté la destruction de tant de beautés, de tant de richesses? Avait-on reculé devant l'idée d'un carnage que l'on jugeait inutile? Pourtant tous les élus de Paris sans distinction de parti ou de classe avaient réclamé, avaient exigé la défense jusqu'au bout. Je compris que le Préfet s'attendait à voir les Allemands, peut-être avant deux jours, entrer sans coup férir dans la ville abandonnée. « *Du reste, ajouta-t-il, le général Hering est aux Invalides. Il pourra vous renseigner mieux que moi. »*

Nous prîmes aussitôt rendez-vous avec le général Hering; mais avant de nous rendre aux Invalides, nous entrâmes à l'Ambassade des États-Unis qui se trouvait sur notre chemin. L'ambassadeur, M. William Bullitt, se trouvait dans son cabinet et nous reçut aussitôt. J'étais et je suis toujours avec lui en termes d'amitié personnelle. Dès son arrivée à Paris, une sympathie et je puis dire une affinité intimes nous avaient liés l'un à l'autre. William Bullitt ne me cacha pas sa surprise de me retrouver dans ce Château de la Belle au bois dormant. Il ignorait le dernier état des résolutions gouvernementales en ce qui concernait Paris, mais il prévoyait visiblement l'arrivée des Allemands d'un jour à l'autre, et presque d'une heure à l'autre. « *Alors, que faites-vous? — Quelle question! Je reste. Comme vous avez pu le voir, la maison est pleine d'Américains dont il faut que j'assure le départ, qui me demandent des visas, des voitures, de l'essence. J'assure le sort de chacun d'eux du mieux que je puis, mais pour ma part, je reste. Vous savez, ajouta-t-il avec son bon rire sonore, j'ai prévenu le Président. Quand il m'a nommé à Paris, dans l'été de 1936, j'étais convaincu que la guerre éclaterait avant la fin de ma mission. Je lui ai dit : S'il y a la guerre je resterai à Paris, quoi qu'il arrive. Vous me télégraphierez de m'en aller et je vous désobéirai. Le Président m'a répondu : Très bien, Bill, en me serrant la main. C'est bien ce qui est arrivé. Le Département*

d'État m'a télégraphié de m'en aller, m'a téléphoné de m'en aller, et je lui désobéis. Je suis convaincu que le Président pense en lui-même : Très bien, Bill. Je resterai avec les Allemands. Je resterai en tout cas aussi longtemps que ma présence ici pourra être efficace. Il y a des choses que ma présence peut empêcher, et si je ne puis les empêcher, il faut du moins que j'en sois le témoin. Que voulez-vous ? Depuis l'Indépendance, jamais les ministres américains n'ont quitté Paris. Ils étaient là pendant la Terreur ; ils étaient là pendant la Commune ; Myron Herrick était là pendant l'autre guerre. Je ferai comme les camarades... » Je pris congé de lui. Nous nous embrassâmes comme si nous ne devions jamais nous revoir. Je l'ai revu cependant, et j'espère bien le revoir encore.

Aux Invalides, après avoir traversé les cours, les couloirs, les antichambres, bourdonnant de l'activité affairée d'un Quartier Général, nous trouvâmes le général Hering, calme et sérieux comme à l'ordinaire, avec son bon visage de polytechnicien à lunettes, du type professeur plutôt que du type soldat. Il nous fit savoir que — depuis la veille autant qu'il m'en semble — il n'était plus gouverneur de Paris, chargé à ce titre de la défense de la place, mais général d'armée, commandant une des armées du front en avant de Paris. Son secteur était celui du Nord-Ouest, et à l'heure même où il nous parlait, ses troupes soutenaient péniblement de dures attaques, en particulier sur la rive gauche de la Seine, aux débouchés de Vernon, et sur l'Oise à la hauteur de Persan. Il insista sur l'extrême difficulté de sa tâche ; il disposait de peu de troupes ; certaines des unités de son armée ne comptaient plus qu'un chiffre dérisoire de combattants ; les hommes étaient exténués. Nous lui posâmes, bien entendu, la même question qu'au Préfet de Police, bien que chaque moment qui s'écoulait nous fit sentir plus vivement qu'elle était en train de se résoudre d'elle-même par le déroulement automatique des événements. Il nous répondit, comme le Préfet, que, sur le papier, rien n'était modifié, qu'on n'avait encore reçu aucun ordre prescrivant d'évacuer militairement Paris ou même de préparer l'évacuation, qu'au surplus les communications avec le Grand Quartier Général étaient rares et difficiles, que les liaisons téléphoniques étaient exécrables, que, la veille, appelé à l'appareil par le général Weygand, il avait à peine pu l'entendre. Peut-être, ajouta-t-il, me rappellera-t-il d'un instant à l'autre.

Je ne pus maîtriser l'effervescence qui bouillonnait en moi depuis quelques heures ou plutôt depuis quelques jours. Sans m'arrêter au ridicule d'une remontrance stratégique ainsi administrée à un général d'armée, je lui dis avec toute mon émotion accumulée et dans une sorte de tumulte, qu'il me paraissait absurde, insensé, coupable, de renoncer à la défense de Paris. Au début de la guerre de 1914, Paris et sa banlieue formaient un camp retranché. « Je crois bien,

lui dis-je, que le camp retranché n'existe plus ; mais les circonstances obligent à le recréer, ou même les circonstances le recréent. Toutes ces troupes qui combattent en ce moment sur la Basse-Seine, sur l'Oise, sur l'Aisne, où peuvent-elles trouver une ligne de repli, sinon autour de Paris, où peuvent-elles se refaire, se réorganiser, se renforcer, sinon à Paris ? Paris devient maintenant, par la force des choses, quoi qu'on ait voulu ou résolu, le pivot de la défense française. Si Paris est abandonné, jusqu'où les troupes qui se battent en avant de Paris reflueront-elles ? Où s'arrêtera la retraite ? Si la tête de pont de Paris est livrée sans combat, comment tiendrons-nous en amont les lignes sur lesquelles fut livrée en 1914 la bataille de la Marne ? Que deviendront les armées de Lorraine et d'Alsace ?... »

Le général Hering m'écoutait avec gravité, mettons avec indulgence, et je crois que son sentiment, qu'il n'exprimait pas, ne différait pas beaucoup du mien. J'avais parlé de la bataille de la Marne, et cette parole avait suffi pour faire affluer à mon esprit un flot de souvenirs qui se mêlaient à mon angoisse présente. A la fin d'août 1914, un problème analogue s'était posé devant le Gouvernement que René Viviani venait de remanier après l'échec de « l'offensive des frontières », et où deux chefs socialistes étaient entrés : Jules Guesde et Marcel Sembat. Les Allemands avaient franchi l'Oise et l'Aisne ; ils s'avancèrent à marches forcées vers la Marne et la Seine. L'État-Major français demandait aux pouvoirs publics de quitter Paris pour s'installer dans une ville de l'intérieur, et il annonçait d'autre part au Gouvernement son intention de renoncer à la défense de Paris, qui serait déclaré ville ouverte. J'étais alors le collaborateur intime de Marcel Sembat — j'expliquerai plus tard comment et pourquoi — et le détail de ces journées est resté gravé dans ma mémoire. Les ministres se décidèrent en fin de compte à transporter à Bordeaux le siège du Gouvernement, et cela malgré l'opposition acharnée, non seulement de Guesde et de Sembat, mais de Raymond Poincaré, alors Président de la République. En revanche, ils exigèrent du Commandant en Chef que le camp retranché de Paris fût défendu à outrance. Ils lui donnèrent l'ordre catégorique, en exigeant que compte immédiat fût rendu de son exécution, de constituer sans aucun retard un groupement de corps affectés à cette défense. Le général Joffre obéit de mauvaise grâce ; il fit même tout ce qu'il put pour modifier la portée de l'ordre reçu par la façon dont il l'exécuta ; mais enfin, il obéit. Une armée fut constituée et placée sous les ordres du général Galliéni, gouverneur de Paris. C'est cette armée qui, en entrant dans le flanc de von Kluck, tandis qu'il défilait devant le camp retranché, de Senlis à Meaux, donna le signal de la bataille de la Marne.

Il serait chimérique de vouloir refaire aujourd'hui l'histoire de la

guerre, en supposant que Paris ait été défendu comme Gallieni, en 1914, était résolu à le défendre, dans l'esprit où a été défendu Varsovie en septembre dernier, où Londres est défendu pendant que j'écris. Peut-être n'était-il plus possible de concevoir, comme en 1914, une défense énergique de Paris après le départ des pouvoirs publics ? Je suis d'ailleurs hors d'état d'apporter le moindre témoignage utile sur le départ des responsabilités. Les Allemands entrèrent en réalité à Paris quarante-huit heures plus tard dans la soirée du jeudi. Y eut-il ordre positif d'évacuation militaire ? L'évacuation fut-elle la forme dernière d'un abandon déjà accompli ? Je n'en sais rien. S'il y eut une décision positive, j'ignore par qui et à quelle date précise elle fut prise, mais il me paraît matériellement impossible que le cabinet ait été consulté, car je ne sache pas qu'il ait eu de nouvelle réunion en temps utile. Je ne suis pas sûr non plus que, comme en 1914, l'insistance pour le transport du Gouvernement hors de Paris soit venue de l'État-Major. Je croirais même plutôt que le général Weygand ne conseillait pas cette mesure au moment où elle a été décidée, car à Bordeaux quelques jours plus tard, au cours des débats qui ont précédé la demande d'armistice, il la reprocha à Paul Reynaud et aux ministres.

En quittant les Invalides, nous nous trouvâmes devant la Chambre des Députés et l'idée nous prit d'y entrer. L'immense palais était absolument désert. La cour était vide. Les salons, les couloirs étaient vides. Nous cherchâmes si par hasard un être vivant ne se cacherait pas encore dans les bureaux de notre groupe parlementaire ; les portes étaient cadenassées. Après avoir erré quelques minutes, nous finîmes par rencontrer l'ombre d'un garçon de service : « Alors tout le monde est parti ? — Tout le monde. — Il n'y a vraiment plus personne ici ? — Il y a un employé de la questure qu'on a décidé de laisser dans la maison. Vous le trouverez au second étage. » Nous trouvâmes en effet dans un cabinet lointain l'employé abandonné comme otage ou comme guide. Il nous apprit que le Secrétariat, la Questure, les Archives étaient transportés à Vouvray, au bord de la Loire, près de Tours, et il nous indiqua le nom de l'auberge qui devait servir de point de ralliement. Nous sortîmes de cette nécropole. Marx Dormoy me quitta pour monter à Belleville, au-dessus du Père-Lachaise. Là logeait la mère d'un de ses employés municipaux de Montluçon qu'il avait promis de ramener avec nous. J'allai chez moi ; je passai encore une heure dans ma chambre de travail, assis à ma table, entre les objets familiers et mes livres. Quand Dormoy rentra, il était encore sous le coup d'un contraste étonnant qui l'avait saisi. Il avait trouvé le faubourg ouvrier de Belleville animé, vivant, paraissant même vivre de sa vie normale, quelque chose comme une ville autre et différente.

Cependant, il se faisait tard. Nous avalâmes à la hâte quelques

aliments malgré l'émotion qui nous étrangeait, et nous montâmes en voiture... Je ne suis pas rentré dans ma maison depuis ce jour-là.

★

Le matin déjà, de Melun aux barrières, la masse des voitures sortant de Paris nous avait laissé peu de place sur la route. Nous nous doutions bien que, tout en marchant cette fois dans le sens du courant, nous allions trouver une cohue encore plus dense. Tous ces véhicules que nous avions vu charger le long des trottoirs, ils avaient sans doute attendu la fin de l'après-midi pour se mettre en route et des milliers d'autres s'étaient assurément chargés dans l'intervalle. Cette hémorragie humaine devait maintenant couler à flot. Nous convînmes donc, mon chauffeur et moi, de n'emprunter la grande route de Fontainebleau que sur les quelques kilomètres qu'il nous était impossible d'exclure de notre itinéraire. Nous la rejoignîmes vers l'aérodrome d'Orly, pensant la quitter dès la sortie de Ris-Orangis. Nous étions donc tout préparés à l'idée de la foule, de l'encombrement, de la débâcle, mais jamais mon imagination n'aurait pu concevoir rien de pareil au spectacle qui se présenta devant nous dès que nous eûmes débouché de notre chemin de traverse. La grande route, ses bas-côtés et ses trottoirs cyclables compris, jusqu'à la limite extrême des maisons et des champs, était entièrement, totalement recouverte. Elle coulait comme un fleuve qui va déborder coule à pleins bords entre ses digues. Ce fleuve s'étendait à perte de vue ; il charriait tout à la fois des voitures de tourisme de toute forme et de tout âge, des autos de livraison, des camions, des fourgons, des charrettes attelées de chevaux de ferme, des motos, des bicyclettes, des voitures à bras, des voitures d'enfants. Les voitures étaient surchargées, presque toujours recouvertes de matelas qui serviraient, le cas échéant, de protection contre la mitraille des avions ennemis. Dans les voitures à bras poussées par l'homme se trouvaient souvent de vieilles femmes et des enfants, des mères poussaient leurs bébés dans des « trottinettes ». A l'arrière des motos et des vélos s'élevaient des pyramides de bagages tenant en équilibre par on ne sait quel tour de force. De-ci de-là, des piétons, sac au dos, se faufilaient entre les voitures. Toute cette masse était si serrée, si dense, si homogène, elle formait à tel point une seule coulée humaine que l'image du fleuve, si banale qu'elle fût, s'imposait irrésistiblement à l'esprit. Le cours en était étrangement lent ; pendant de longues minutes il restait même absolument immobile. Nous n'avancions certainement pas à raison de plus d'un kilomètre par heure, et quelques-uns de mes amis qui ont voyagé ce soir-là sur d'autres routes m'ont déclaré depuis qu'il fallait considérer notre marche comme un record de vitesse.

Quel spectacle ! Jusqu'à l'horizon, ces milliers et ces milliers de voi-

tures, ces milliers et ces milliers de malheureux fuyant leur maison avec les parents et les enfants, ayant tout laissé chez eux, hors les quelques effets ramassés à la hâte. Où allaient-ils? Où trouveraient-ils un gîte? Jusqu'où le courrait-il? La nuit tombait. Heureusement, elle était douce, mais le temps tournait à l'orage et il commença en effet de pleuvoir entre minuit et une heure du matin. Je n'avais jamais vu, je crois, de spectacle aussi poignant que cette immense migration humaine. Et je m'imaginai avec effroi ce qu'aurait été l'effet de quelques bombardiers allemands planant sur ce peuple en fuite — comme ils l'avaient fait en Belgique et dans le Nord, comme ils l'ont fait, m'a-t-on assuré, du côté du Mans et de Chartres — et lançant leurs balles en rase-mottes. Cependant la masse d'hommes, de femmes, d'enfants entre lesquels s'efforçait de rouler notre voiture et que nous sentions comme collés à nous ne présentait en rien les stigmates de l'angoisse ou de la terreur. Cela pourra sembler presque incroyable, et pourtant cela était vrai : cette foule était de bonne humeur. On échangeait d'un groupe à l'autre des propos familiers; des rires francs répondaient, ici à une plaisanterie, là à une galanterie; on se rendait l'un à l'autre cent menus offices : un coup de main pour redresser un chargement qui basculait, pour remettre en marche — si l'on peut dire — un vieux « tacot », que sais-je encore. L'obligeance, la serviabilité, n'avaient vraiment pour limite que la condensation des corps et l'incompressibilité des objets. Quel peuple extraordinaire! Je savais bien que l'humeur française résiste à tout, mais ces petits tableaux de la fuite populaire me firent cependant comprendre qu'elle, du moins, n'était pas due à la peur. Le peuple n'avait pas vidé Paris par panique, mais par horreur de l'oppression allemande, par répulsion insurmontable vis-à-vis du contact allemand.

Vers 10 heures du soir, nous parvînmes à nous jeter hors de la grande route. La nuit était tombée. A chaque croisement, des postes de gendarmerie nous prescrivaient de tenir tous nos feux éteints. Nous roulions donc lentement sur ces chemins obscurs et détournés que bordaient d'ailleurs une file presque ininterrompue de voitures en stationnement, signalées par leurs petits feux rouges d'arrière. Des gens dormaient là dans leurs voitures arrêtées. La pluie commença à tomber. Sur notre gauche, dans la direction de Montargis, on entendait le fracas sourd de l'éclatement des bombes; il y avait par là des aérodromes français qu'attaquait l'aviation allemande. Vers 2 heures de la nuit, nous retrouvâmes à nouveau le pont de Sully et nous repassâmes la Loire. A partir de ce moment, la route était à peu près libre, nous pûmes rallumer nos phares, et nous arrivâmes à Montluçon au matin.

★

Le soir de ce même jour — mercredi 12 — j'échangeai avec Paris ma dernière conversation téléphonique. Elle ne m'apprit rien : la ville était déjà séparée du reste du monde. D'autre part, il était à peu près impossible d'obtenir une liaison avec Tours. D'ailleurs, dès le lendemain jeudi, à Clermont-Ferrand où je m'étais rendu pour prendre contact avec mes collaborateurs du *Populaire*, émigrés hors de Paris comme moi, j'appris que l'installation du Gouvernement à Tours serait tout à fait provisoire. Des rédacteurs du journal *Paris-Soir*, réfugié, lui aussi à Clermont, nous affirmèrent que les ministres partaient pour Bordeaux : le déménagement était décidé, disaient-ils; ils tenaient la nouvelle de leur patron Jean Prouvest, commissaire à l'Information depuis le dernier remaniement ministériel, mais on ne l'avait pas encore rendue publique, les départs pour Bordeaux ayant gardé mauvaise réputation depuis l'autre guerre. Mon ancien camarade Alexandre Varenne, demeuré mon ami, et qui prêtait au *Populaire* l'hospitalité de son journal *la Montagne*, m'assura de son côté que la caravane ministérielle était déjà en route pour Toulouse. « Qui vous l'a dit? — Caillaux, qui fait sa cure à Royat et que j'ai rencontré tout à l'heure. » D'autres parlaient de Clermont et de Vichy, ce qui, d'après l'opinion émise devant moi par Paul Reynaud, me paraissait plus vraisemblable. Ce qui semblait acquis, c'est que Tours serait abandonné. Peut-être même l'était-il déjà à l'heure où se colportaient ces rumeurs contradictoires. Rien d'étonnant à cela : du moment qu'on avait renoncé à défendre Paris, Tours se trouvait effectivement sur la ligne de combat...

C'est en réalité à Bordeaux, en dépit du précédent fâcheux, que le Gouvernement avait décidé de se rendre. Je crois que la résolution fut prise par l'unique Conseil qu'aient tenu les ministres, au château qui abritait le Président de la République près de Tours. Ils avaient quitté Paris dans la nuit du dimanche au lundi. Dès le vendredi, quelques-uns d'entre eux débarquaient déjà à Bordeaux, après cet entracte tourangeau presque impalpable, et, dès la matinée du samedi, tous s'y trouvaient réunis avec le chef de l'État et les présidents des deux Chambres. Je m'y rendis, de mon côté, dans la nuit du vendredi au samedi, encore accompagné de Marx Dormoy. Qu'est-ce qui m'y appelait? L'angoisse et le sentiment de mon devoir. Je n'étais pas membre du Gouvernement, mais trois et même quatre de mes amis y figuraient; j'étais le chef politique du Parti qui les y avait délégués. Je sentais l'heure si périlleuse que je ne me reconnaissais pas le droit de me tenir à l'écart. Par surcroît, un appel m'était venu de Bordeaux au début de la soirée du vendredi, appel pressant, urgent, auquel je ne pouvais ni ne voulais me soustraire.

## II

AU débotté, c'est-à-dire vers trois heures du matin, nous fîmes irruption à la Préfecture de la Gironde, où campait le Ministère de l'Intérieur. Nous avons besoin de billets de logement officiels pour trouver un gîte dans les hôtels réquisitionnés la veille. Il y avait bien la voiture, mais nous y avons déjà passé trois nuits depuis le commencement de la semaine. La maison était endormie : le ministre lui-même, M. Georges Mandel, venait de se coucher quelques instants avant notre arrivée. Malgré tout, quelques secrétaires veillaient, ils nous délivrèrent les papiers inestimables qui équivalaient à l'usage d'un lit.

Bordeaux! Le Gouvernement était donc revenu à Bordeaux, comme au moment le plus critique de l'autre guerre! Je me souvenais : j'étais l'un des passagers du train qui, par une sombre et étouffante nuit d'été, emporta de Paris le Président de la République Poincaré et ses ministres. Poincaré était mort; parmi les ministres d'alors, lesquels donc survivaient encore? M. Millerand, et aussi M. Malvy. Je me rappelais le départ secret, l'embarquement nocturne dans une gare du chemin de fer de ceinture qu'il avait fallu gagner à tâtons à travers la ville absolument noire, la longue rame aux feux éteints où nous nous glissions pour trouver nos places. J'accompagnais Marcel Sembat. Une seule pensée, durant la nuit, avait hanté les voyageurs de ce train fantôme : l'armée Lanrezac, celle qui avait été battue à Charleroi, était-elle sauvée? Talonnée et débordée sur sa droite par von Kluck, parviendrait-elle à gagner la Marne et la Seine avant von Bülow qui s'avancait obliquement sur sa gauche et cherchait à la devancer. La retraite aboutirait-elle à une capitulation? Les nouvelles étaient bien mauvaises à l'heure où nous avons quitté Paris et c'est seulement à Bordeaux sur le quai d'arrivée que Poincaré et M. Millerand devaient en trouver d'un peu moins alarmantes. Nous ne pouvions guère nous douter que, dans le péril couru par l'armée Lanrezac, se tenait déjà, en germe, le salut de la France... J'avais passé trois mois et demi à Bordeaux, jusqu'à la seconde quinzaine de décembre, avec les fonctionnaires du Ministère que j'aidais Marcel Sembat à gérer. J'allais la retrouver à peu près telle que je l'avais connue. Les fuyards de la première heure l'emplissaient déjà depuis des semaines et chaque heure apportait, de toutes les directions, une nouvelle vague de voi-

tures surchargées. Les passants couvraient les trottoirs, les voitures couvraient les places et les cours, les cafés étaient combles. Tout le centre de la ville n'était qu'une foire en plein vent. Cette ville au décor si majestueux semblait tarée par un air de racaille et de ripaille... C'est de là pourtant que, vingt-six ans auparavant, on avait commencé à refaire la force française et à préparer la victoire.

Les billets de logement du Ministère de l'Intérieur nous avaient donné droit à d'étroites chambrettes dans un hôtel jouxtant la place des Quinconces. Nous essayâmes d'y prendre un peu de sommeil et vers dix heures et demie nous étions au Ministère. Je rappelle que cette matinée était celle du samedi 15. Durant cette journée et celles qui ont suivi, chaque heure, chaque minute qui s'écoulait devait peser d'un tel poids sur le destin de la France que je voudrais parvenir à la lucidité et à la précision absolue de mon souvenir. Nous trouvâmes Georges Mandel en conférence avec un certain nombre de ses collègues du Ministère : Louis Marin, les radicaux Campinchi et Queuille, Laurent Eynac qui est un républicain modéré, Paul Thellier qui appartient à peu près à la même nuance politique que M. Pierre-Étienne Flandin. Campinchi était ministre de la Marine, et M. Laurent Eynac ministre de l'Air. Il se peut que le ministre des Colonies, M. Louis Rollin, ait été présent, mais je n'oserais pas l'affirmer; ma mémoire sur ce point reste incertaine. Mon camarade Georges Monnet arriva presque aussitôt, et, au bout de quelques minutes, entrèrent aussi les deux Présidents du Sénat et de la Chambre, Jules Jeanneney et Édouard Herriot.

La conversation dans laquelle je me trouvais introduit me plongea soudain comme dans un monde nouveau pour moi, et où tout m'accablait de stupeur. Tous les hommes qui s'entretenaient ainsi autour de moi discutaient de faits que j'ignorais, qu'il m'avait été impossible de soupçonner et dont la révélation m'ôtait presque la faculté de penser. J'appris donc qu'au Conseil des ministres qui s'était tenu en Touraine, au château de Cangé le mercredi ou le jeudi — sur ce point encore ma mémoire hésite, mais c'est assurément l'un de ces deux jours — le maréchal Pétain, vice-président du Conseil et le général Weygand, commandant en chef, s'étaient tous deux prononcés pour la suspension immédiate des hostilités, c'est-à-dire pour une demande immédiate d'armistice. Le Maréchal avait donné à son opinion la forme d'une note écrite, lue solennellement à ses collègues; le Général avait appuyé cet avis par une intervention orale d'une extrême vivacité. La veille, c'est-à-dire le vendredi, tous deux étaient revenus à la charge sur un ton plus pressant encore. Le général Weygand considérait que, depuis la rupture du front de l'Aisne et de la Somme, la guerre était irrémédiablement perdue pour la France. On n'avait pas pu défendre Paris. La ligne de la Loire tiendrait quelques jours à peine. L'état

de l'armée ne permettait d'imaginer aucune réaction efficace contre l'invasion qui trouvait la France entièrement ouverte devant elle. Sur bien des points, la retraite prenait la forme de la débandade, de la débâcle. D'ailleurs l'insuffisance des effectifs, la pénurie de matériel avaient été encore aggravées par la retraite elle-même, puisqu'une troupe qui recule se dissémine et se démunit fatalement. Le maréchal Pétain et le général Weygand ne considéraient pas l'armée comme entièrement détruite, mais ils réclamaient l'arrêt des hostilités et la paix, avant que cette destruction sanglante fût inutilement consommée. Il faut, avait ajouté le général Weygand, conserver intact ce qui reste de l'armée pour préserver l'ordre, pour parer aux troubles politiques ou sociaux qui pourraient surgir de la défaite...

Voilà dans quel débat j'étais jeté, voilà devant quelle situation inconcevable je me trouvais. Les deux soldats les plus glorieux de France dont l'un commandait l'armée, dont l'autre la personnifiait au sein du Gouvernement, demandaient, exigeaient presque — car le ton du général Weygand avait été impérieux — que la France déposât les armes. Il y avait alors dix jours que l'attaque avait commencé sur l'Aisne et sur la Somme. Il y en avait six que le Gouvernement avait quitté Paris, mais sans révoquer sa résolution de le défendre à outrance. Pendant cet intervalle, tout semblait s'être évanoui, anéanti : la force française, la volonté de combat, le souvenir des paroles données et des engagements pris vis-à-vis du pays. Car enfin, il n'y avait pas si longtemps, à peine quelques semaines, que Paul Reynaud était allé signer à Londres l'engagement contracté réciproquement par les Alliés de ne pas conclure de paix séparée, et, dans chacun de ses discours radiodiffusés, le chef du Gouvernement n'avait cessé d'affirmer sa volonté inflexible de résister pied à pied sur le territoire français, en transportant la direction de la guerre dans l'Empire, si la mauvaise fortune contraignait à abandonner le sol de la mère-patrie.

Tous les hommes réunis ce matin-là, dans le salon de la Préfecture qui servait de cabinet à Georges Mandel, s'élevaient avec la même décision contre l'attitude des chefs de l'armée. Aucun d'eux n'acceptait l'idée de trahir la parole donnée par la France. J'ai déjà indiqué que, parmi eux, se trouvaient les ministres de la Marine et de l'Air, César Campinchi et Laurent Eynac : l'un et l'autre affirmaient avec véhémence que jamais ni la flotte ni l'aviation ne consentiraient un seul instant à déposer les armes et qu'en tout état de cause, vaisseaux et avions de guerre continueraient la lutte aux côtés de nos alliés britanniques. La marine française n'est pas vaincue, elle a toujours été victorieuse, disait Campinchi. L'aviation française a subi de lourdes pertes, disait Laurent Eynac, mais elle est encore puissante et jamais ses équipages n'ont été plus ardents. Je n'eus pas à déployer d'efforts pour persuader des hommes dont la conviction était acquise

avant la mienne. Je dois avouer d'ailleurs que je luttais en moi-même contre un trouble de ma raison qui s'exprimait à chaque instant par des questions de même nature. A la base même des déclarations du maréchal Pétain et des sommations du général Weygand, il y avait un fait, érigé en principe, à savoir que l'armée française n'était plus capable d'aucune résistance sur notre sol. Ce postulat, tous les assistants semblaient en réalité l'admettre, et je ne parvenais pas, au contraire, à le faire accepter par mon esprit. Tout avait été vraiment trop prompt, trop brusque : je n'arrivais pas à concevoir cette décomposition soudaine, totale, de la vertu combative de l'armée, et les affirmations du général Weygand ne suffisaient pas pour me la rendre intelligible. C'est là-dessus que portaient mes questions pressantes répétées. « Alors, vraiment, de la Loire aux Pyrénées, tout est ouvert, il n'y a plus moyen de tenter un coup d'arrêt; il n'y a plus moyen d'organiser la défense? » Les ministres présents ne me répondaient pas seulement par l'autorité du Commandant en chef, mais par la description du spectacle qu'ils avaient pu voir de leurs yeux, sur les routes, entre la Touraine et Bordeaux : troupes en détresse, sans ordre, sans discipline, sans commandement. « Et l'on ne peut pas ressaisir, ranimer, revivifier cette armée? Songez qu'en Lorraine et en Alsace on combat et on tient encore! Le désastre était aussi grand en septembre 70 après l'investissement de Metz et Sedan... » On me répondait qu'à l'heure où je parlais, les armées de Champagne étaient percées autour de Reims et les armées de Lorraine découvertes sur leur gauche et contraintes à un recul précipité; quant aux troupes de la ligne Maginot, il était malheureusement trop aisé de prévoir leur sort.

« En résumé, dis-je alors, sans me sentir d'ailleurs convaincu, vous êtes tous d'accord pour résister, mais vous pensez qu'à l'heure présente l'unique forme de la résistance est le départ? — Oui, c'est bien cela... ». Le départ des pouvoirs publics hors de la France métropolitaine — Président de la République, Gouvernement, présidents des Assemblées, et, dans toute la mesure du possible, Parlement — formait en effet la seule conclusion logique et fut la conclusion effective de cet entretien. Le Conseil des ministres allait se réunir dans l'après-midi. Sa très grande majorité était hostile aux propositions que le maréchal Pétain et le général Weygand étaient certainement résolus à renouveler. Les présidents du Sénat et de la Chambre, aussi fermement déterminés l'un que l'autre, assisteraient à la délibération. On devait s'attendre à la démission du maréchal Pétain, probablement suivi par un petit nombre de ministres. On devait surtout s'attendre à celle du Général en chef. Eh bien, on compléterait en hâte le Ministère. On désignerait un nouveau généralissime; on le choisirait jeune, ardent, confiant, en rompant s'il le fallait avec les routines hiérarchiques; on lui demanderait avant tout la foi et ce jugement héroïque,

comme dit Retz, qui sait distinguer l'extraordinaire de l'impossible. On organiserait sans délai le départ, non pas pour l'Angleterre, comme avaient fait tour à tour les souverains et les gouvernements de Norvège et des Pays-Bas, mais pour l'Afrique du Nord, pour la France d'Outre-Méditerranée. La France, dans son malheur, conservait le privilège de disposer de bases impériales, proches du théâtre des opérations, peuplées dans une large proportion de citoyens français, occupées par de puissantes armées françaises. La flotte et l'aviation gagneraient les ports et les aérodromes africains. On jetterait en hâte, par-dessus la Méditerranée, tout ce qu'on pourrait rassembler, au sud de la Garonne ou dans la vallée du Rhône, d'unités solides et de matériel utile. Certes, une telle résolution n'allait pas sans de grandes difficultés ou même sans de grands périls. L'opinion n'était pas préparée à ce délaissement du sol français par les pouvoirs publics; on ne savait trop si elle en prendrait une exacte intelligence; on ne pouvait prévoir quelles seraient ses premières réactions. Il fallait s'attendre à ce que, dans la France laissée vacante, surgît un nouveau gouvernement, ou plutôt un anti-gouvernement, soit par génération spontanée, soit sous la pression allemande. Le Gouvernement métropolitain signerait sans doute l'armistice, irait peut-être même jusqu'à conclure un traité de paix séparée, tandis que le vrai Gouvernement devenu Gouvernement impérial continuerait à faire la guerre. L'idée de cette déchirure intestine dans le malheur, de tous les soupçons et de toutes les haines qu'elle susciterait, était cruelle à considérer. Mais tout cela serait bientôt apaisé, réparé, oublié, après la victoire. Et si la fortune des armes devait finalement trahir les Alliés, ceux qui l'auraient tentée jusqu'au bout se seraient sacrifiés eux-mêmes, comme le commandait leur devoir envers le pays.

Ce plan de conduite semblait arrêté d'un consentement unanime quand nous nous séparâmes. Au début de l'après-midi, nous nous retrouvâmes, Marx Dormoy, Georges Monnet et moi-même avec notre camarade Albert Sérol, ministre de la Justice; Jules Moch, toujours mobilisé comme ingénieur de l'artillerie navale assistait à notre entretien : il venait d'arriver à Bordeaux où une mission d'ordre purement militaire l'avait appelé auprès de l'amiral Darlan. Sérol était acquis aux résolutions préparées dans la conférence du matin, mais très visiblement soucieux du désarroi, de la détresse des masses populaires placées brutalement devant le fait accompli, alors qu'elles n'y avaient été préparées par rien, sinon par des formules de discours sous lesquelles on n'avait pu discerner la réalité. Il se demandait quelles accommodations, ou même quelles transitions seraient possibles. Je comprenais d'autant mieux ses craintes que, moi aussi, le matin, quand les propos échangés devant moi m'avaient transporté soudain au cœur de la réalité immédiate, je m'étais senti abasourdi, atterré. Mais enfin si on admettait que la résistance sur le sol français

touchait à son terme — et il fallait bien l'admettre, fût-ce à son corps défendant — on n'avait plus le choix qu'entre deux partis, demander l'armistice ou continuer la guerre hors de France. A supposer que l'armée pût encore tenir en France, ainsi que je m'obstinais à l'espérer au fond de moi-même, les raisons de se déterminer n'en étaient pas modifiées : l'opinion prendrait le temps de s'accoutumer au départ, les transports d'hommes et d'armes par-delà la Méditerranée pourraient s'exécuter avec plus d'aisance et d'ampleur... Somme toute, sauf cette nuance de préoccupation que je n'ai pas marquée sans dessein, Sérol et Monnet étaient d'accord. Le troisième des membres socialistes du Cabinet, Albert Rivière, ne devait arriver à Bordeaux que dans la soirée, pour l'heure du Conseil.

Je regagnai mon étroite chambrette et j'attendis, incapable de travailler ou de lire, entièrement livré aux idées fixes qui m'obsédaient. L'après-midi se passa, la soirée vint, les heures se passèrent. Le Conseil devait pourtant être terminé; les résolutions dont le sort de la France dépendait devaient maintenant être prises, et je ne savais toujours rien. Jules Moch était dans ma chambre, et, je crois bien, un autre de mes amis personnels, André Le Troquer, député socialiste de Paris, un grand mutilé de l'autre guerre. Georges Monnet arriva enfin. Marx Dormoy le suivit à quelques minutes d'intervalle, quittant à peine Georges Mandel. Peut-être Monnet fut-il surpris et déçu de ne pas me trouver seul; je crois plutôt que l'embarras qui pesait visiblement sur ses confidences tenait à la situation même.

Le fait capital était qu'on n'avait rien résolu; bien que, en présence des présidents des Assemblées, on eût adopté le décret permettant le transfert des pouvoirs publics hors de France, la détermination positive qui, cependant, ne comportait guère de délai, avait été remise au lendemain. Paul Reynaud avait donné connaissance au Conseil de la réponse que le Président Roosevelt adressait à son dernier message. On avait décidé qu'un entretien serait demandé à M. Winston Churchill et que Paul Reynaud se rendrait en avion à Nantes le lendemain matin, pour y rencontrer le Premier Ministre anglais. On me répéta le propos tenu par un ministre important au sortir du Conseil : « Tout dépend maintenant de l'Angleterre<sup>1</sup>. » Qu'est-ce que cela pouvait bien signifier? Pensait-on demander au Gouvernement anglais de relever le Gouvernement français des engagements contractés? Attendait-on de lui la permission de conclure une paix séparée? S'il l'accordait bénévolement — chose difficile à supposer — était-on résolu à solliciter un armistice et par conséquent tenait-on l'armistice, du point de vue exclusivement français, comme la solution qui s'imposait? Si le Gouvernement anglais refusait la permission et persistait à invoquer les engagements pris, alors était-on résolu à

1. Voir à ce sujet, page 132, une note rédigée en Allemagne par Léon Blum (*N. de l'É.*).

persévérer dans la guerre à ses côtés? Il y avait dans cette démarche quelque chose qui échappait un peu à ma pénétration, et j'y croyais surtout deviner une intention purement dilatoire, un moyen d'ajourner la détermination, et d'en rejeter en même temps la responsabilité sur d'autres épaules. Je me sentais inquiet, parce que, sans percevoir encore un changement, j'avais le sentiment de l'atavisme, de l'atténuation, du fléchissement. Il me semblait retrouver ces alarmants symptômes dans le ton même de Georges Monnet qui ne rendait pas à mes oreilles exactement la même résonance que le matin. Comme nous discutions une fois de plus, mon opposition intérieure n'étant pas réduite, si vraiment les armées de France ne pouvaient pas être ramenées au combat par une sorte de grand élan inspirateur, il me parut plus convaincu ou du moins plus dominé par l'autorité du général Weygand. Quelques instants auparavant, Jules Moch m'avait déjà communiqué l'étonnement où l'avaient laissé quelques paroles échangées avec l'amiral Darlan sur le même sujet. Il avait trouvé l'Amiral à la fois irascible et découragé. L'Amiral jugeait évidemment qu'il n'y avait « plus rien à faire ». Le lendemain matin, dans une conversation plus approfondie, il devait d'ailleurs formuler ce sentiment en termes plus catégoriques. Plus rien à faire, répéta-t-il, nous portons le poids de vingt ans d'erreurs!

Le lendemain matin — matinée du dimanche 16 — Paul Reynaud ne partit point pour Nantes à la rencontre de M. Winston Churchill. La réponse du Cabinet britannique était venue sous une autre forme. Elle consistait dans le message solennel par lequel M. Winston Churchill, bien loin d'imaginer entre les deux États une conduite distincte et une sorte de séparation de corps, offrait au contraire une fusion presque complète entre les deux peuples, une véritable communauté de forces, d'intérêts, de droits, de statuts civiques. Les ministres se réunirent pour l'examiner; ils devaient d'ailleurs, ce jour-là, siéger en permanence. L'offre anglaise ne fut pas acceptée, et je crois même qu'elle ne fut pas comprise, parce qu'elle ne répondait pas au problème précis, immédiat, qui se posait devant le Gouvernement. Le maréchal Pétain, appuyé par le général Weygand, réclama, plus instamment qu'il ne l'avait fait encore, l'envoi de plénipotentiaires pour demander l'armistice immédiat. La majorité du Conseil, quoique déjà un peu désunie et détendue, demeurait hostile. Mais une péripétie décisive se produisit alors. Deux hommes habiles et persuasifs, M. Camille Chautemps, plusieurs fois président du Conseil, et mon ancien camarade et collaborateur du *Populaire*, L.-O. Frossard, alors ministre de l'Information, proposèrent une transaction qui, pensaient-ils, pourrait regrouper l'unanimité du Gouvernement. Eux aussi, disaient-ils, jugeaient inacceptable la rupture des engagements pris avec l'Angleterre; eux aussi, dans la situation où l'on se trouvait acculé, considéraient le départ comme la condition et le mode obli-

gatoire de la résistance. Mais que dirait, que penserait la masse des soldats et des citoyens français s'ils apprenaient inopinément le lendemain matin que la France était vide de gouvernement, que présidents, ministres, parlementaires présents à Bordeaux, entassés sur quelques torpilleurs ou quelques hydravions, s'étaient subrepticement évanouis? Il fallait trouver quelque chose qui, pour l'opinion, donnât un sens à une résolution aussi extraordinaire, qui la lui fit admettre, approuver. Ce qu'ils proposaient, à titre de transition psychologique, comme disait Albert Sérol la veille, c'était, non pas la demande d'armistice, mais une négociation ouverte par l'entremise d'une tierce puissance — Saint-Siège ou Espagne — et tendant à interroger sans délai les ennemis sur leurs conditions de paix. Si ces conditions étaient honorables, alors sans doute, il faudrait se séparer de l'Angleterre. Si au contraire elles étaient inacceptables, insupportables, comme M. Camille Chautemps et L.-O. Frossard s'en disaient persuadés, alors, la préparation, la transition psychologiques étaient trouvées. Le peuple et les armées de France comprendraient. On pourrait leur dire : « Nous avons demandé la paix; nous aurions accepté des conditions dignes de notre pays; on nous les refuse; nous partons pour continuer la guerre; souffrez avec courage jusqu'à ce que nous venions vous délivrer. »

Rien n'est plus dangereux, dans les délibérations graves, que ces transactions apparentes qui semblent concilier les partis contraires et créent l'espoir de fausses unanimités. La proposition de M. Chautemps et de Frossard déplaça la discussion; elle troubla quelques-uns des partisans de la résistance : j'en nommerai deux placés presque aux extrémités contraires du personnel politique, mon ami Albert Sérol et le modéré catholique Georges Pernot. Elle ranima et reconforta les partisans de l'armistice, dont les plus ardents étaient alors, à la suite des deux grands chefs, M. Jean Ybarnégaray et le ministre des Finances Bouthillier. Ceux-là du moins étaient conséquents avec eux-mêmes, car il était à peu près fatal, une fois la mécanique de la négociation mise en train, qu'elle tournât jusqu'à la dernière extrémité; on n'y pouvait engager le doigt sans que le corps entier fût happé et dévoré... Les ministres se séparèrent là-dessus en se donnant à nouveau rendez-vous pour le soir de ce dimanche dix heures.

Le récit que je viens de relater est le résumé de celui qu'Albert Sérol et Albert Rivière vinrent me faire, à l'heure du dîner, chez notre commun camarade Audeguil, député socialiste de Bordeaux. Au cours de l'après-midi, sur les instances de mon entourage, j'avais en effet quitté l'hôtel proche des Quinconces, tant l'atmosphère en devenait hostile, et reçu l'hospitalité de cette calme et claire maison. Rivière, dans son for intérieur, sans l'exprimer formellement, mais aussi sans le dissimuler, était enclin à suivre les partisans de l'armis-

tice; Sérol avait été troublé, puisque les motifs sur lesquels s'appuyait la suggestion Chautemps-Frossard répondaient à ses plus vives préoccupations personnelles, mais son énergique raison commençait à dominer ce trouble. Sans doute la réflexion avait-elle produit le même résultat sur les hésitants, et dans quelques heures la résolution définitive serait enfin prise. Rivière et Sérol partis, je passai en coup de vent au Ministère de l'Intérieur, je revins chez Audeguil et nous attendîmes ensemble l'arrêt du sort. Nous attendions fébrilement, mais l'attente fut du moins de courte durée, car il était onze heures à peine quand Rivière revint. Nous avons été étonnés de le voir survenir si tôt; mais nous fûmes confondus des nouvelles qu'il nous apportait. Il n'y avait pas eu de Conseil. Les membres accourant à l'heure fixée, avaient été accueillis par les excuses du Président de la République pour leur déplacement inutile. On ne pouvait pas tenir de Conseil leur dit-il, puisqu'il n'y avait plus de Gouvernement: Paul Reynaud avait donné sa démission à l'issue de la réunion précédente. Le président de la République avait chargé le maréchal Pétain de constituer le nouveau Gouvernement.

.....

\*

Je dois à la vérité de reconnaître que, durant les premiers jours de son existence, le Ministère Pétain parut fidèle à la transaction Chautemps-Frossard d'où il était issu. Les conversations furent aussitôt engagées, par l'intermédiaire du général Franco autant que je sache; le Maréchal lança une proclamation qui faisait entrevoir la suspension d'armes comme immédiate, mais rien ne fit apparaître que le Gouvernement eût abandonné un principe qui était, je le répète, à la base de sa constitution. Le mardi 18 juin, une conférence réunit, au siège de la Présidence de la République M. Albert Lebrun, MM. Jeanneney et Herriot et le maréchal Pétain. On n'avait alors aucun soupçon de ce que pourraient être les conditions allemandes; les plénipotentiaires n'étaient même pas encore partis. On régla toutefois, par précaution, les problèmes d'ordre constitutionnel que poserait nécessairement le départ. Le maréchal Pétain désirait ne pas quitter de sa personne le sol de la mère patrie. Entre autres raisons, il en invoquait une dont on ne peut dénier la noblesse: il pensait que, pour le peuple français restant aux mains d'un ennemi exaspéré, son nom, sa gloire, son âge formeraient la protection la plus efficace. Il était cependant le chef du Gouvernement et, sauf lui, le Gouvernement devait partir tout entier. Le général Weygand lui-même, devenu ministre de la Défense nationale, devait participer à l'exode. Comment trancher la difficulté autrement que par la démission du maréchal Pétain et l'investiture d'un nou-

veau président du Conseil? La solution adoptée fut une délégation de pouvoirs pleine et entière délivrée par le maréchal Pétain au profit de M. Camille Chautemps, vice-président du Conseil. J'affirme sur la foi d'Édouard Herriot qui m'en fit le récit le soir même. Je ne saurais garantir que la délégation ait été rédigée, minutée, signée. Mais je garantis que la résolution a été prise, catégoriquement, en présence des présidents des deux Assemblées.

Ce n'est pas tout. Les parlementaires commençaient à affluer à Bordeaux. Ce même mardi, à quatre heures, sur l'initiative d'Adrien Marquet et sous la présidence de Barthe, questeur de la Chambre, une réunion de députés se tint dans le local d'une école qui avait été désignée comme lieu de rendez-vous aux députés; j'étais là et je comptai bien, assis sur les bancs des écoliers, soixante ou soixante-dix de mes collègues. Au cours de cette réunion, d'ailleurs, le mouvement en faveur de la paix immédiate commença à se dessiner: Bergery, Charles Spinassé, François Piétri, d'autres encore se prononcèrent en ce sens. Sans doute si l'on avait dû se partager, y aurait-il eu majorité dans le sens contraire. Mais le désir général était d'éviter tout conflit public avec le nouveau Gouvernement investi du pouvoir depuis la veille, et presque tous les assistants s'accordaient pour protester de leur confiance dans la personne du maréchal Pétain; je n'intervins moi-même dans le débat que sous une forme très incidente. Si le maréchal Pétain, sous le choc de la réponse allemande, venait à se prononcer ouvertement pour le départ, j'entendais bien qu'il serait approuvé par tout le monde et je ne voyais pas d'avantage à provoquer une division prématurée sur un parti qui, dans quelques heures peut-être, pouvait nous rassembler tous. Une fois le Gouvernement résolu à partir, son intérêt évident serait d'entraîner le plus grand nombre de parlementaires, de façon à constituer autour de lui, dans la ville de l'Empire où il fixerait son siège, une représentation aussi complète, aussi exacte et aussi puissante que possible de la Nation. Aussi — c'est à quoi j'en voulais venir et sur quoi je voulais insister — le Gouvernement, en même temps qu'il préparait par précaution son propre départ, préparait parallèlement le départ éventuel des parlementaires qui consentiraient à l'accompagner. Le président de la République, les présidents des Assemblées, les ministres devaient, suivant le plan convenu, prendre place sur des hydravions dans un aérodrome proche de Bordeaux. Les parlementaires seraient évidemment trop nombreux pour qu'on envisageât pour nous le même moyen de transport. Aussi, dans une réunion tenue le mercredi à la fin de l'après-midi entre M. Jeanneney, M. Herriot, M. Camille Chautemps et l'amiral Darlan — devenu ministre de la Marine en même temps que commandant de la flotte — décida-t-on de mettre à la disposition des députés et des sénateurs un croiseur auxiliaire qui les conduirait de Bordeaux, ou plutôt du Verdon, à

Casablanca. Ce croiseur, destiné à une triste célébrité, s'appelait le *Massilia*. Toutes les indications de lieu et même de temps étaient contenues dans deux notes manuscrites de la main de l'amiral Darlan, qui sont restées en possession de MM. Jeanneney et Herriot et que j'ai d'ailleurs eues sous les yeux, au point que je pourrais, je crois bien, en restituer littéralement le texte.

Ces détails ne montrent pas seulement dans quelles conditions un certain nombre de parlementaires se sont embarqués sur le *Massilia*. Ils prouvent aussi que le mardi 18 et le mercredi 19 juin, le Gouvernement du maréchal Pétain demeurait résolu à se transporter hors de France s'il ne recevait pas de l'ennemi une réponse pleinement honorable et satisfaisante. Il était même résolu à accélérer le départ pour peu que la réponse tardât davantage. Car, depuis la constitution du Gouvernement, c'est-à-dire depuis la nuit du dimanche au lundi, les armées allemandes avaient poursuivi leur avance. La proclamation du Maréchal ne les avait pas arrêtées court : bien au contraire, elle avait dissipé les résistances locales qui auraient encore pu ralentir leur marche. Les « éléments motorisés » d'avant-garde se déployaient maintenant bien au sud de la Loire; ils s'avançaient en direction de La Rochelle, Saintes et Royan, d'une part, de Poitiers et d'Angoulême de l'autre. S'ils poussaient jusqu'à Bordeaux, si une pointe brusque leur permettait de mettre la main sur le Gouvernement ou seulement de s'en rapprocher à faible portée, que deviendrait la négociation? Un gouvernement prisonnier, investi, ou à la veille de l'être, ne pourrait plus que capituler. Le samedi matin, essayant de dresser un bilan juste de la situation, nous étions arrivés à conclure : Résister, c'est partir. A la faveur de la crise ministérielle du dimanche, on avait voulu éluder cette conclusion en négociant. Mais le mardi, et surtout le mercredi, on pouvait déjà dire : négocier, c'est partir. Rester à Bordeaux revenait à s'interdire toute liberté physique et morale de discussion, à subir passivement les conditions allemandes, quelles qu'elles fussent.

Le mercredi vers quatre heures, je fis une courte visite à Camille Chautemps, installé, lui aussi, à la Préfecture de la Gironde; il se préparait à partir pour se rendre au rendez-vous pris avec Herriot. Il s'agissait de la conférence qui régla le départ du *Massilia*; je le trouvai parfaitement net et déterminé. Je ne l'avais pas vu depuis la crise; il tint à me bien préciser le sens de la suggestion apportée par Frossard et par lui; il m'assura qu'il n'espérait de Hitler et de Mussolini aucune réponse tolérable, mais qu'il comptait précisément sur la révolte de l'opinion pour la préparer à l'idée du départ; mais il ajouta qu'il lui paraissait d'ailleurs impossible d'attendre la réponse plus longtemps. « Nos plénipotentiaires, me dit-il, sont partis. Ils ont pour mandat de réclamer aussi, et comme condition préjudicielle, une suspension d'armes pour aujourd'hui même à minuit. L'arrêt

immédiat des armées allemandes est la condition *sine qua non* de toute discussion libre. Si les Allemands refusent, nous n'avons plus qu'à partir séance tenante, ils auront tranché la question. » La conversation entre nous prit alors un tour personnel. Comme je lui annonçais mon intention de suivre les ministres, il me répondit en souriant : « Pensez-y bien; tous ne vous portent pas dans leur cœur; ils ne seront pas autrement ravis de vous avoir là-bas comme compagnon. — Je le sais bien, lui répliquai-je, mais que voulez-vous? Il faut que ce Gouvernement fondé hors de France apparaisse bien comme la France; je signifie encore quelque chose pour beaucoup de Français; je signifie surtout quelque chose pour nos Alliés, pour nos amis d'Amérique, pour l'étranger... » En quittant Camille Chautemps, je rencontrai Pomaret, ministre du Travail dans le cabinet Reynaud, ministre de l'Intérieur dans le cabinet Pétain, qui avait élu domicile dans un salon voisin. Il m'y fit entrer, et me confirma presque mot pour mot tout ce que Chautemps venait de me déclarer. Je trouvai chez lui un hôte assez inattendu, Daladier, que je n'avais pas vu depuis plusieurs semaines et qui m'annonça sa résolution de partir lui aussi, afin que le Gouvernement apparût encadré et fortifié par tous les chefs de partis. Au sortir de la Préfecture, je me rendis au vaste hôtel particulier affecté comme résidence à Édouard Herriot, et j'y arrivai avant Camille Chautemps. Plusieurs des ministres éliminés étaient là : Georges Mandel, Louis Marin, Campinchi, Paul Thellier, Georges Monnet. Je leur fis part de ma conversation avec Chautemps, à laquelle s'ajouta encore, quelques instants après, un témoignage supplémentaire, celui d'Albert Rivière. En somme, les plénipotentiaires communiqueraient sans doute dans la soirée la réponse allemande sur la question préalable. Les conditions du voyage parlementaire allaient être arrêtées d'un instant à l'autre entre les présidents des Assemblées et les ministres. Il fallait nous attendre à nous embarquer dans la nuit même. On arrêta donc les mesures nécessaires pour que le plus grand nombre possible de sénateurs et de députés fussent avisés. Les présents convinrent de se retrouver chez Herriot vers dix heures du soir, avec leurs voitures et leurs bagages, et là-dessus je rentrai chez Audeguil, où je me mis à trier et à empiler dans deux valises, aidé par des mains un peu tremblantes, les habits ou le linge indispensable, et aussi les quelques souvenirs qui relieraient au reste de ma vie un exil dont je ne pouvais prévoir la durée.

A dix heures donc, ce mercredi soir, ma voiture, encombrée de valises, de couvertures et de manteaux, vint se ranger sur le trottoir devant la maison d'Herriot, à la suite d'une demi-douzaine d'autres voitures pareillement chargées. La nuit était sombre, les lumières rares. Dans le salon se trouvaient déjà réunis ou arrivèrent tour à tour MM. Jeanneney, Delbos, Bastid, François de Tesson, sans compter bien entendu, les visiteurs de l'après-midi. Je retrouve les moindres

détails de cette nuit, qui devait se prolonger jusqu'à l'aurore. Nous étions là, presque silencieux, presque gênés les uns vis-à-vis des autres, comme des voyageurs dans le hall d'attente d'une gare. Aucune autre raison ne nous réunissait, sinon l'attente commune. En dépit de la bonhomie affectueuse de notre hôte, nous nous sentions perdus d'ailleurs dans cet hôtel trop spacieux, trop profond, trop sourd, que son propriétaire, l'héritier d'une des plus fameuses dynasties commerciale des « Chartrons » avait bondé de tapisseries, de tableaux, de meubles anciens, de chinoiseries, de trophées de chasse. Je revois en particulier une immense galerie prenant le jour du plafond par un vitrage, comme une galerie de musée qu'on ne pouvait traverser sans se demander : « Où suis-je donc ? » Nous attendions, nous écoutions ; à ce moment il devint tout à fait évident pour nous que le signal ne serait pas donné dans la nuit. Nous nous informâmes à la Présidence de la République ; aucun préparatif immédiat n'y était prescrit ou prévu. Peut-être les plénipotentiaires avaient-ils été retardés dans leur voyage ; peut-être la possibilité matérielle leur avait-elle été refusée de signifier, dès leur arrivée, la clause préalable dont ils étaient porteurs ; peut-être les liaisons téléphoniques avaient-elles tardé à s'établir. Pour une de ces raisons ou pour toute autre, il était clair que l'essaim gouvernemental ne prendrait plus son vol avant le lendemain matin et nous nous préparions déjà à prendre congé, à regagner nos gîtes respectifs, auxquels nous avions dit adieu, quand arrivèrent soudain — il devait être un peu plus de onze heures — M. Jean Monet et M. Monick. M. Monick était l'attaché financier de l'Ambassade française de Londres ; M. Jean Monet était le président du Comité central constitué par les Alliés au commencement de la guerre pour les achats en commun à l'étranger. Je les connaissais l'un et l'autre et tout récemment, à Londres, j'avais été l'hôte de M. Monet. Ils étaient arrivés à Bordeaux par la voie de l'air à la fin de l'après-midi, accompagnant un des membres du Cabinet anglais, lord Lloyd. Jean Monet m'entretint à part, quelques instants après avoir été reçu par le président Herriot. Il était entièrement et exactement informé de la situation. Il était au courant du mandat donné, de la décision prise, mais il nourrissait au fond de lui-même un doute sur l'exécution. « J'ai le pressentiment d'une difficulté de dernière heure, et pourtant, si tout n'est pas fait demain, rien ne se fera plus. »

A peine avaient-ils quitté l'hôtel-musée qu'un de nous reçut tout à coup la nouvelle absolument inopinée qu'un Conseil des ministres venait d'être convoqué pour le lendemain matin. Je ne sais plus auquel d'entre nous le renseignement parvint, ni sous quelle forme ; peut-être un coup de téléphone de Rivière, mais je ne saurais rien affirmer de formel. Cet incident subit donnait corps aux pressentiments ou aux renseignements de Jean Monet. Un Conseil des ministres le lendemain matin, pourquoi faire ? D'après tout ce qui

nous avait été dit et réitéré, ni débat ni Conseil n'avaient plus d'objet. Si la demande des plénipotentiaires était écartée, on partait et toutes les mesures à cet effet étaient prises ; il ne fallait plus que le coup de sifflet du chef de train. Si elle était accordée, alors il ne restait plus qu'à attendre le fond des conditions allemandes, et le Conseil n'avait pas à se réunir avant qu'elles eussent été transmises. Certainement il s'était passé quelque chose, mais quoi ? Nous agitâmes un peu tumultueusement la question de savoir si, avant ce Conseil du lendemain matin, fixé pour dix heures, M. Jeanneney et Édouard Herriot, ne feraient pas bien de chercher un contact avec le Président de la République. M. Jeanneney et Herriot jugèrent cette démarche inutile : ils avaient été en relation constante avec le Président de la République, depuis le début de la semaine, et ne pensaient pas que sa conviction se fût en rien modifiée. L'un de nous proposa d'appeler au bout du fil le ministre de l'Intérieur, Pomaret, logé, comme je l'ai dit, à la Préfecture, mais il fut impossible de l'atteindre. Herriot conclut qu'il fallait « attaquer » Camille Chautemps, installé lui aussi à la Préfecture, et dont tous les anciens ministres présents continuaient à répéter à l'envi qu'on devait le considérer comme le chef politique du nouveau Gouvernement ; après un quart d'heure d'efforts, ou davantage, à force d'obstination et de patience, Herriot finit par tenir Chautemps au bout du fil. L'appareil n'était pas dans le salon où nous avions été reçus, mais de l'autre côté de la galerie-musée. Herriot revint au bout de quelques instants. Il nous confirma la convocation du Conseil, mais il ajouta que, selon Chautemps, on n'y devait attacher aucune signification sérieuse. « Alors rien n'est changé ? — Absolument rien n'est changé. La décision est toujours la même. Les arrangements pris tiennent toujours. — Pourquoi le Conseil, alors ? — J'ai compris que c'était une concession aux scrupules de quelques ministres, émus par une démarche de Laval auprès du président de la République. Mais une concession de pure forme, Chautemps me l'a affirmé sur tous les tons. »

Nous n'avions plus cette fois qu'à aller nous coucher, mais il était à ce moment minuit, l'heure pour laquelle les plénipotentiaires français avaient eu l'ordre de réclamer une suspension d'armes, et, à minuit tapant, le cri des sirènes déchira l'épais silence de la nuit. Hitler répondait. Il répondait en bombardant Bordeaux à l'heure dite. La porte de l'hôtel-musée se ferma sur quelques passants attardés, sur les habitants de quelques maisons voisines, et, comme nous étions tous, du plus au moins, et à plus ou moins de distance, des personnages officiels tenus de donner l'exemple de la discipline, nous nous conformâmes religieusement au règlement. Marin et Rollin avaient pris le temps de s'éclipser avant l'alerte. Le reste de l'assemblée descendit avec docilité, non pas dans l'abri, car il n'y en avait pas, non pas dans la cave, car, ou bien il n'y en avait pas, ce qui serait

surprenant chez un illustre négociant en vins, ou bien elle était verrouillée, mais tout simplement au rez-de-chaussée de l'hôtel. Les deux présidents s'installèrent dans une arrière-salle, en léger contrebas et vaguement voûtée. M. Jeanneney, qui est frileux et craint les rhumatismes, s'enveloppa les épaules et les genoux de son manteau; Herriot, assis en vis-à-vis, la tête nue et le corps à l'aise, commença à conter des histoires avec cette verve un peu gouailleuse, un peu attendrie, qui lui donne tant de charme. Delbos, qui venait d'arriver à Bordeaux et qui n'avait pas trouvé de lit la nuit précédente, tombait de sommeil et s'allongea sur un divan. Georges Monnet, sa femme et moi, passions de groupe en groupe. Autour de nous les bombes éclataient presque sans répit. Les deux « objectifs militaires » étaient la gare centrale, assez éloignée de nous et les quais du port dont nous étions tout proches.

On était dans les jours les plus longs de l'année, et il faisait grand jour quand les bombardiers allemands, dont ni D. C. A. ni chasse française n'avaient contrarié le travail, voulurent bien s'éloigner. Le signal de fin d'alerte retentit. Nous nous séparâmes en nous donnant à nouveau rendez-vous chez Herriot pour 11 heures : le Conseil serait évidemment bref; Hitler avait déjà donné sa réponse. Pour regagner la maison d'Audeguil, je fus à plusieurs reprises arrêté par des barrages de gens de police et de pompiers. Le quartier que je traversais avait été durement atteint; des maisons s'étaient effondrées; il y avait des morts et des blessés; une tranchée d'abri avait été atteinte par un « coup direct » tout près d'une très petite place qu'on appelle « l'Allée d'Amour ». Mais la rue qu'habite Audeguil était parfaitement calme, sereine, tranquille, dans la lumière pure du matin. Je montai me coucher en toute hâte : il était tout près de cinq heures. Une demi-heure après, une nouvelle alerte me réveilla, mais ne répondant à rien sans doute, car elle dura peu.

★

Je sens bien ce que les répétitions ont de monotone, mais il faut que j'aïlle au bout de mon récit : les mêmes hommes se retrouvèrent au même lieu le jeudi matin 20 juin, à 11 heures, toujours avec leurs voitures et leurs bagages. Le Conseil avait été court, ainsi que nous l'avions prévu. Pomaret appela presque aussitôt Herriot à l'appareil. « Le départ est résolu, lui dit-il. Les présidents partiront aussitôt après le déjeuner. Mais le lieu de départ est changé. Les présidents et les ministres partent pour Perpignan et l'embarquement se fera à Port-Vendres. — Puis-je donner ces indications aux parlementaires? — Oui, mais qu'ils attendent de nouvelles instructions pour leur départ. Je ne leur conseille pas de partir en auto, comme nous;

les routes sont encombrées par les convois militaires. On va sans doute préparer un train; je dois voir dans un instant Frossard. » Frossard était ministre des Travaux publics depuis que le portefeuille de l'Information avait passé aux mains de M. Jean Prouvost, et il l'était demeuré dans le nouveau Gouvernement. Telle fut la conversation qu'Herriot nous rapporta aussitôt. Herriot ajouta que, selon les explications données par Pomaret, la variante apportée au plan avait pour raison d'être le désir de bien faire sentir au public que le Gouvernement n'abandonnait le sol de France qu'à la suprême extrémité, qu'avant de s'y résoudre il était allé jusqu'à la limite extrême de l'espace comme du temps. L'un de nous fit remarquer que, par surcroît, on pouvait redouter, à Bordeaux ou au Verdon, un certain mouvement de résistance de la part des ouvriers du port : cette agitation n'était qu'une fausse rumeur, mais il est vrai qu'on avait cherché vainement à la provoquer. Un autre rapporta des bruits dont le fondement était, je crois, plus solide : les avions qui avaient bombardé Bordeaux la nuit précédente auraient mouillé des mines dans l'estuaire de la Gironde.

Quoi qu'il en fût, nous éprouvions tous ce soulagement libérateur que laisse après elle, quelle que soit la résolution prise, la cessation d'une longue incertitude. Pour moi, la substitution de Perpignan et de Port-Vendres à Bordeaux m'agréait fort bien. Ma belle-fille et ma petite-fille avaient quitté Montluçon devant l'avance allemande, et, après avoir touché barre à Bordeaux, elles avaient cherché un refuge chez mes amis Vincent Auriol, à Muret, tout près de Toulouse. Un détour de quelques kilomètres me permettait donc de les embrasser en passant, et de leur redire adieu. Quant aux recommandations pratiques de Pomaret, aucun de nous n'était disposé à en tenir compte. Nous étions prêts; nos voitures, toutes chargées, étaient à la porte. Nous n'avions qu'à partir, nous aussi, aussitôt après le déjeuner. Nous nous tirerions bien d'affaire sur cette route encombrée. Nous convînmes cependant d'un certain nombre de repères pour nous rencontrer et nous prêter secours s'il en était besoin : Préfectures de Toulouse et de Carcassonne, Sous-Préfecture de Narbonne, Préfecture de Perpignan.

Je déjeunai chez Audeguil avec les Monnet, qui ne consentaient pas à me laisser seul sur la route. Nous dîmes à mon hôte et à sa femme un tendre adieu, et nous partîmes vers 2 heures de l'après-midi. De Bordeaux à Agen, d'Agen à Toulouse, nous ne cessâmes de rouler aux côtés de longs convois militaires qui s'étendaient l'un après l'autre comme une chaîne sans fin. Ces convois se dirigeaient, comme nous, vers l'est; ils comprenaient surtout de l'artillerie. Un mot de Louis Marin me revint à l'esprit; il l'avait jeté dans la discussion au cours d'un de nos récents conciliabules. « On répète toujours que nous n'avons pas de matériel. Je sais bien dans quel sens c'est exact.

Mais on pourra compter tout ce que nous possédions encore quand nous le livrerons aux Allemands. »

Vers 7 heures, après avoir traversé cette vallée de la Garonne entre Marmande et Moissac, qui n'est pas la plus belle contrée de la France, mais une des plus riantes, des plus heureuses, une de celles qui inspirent le mieux l'idée d'une vie paisible et facile, nous arrivions à Toulouse. C'est là que je comptais bifurquer vers Muret. Les voitures s'arrêtèrent pour refaire leur plein d'essence, mais elles s'étaient à peine engagées sous le porche du garage que je fus arrêté par un cri véhément, accompagné de grands gestes d'appel. Je descendis de voiture, je reconnus mon cher et vieux compagnon Eugène Montel, la plus importante personnalité socialiste de la cité de Narbonne dont je suis le député depuis onze ans, et à qui je devais de siége dont il aurait pu disposer à son gré pour lui-même. J'ajoute, en anticipant quelque peu sur les événements que, selon les communiqués officiels, c'est à ce titre « d'ami politique de M. Léon Blum » qu'il a été emprisonné, lui aussi, il y a un mois. « Enfin, vous voilà, me cria-t-il, ce n'est pas trop tôt. — Comment? Vous m'attendiez? Vous saviez donc que je devais passer par Toulouse ce soir? Je n'ai pourtant prévenu personne de mon départ. — Il y a deux heures que je vous cherche partout. Le ministre de l'Intérieur a téléphoné au préfet de l'Aude de vous arrêter à la traversée de son département et le Préfet m'a téléphoné à son tour en me priant de vous cueillir au passage à Toulouse. — Mais qu'y a-t-il donc? — Il y a que les dispositions sont changées, qu'on ne s'embarque plus à Port-Vendres, mais au Verdon, qu'ainsi vous ne devez pas poursuivre la route sur Perpignan, mais faire demi-tour vers Bordeaux... » Je l'écoutai avec stupeur. « Mais voyons, lui disais-je, c'est incroyable, je n'entends plus rien à ce quiproquo; le départ était d'abord fixé pour Bordeaux et le Verdon; et c'est ce matin, ce matin même entre 10 heures et 11 heures qu'on y a substitué Perpignan et Port-Vendres. — Je ne peux que vous répéter ce que m'a dit le Préfet, parlant à ma personne, en propres termes; aucune confusion n'est possible. » Du bureau du garage, j'appelai tour à tour à l'appareil le préfet de l'Aude, à Carcassonne, et le préfet de la Haute-Garonne à Toulouse même. Le préfet de l'Aude me confirma la mission à lui confiée par le Chef de Cabinet de M. Pomaret et il ajouta que je devais considérer avec certitude l'expédition Perpignan-Port-Vendres comme abandonnée, ou tout au moins comme suspendue; car, me dit-il, « j'avais reçu ordre vers midi de me préparer à recevoir le Président de la République, et vers 3 h. 1/2, j'ai été avisé de suspendre mes préparatifs, le Président ne devant pas être ce soir l'hôte de ma Préfecture... »

Le préfet de la Haute-Garonne, lui, ne savait rien. Il avait été chargé seulement d'arrêter au vol le président Jeanneney, qui passerait le soir à Toulouse, de le loger et de lui donner de l'essence le lendemain

matin... Je demandai si les instructions reçues ne visaient que le seul président Jeanneney, s'il n'avait rien su des hommes que je croyais encore avoir été nos compagnons de route, Marin, Campinchi, Delbos, Mandel, Tessan et tous les autres. Non, il ne savait rien; il n'avait pas entendu parler d'eux. Que décider? Notre premier mouvement fut de reprendre aussitôt la route pour Bordeaux. Mais nous apprîmes sur ces entrefaites l'arrivée de M. Jeanneney à la Préfecture où il comptait en effet passer la nuit. Il était fort blessé de ce contretemps incompréhensible et avait, non sans vivacité, téléphoné à Bordeaux, d'où l'on avait répondu qu'on donnerait le lendemain matin des indications définitives. Il n'était donc pas exclu que l'ordre de départ fût répété le lendemain pour Perpignan; en tout état de cause, le président Jeanneney prenant son gîte à Toulouse et le président Lebrun étant encore à Bordeaux, nous ne risquions pas qu'on s'en allât sans nous dans l'une ou l'autre direction. Le plus sage était donc de suivre l'exemple de M. Jeanneney et nous allâmes en effet, les deux Monnet et moi, dîner et passer la nuit à quelques kilomètres de Toulouse, chez la belle-fille de Montel, dans la maison-même que j'ai dû quitter pour ma « résidence actuelle » et où ma belle-fille, avisée aussitôt, vint nous rejoindre.

Le lendemain matin — matin du vendredi 21 — la communication s'établit de bonne heure entre la maison de nos hôtes et l'hôtel de la Préfecture. Nous n'arrivions pas, Georges Monnet et moi, à nous représenter ce qui s'était passé derrière nous; une sourde inquiétude nous travaillait, et nous quêtions impatiemment les nouvelles. Nous n'en obtînmes qu'un peu avant 10 heures. Bordeaux venait d'entrer en conversation avec M. Jeanneney, on l'avait avisé que la réponse de nos plénipotentiaires était arrivée, que le Gouvernement aurait grand besoin de ses avis pour examiner les conditions allemandes et le pria, en conséquence, de revenir à Bordeaux dans le plus court délai... Nous nous regardâmes, Georges Monnet et moi, confondus et atterrés. Ainsi l'on allait examiner les conditions allemandes à Bordeaux, sans avoir obtenu la suspension d'armes préalable, sans même avoir pris du champ jusqu'à Perpignan pour s'assurer, avec la distance, quelque indépendance de décision. M. Jeanneney n'était pas moins stupéfait que nous, mais il ne pouvait faire autre chose que de regagner Bordeaux et nous ne pouvions faire autre chose que de l'y accompagner. Nous partîmes tous de conserve, et après une courte halte à Auch, dans le bel hôtel des Archevêques transformé en Préfecture, où nous nous arrêtâmes prudemment pour nous assurer que, depuis le matin, l'on n'avait pas lancé de nouveau contre-ordre, nous arrivâmes aux portes de Bordeaux, d'où nous gagnâmes aussitôt, Georges Monnet et moi, l'hôtel-musée d'Herriot. Il était chez lui; nous le pressâmes de questions; il nous conta à grands traits ce qui s'était passé. A peine l'avions-nous quitté la veille,

après le Conseil des ministres et le coup de téléphone de Pomaret, qu'il avait reçu la visite de M. Camille Chautemps. Le vice-président du Conseil lui avait confirmé la résolution prise : « Nous partions donc, dit-il, pour Perpignan, dans l'après-midi. — Entendu, reparti Herriot, j'ai déjà avisé quelques amis qui se trouvaient chez moi quand Pomaret m'a téléphoné. » Mais là-dessus Chautemps s'était récrié : « Mais pas du tout ! Les présidents et les ministres vont seuls à Perpignan. Pour les sénateurs et les députés, rien n'est modifié aux dispositions prises. C'est toujours le Verdon ; c'est toujours le *Massilia* ! » Herriot s'était récrié de plus belle ; il avait rappelé le propos précis et formel de Pomaret, l'annonce d'une conférence avec le ministre des Travaux publics pour régler le transport des parlementaires. Mais il avait dû s'incliner devant l'insistance catégorique de Chautemps. Victime d'une confusion, ou d'une distraction, Pomaret avait assorti une nouvelle exacte de détails erronés. Aussitôt, Herriot s'était ingénié à contremander ses hôtes, aiguillés par lui, sur la foi de Pomaret, dans une fausse direction. Il avait pu toucher à temps Marin, Mandel, qui s'étaient chargés à leur tour de répandre l'avertissement, mais, sans que j'aie pu comprendre comment ni pourquoi, Georges Monnet et moi étions demeurés hors d'atteinte.

Nous lui racontâmes à notre tour nos pérégrinations, et je conclus en l'interrogeant : « Alors, c'est toujours sur le *Massilia* qu'on s'embarque ? — Mais, reparti Herriot, le *Massilia* est parti. — Comment, parti ? — Mais oui, parti du Verdon, aujourd'hui même, vendredi, à 2 heures. » Nous nous regardâmes, Georges Monnet et moi, et nos regards traduisaient les mêmes pensées. Le *Massilia* avait pris la mer cette après-midi à 2 heures ; cela signifiait sans nul doute que le Gouvernement n'avait pas renoncé à l'idée du départ général, ainsi que nous l'avions induit à tort, le matin même, du coup de téléphone destiné à M. Jeanneney. Les présidents et les ministres iraient donc s'embarquer à Port-Vendres ; des sénateurs et des députés s'étaient déjà embarqués au Verdon ; nous restions-là abandonnés sur le rivage. Pourquoi n'avions-nous pas cédé à notre premier mouvement ; pourquoi, de Toulouse, n'avions-nous pas repris sans désespérer la route vers Bordeaux ? Georges Monnet, exprimant ce retour commun sur nous-mêmes, dit alors à Herriot : « Nous ne pouvons pourtant pas être les victimes d'une erreur à laquelle nous sommes étrangers. Il faudra bien trouver un moyen de nous faire partir avec le Gouvernement. — Oui, répondit Herriot, si le Gouvernement part. — Comment, le départ ne vous paraît pas probable ? — Je n'en sais rien. — Mais toi, repris-je avec notre tutoiement familier de vieux camarades d'études, que fais-tu ? — C'est bien simple, je pars avec le Gouvernement, s'il part, et je ne pars pas sans lui. — Et tu crois possible que les ministres aient laissé partir le bateau, il n'y a guère plus de deux heures, sans être décidés à partir eux-mêmes. — Je n'en

sais rien... Je ne peux rien dire de plus. » Alors, nous nous regardâmes à nouveau, Georges Monnet et moi, et ce que nos regards traduisaient cette fois, c'était un sentiment de soulagement, de délivrance. De quoi le hasard venait-il de nous préserver ! Nous le comprenions bien, Herriot considérait le départ du Gouvernement non seulement comme incertain, mais comme improbable. Cependant nos malheureux amis, croyant bonnement l'escorter, voguaient seuls vers Casablanca. Au lieu de prendre place dans un transfert d'ensemble des organes de l'État, ils ne seraient plus demain que des individus isolés, séparés de la représentation du pays, séparés du pays lui-même. La passion ou la malignité accuserait leur acte de solidarité patriotique comme un abandon, comme une fuite... Ce que nous ne pouvions pourtant pas prévoir, c'est que cette campagne dût être, quelques jours plus tard, inspirée, orientée, dirigée par le Gouvernement lui-même.

Tout ce que je viens de conter touchant l'histoire du *Massilia* a été confirmé dans sa substance à la tribune de l'Assemblée de Vichy, sans contradiction possible. Il demeure toutefois un point obscur, et que je ne suis pas en état d'éclaircir. Pourquoi a-t-on laissé partir le bateau avec sa cargaison de parlementaires. Pourquoi le Gouvernement ne l'a-t-il pas retenu jusqu'au moment où sa propre décision serait définitivement arrêtée ? Si elle l'était, pourquoi n'en a-t-il pas avisé en temps voulu les hommes considérables qui comptaient parmi les passagers ? Quelques-uns d'entre eux, comme Louis Marin, Paul Thellier et d'autres, atteints par le soupçon et flairant quelque chose de suspect, revinrent du Verdon à Bordeaux dans la soirée du jeudi ou dans la matinée du vendredi, mais il demeurait à bord quelques-uns des personnages les plus notoires de la République, et d'ailleurs le moindre élu, embarqué sur la parole du Gouvernement, méritait bien de lui cet honnête dédit. Y eut-il négligence, oubli, lenteur dans les transmissions ? Faut-il aller jusqu'à supposer un piège ? Un piège, non pas peut-être tout à fait concerté et volontaire, mais conservant, si je puis dire, quelque chose d'éventuel, de conditionnel. « Qu'ils partent toujours, on verra bien ce qui arrive ; après tout, tant pis pour eux... » En attendant, le *Massilia* emmenait hors de France, à toute vapeur, des hommes dont la présence à Bordeaux n'était assurément pas souhaitée. Toutes ces conjectures ont quelque chose de plausible, mais, je le répète, bien qu'ayant considéré de plus près les circonstances et conditions de ce « coup de filet », je ne puis en dénoncer plus certainement les causes. En revanche, je fus éclairé quelques instants plus tard sur la péripétie de la veille, je veux dire sur le brusque coup de barre qui avait arrêté le départ pour Perpignan du Président de la République et provoqué le retour à Bordeaux de M. Jeanneney. Voici le récit qui me fut fait par l'un des ministres. La veille, en effet, tandis que s'exécutait déjà la décision

prise dans le Conseil du matin, tandis que M. Albert Lebrun achevait ses préparatifs de voyage — si je devais en croire M. Louis Marin qui se disait sûr de son fait, M. Albert Lebrun aurait même eu le temps de partir et aurait été rattrapé seulement sur la route, plus près de Bordeaux toutefois que M. Jeanneney et que moi — tandis que la Police de sûreté expédiait en avant ses détectives, qui, eux, parvinrent réellement jusqu'à Perpignan, le maréchal Pétain avait pris sur lui de signifier un contrordre. Vers trois heures de l'après-midi, ce jeudi 20, les ministres, sans être à nouveau convoqués, avaient été touchés chacun par une communication inopinée. Le Maréchal les invitait à faire retirer d'urgence à son cabinet un pli confidentiel; à l'intérieur du pli, ils avaient trouvé une note, dont je n'ai pas eu le texte sous les yeux, mais dont le sens général était le suivant : on avait désormais entre les mains les conditions allemandes; d'autre part — et c'était le point essentiel — les représentants de l'Allemagne avaient fourni à nos plénipotentiaires l'assurance que, pour permettre au Gouvernement français de délibérer en liberté, l'avance des armées ennemies vers Bordeaux ne serait pas poursuivie; dans ces conditions, rien ne s'opposait plus à ce que le Conseil des ministres abordât l'examen du fond; la décision de départ qu'il avait prise le matin devenait donc sans objet ou devait, à tout le moins, être suspendue... C'est à cet examen qu'était en train de procéder le Conseil, siégeant à peu près en permanence.

Je passai chez Herriot tout le reste de cette journée du vendredi 21. Il me quitta quelques instants pour aller recevoir un certain nombre de parlementaires, dont la délégation était conduite par M. Georges Bonnet et qui venaient manifester leur opposition formelle à tout projet de départ, quelles que fussent être les conditions allemandes; cette même délégation, en sortant de son hôtel, alla porter son *ultimatum* chez le Président de la République. Je dînai à sa table, mais non pas avec lui, car il était l'hôte de M. Jeanneney. Il revint de bonne heure; quelques visiteurs arrivèrent, parmi lesquels Louis Marin, qui me conta alors comment il était allé au Verdon et pourquoi il en était revenu. Le Conseil des ministres siégeait toujours, mais rien de net n'était parvenu à aucun de nous sur le sens de sa délibération.

Nous nous doutions bien que la question « cruciale » était celle de la flotte. L'idée de la livrer n'avait été, jusqu'alors, admise par personne; nous savions que, depuis plusieurs jours déjà, on avait envisagé l'expédient du sabotage; mais ni sur ce point ni sur aucun autre, aucun de nous ne possédait de renseignement certain. Je quittai l'hôtel-musée, et je gagnai la maison, non plus d'Audeguil que je n'avais pas eu le moyen ou l'idée de prévenir, mais chez d'intimes amis parisiens, campés à l'étroit dans un appartement du centre de la ville, et qui parvinrent pourtant à dresser un lit pour

moi. C'est avec eux, et sans sortir de chez eux, que je passai toute la journée du vendredi. Cette claustration convenait peu aux circonstances, et d'ailleurs à mon goût. Elle eut pour seule cause l'inquiétude croissante qu'éprouvaient pour ma sûreté, depuis mon retour, le Ministère de l'Intérieur et la police de Bordeaux et que s'exagéraient à l'envi, dans d'autres sentiments, mes amis politiques et personnels. Les rues de Bordeaux, disait-on, étaient en pleine fermentation, les anciens factieux du 6 février, les groupes d'extrême droite, l'ancienne « Cagoule », les bandes antisémites tenaient le haut du pavé. J'avais été suivi dans mes allées et venues entre l'hôtel d'Herriot et la maison où j'avais trouvé un gîte, guetté à la porte de chacune d'elles; la prudence exigeait donc que je me tinsse confiné chez mes hôtes pour éviter un incident de rues que les circonstances auraient rendu plus possible et plus fâcheux que jamais; elle exigeait même que mes amis évitassent de venir m'y voir ostensiblement pour ne pas accuser ma présence d'une façon plus certaine. J'étais sceptique et insouciant à cet égard comme je l'ai toujours été; je croyais les bruits dont on se faisait l'écho près de moi fort excessifs. Mais j'ai pris depuis longtemps l'habitude de subir les précautions qu'au fond de moi-même je juge inutiles, et parfois absurdes, pour ménager un souci aux êtres à qui je suis cher.

Un autre sentiment, amer celui-là, commençait d'ailleurs à m'atteindre, qui prit de plus en plus de force au cours de la journée et des journées suivantes. N'étais-je pas déjà, pour beaucoup de mes amis politiques, et sans que peut-être eux-mêmes en prissent claire conscience, une cause de gêne en même temps qu'un sujet d'inquiétude. Un sourd instinct ne les poussait-il pas à se mettre à l'écart du mouvement d'opinion, plus ou moins spontané, qu'on pouvait sentir en effet se former contre moi? Tout cela se dessina plus nettement en moi par la suite, mais dès ce moment je me sentais à la fois entravé et accablé par ce malaise ambiant. Je me demandais si l'impopularité qui s'amassait autour de mon nom n'avait pas rendu déjà mon action stérile, que dis-je? nuisible aux idées que j'aurais voulu soutenir, aux compagnons qui les avaient défendues avec moi. Se sentir non seulement un poids lourd ou un poids mort, mais un poids qui, jeté dans la balance, s'ajoute au plateau des adversaires; avoir conscience qu'on discrédite par sa présence et par sa parole ce qu'on voudrait servir le plus passionnément, ce sont là des impressions cruelles, et elles commençaient à m'envahir. Je demeurai donc chez mes hôtes, et je ne crois pas me souvenir que personne soit venu m'y voir dans la journée. La résidence d'Herriot était toute proche; il était entendu que les informations qu'on y recevrait me seraient aussitôt transmises; j'étais sûr également que Rivière ne me laisserait pas ignorer une nouvelle importante, mais le fait est que, durant toute la journée, je ne vis personne et ne reçus que des billets évasifs. On ne

me cachait rien d'ailleurs, j'en suis parfaitement sûr; l'explication toute simple est qu'on ne possédait encore que de vagues indices sur la délibération que les ministres poursuivaient entre eux. A la fin de la journée, les instances de la police devinrent plus fréquentes et plus pressantes, et, dans le nombre, il en était dont l'amicale sollicitude m'était connue; celles de mon entourage le plus proche redoublèrent.

Ignorant et inutile, je cédaï et je fis préparer mon départ. Mais, dans la soirée du samedi, vers 10 heures, avant de monter en voiture, je fis porter chez Herriot une lettre destinée à Georges Monnet, et par son entremise à Rivière, une lettre qui montrait bien quelle restait ma disposition d'esprit et à quel point l'espoir restait accroché, chevillé en moi. J'écrivais que, malgré tout ce que j'avais entendu ou deviné, malgré tout ce que signifiait le lourd silence de la journée, je croyais encore le Gouvernement incapable d'une capitulation sans condition. Je ne pouvais admettre en moi l'idée que le Maréchal, que le général Weygand, qu'un homme tel que l'Amiral, que certains des ministres civils eussent perdu toute capacité de révolte contre la sorte d'exigences que Chautemps et Frossard eux-mêmes, il y avait tout juste huit jours, avaient qualifiées d'intolérables. Je retenais donc l'hypothèse où le Gouvernement serait obligé, fût-ce malgré lui, de reprendre le projet de départ. J'indiquais donc à quelle adresse et par quels moyens je désirais, dans ce cas, être averti ou pris au passage, et j'insistais dans les termes les plus pressants pour n'être pas laissé en dehors d'un départ qui prendrait fatalement cette fois un caractère plus précipité, car depuis quarante-huit heures, les forces allemandes, sans progresser directement sur la route de Bordeaux, s'étaient avancées sur les routes parallèles et prononçaient déjà contre la résidence libre du Gouvernement français une vaste manœuvre d'investissement.

Je comptais redemander un gîte aux enfants d'Eugène Montel, Toulouse restant sur la ligne qu'un départ vers Perpignan emprunterait nécessairement. Je roulai rapidement sur une route que les convois militaires n'encombraient plus et j'arrivai à une heure si matinale que je ne voulus pas réveiller les habitants de cette « campagne » isolée. Je retournai alors à Toulouse, distante de huit ou dix kilomètres, pour y passer deux ou trois heures d'attente, et aussi avec le vague espoir d'ailleurs d'y trouver un peu de café, car je mourais de faim. Tout dormait encore dans Toulouse. Nous nous dirigeâmes vers la gare, et mon chauffeur entra au buffet pour s'assurer que j'y pourrais trouver une boisson ou un aliment quelconque. Il revint en me tendant le numéro tout frais de la *Dépêche*; la manchette du journal annonçait que les conditions de l'armistice étaient acceptées; elles s'étalaient sur la première page. C'était le dimanche 23, à 5 heures du matin.

Il y a de ces images, affaiblies par l'abus qu'en fait le langage cou-

rant et auxquelles le contact de la réalité rend quelquefois toute leur force. Je lus vraiment sans en croire mes yeux. Je n'écris ici ni un livre d'histoire ni un livre de polémique; je rassemble des souvenirs à peine mêlés parfois des réflexions qu'ils appellent invinciblement. Je me garderai donc d'analyser ou de discuter un document dont dépend encore aujourd'hui, et pour de longs mois sans doute, la vie de quarante millions de Français. J'évoque seulement ma propre image; je me revois assis dans ma voiture, reprenant le journal que j'avais laissé tomber sur mes genoux, lisant avec une attention où se concentrerait vraiment toute ma puissance vitale, et ne parvenant pas à croire ce que je lisais. C'était visible : on n'avait pas discuté, ou bien la discussion avait été vaine; on avait tout accepté, ou plutôt on s'était obligé à tout subir. On s'était courbé sous le Diktat de l'ennemi, reconnu comme le vainqueur. J'ai su en effet, depuis lors, que toutes les concessions, tous les adoucissements demandés avaient été refusés par Hitler; seul, Mussolini avait eu un geste de générosité ou d'indifférence : il avait accepté la suppression de la clause qui lui permettait d'exiger du Gouvernement français la livraison des réfugiés politiques italiens; mais la clause symétrique avait été rigoureusement maintenue par Hitler.

Ainsi, en moins de deux jours, on était passé du cabinet Paul Reynaud de « résistance » au cabinet Pétain-Chautemps de négociation, et, en moins d'une semaine, on venait de passer du système de la négociation libre — garantie en tant que de besoin par le départ du Gouvernement et la résolution de poursuivre la guerre hors de France — à la capitulation pure et simple. C'était fait; l'irréparable était consommé.

.....

★

Les maîtres de la maison, accompagnés d'Eugène Montel, l'avaient quittée pour un court voyage. J'étais donc seul, mais, dès l'après-midi, Vincent et Michèle Auriol accoururent de Muret avec ma belle-fille. Vincent Auriol était arrivé à Bordeaux un peu après moi; il en était reparti dès le mercredi, la veille du jour où j'avais entrepris le voyage manqué de Perpignan et de Port-Vendres. Nous nous y étions fréquemment rencontrés. Je savais par lui que, maire de sa commune en même temps que député, ainsi divisé entre deux devoirs, il avait opté pour le plus modeste, qui était en même temps le plus urgent et le plus difficile. En ce qui le touchait personnellement, il avait choisi de ne pas quitter la France, de demeurer au milieu de son petit peuple à lui, ses camarades et amis de Muret. Je n'ignore pas qu'on a fait courir le bruit qu'il avait dû prendre passage sur le *Massilia*, qu'il était même parti pour le Verdon dans ce dessein,

qu'un accident survenu à sa voiture en cours de route l'avait seul empêché de se joindre aux malheureux héros de cette aventure. Ce bruit n'aurait rien d'outrageant pour lui, tant s'en faut, mais il n'est qu'une fable, comme tant d'autres qu'on a fait circuler depuis lors. Vincent Auriol n'était plus à Bordeaux le jour où les novellistes situaient son équipée interrompue. Mais, à cette différence près, qui tenait à la distinction de nos obligations personnelles, nous avions senti entre nous une communauté de vues entière, telle que nous l'avions éprouvée depuis dix mois, ou plutôt depuis vingt ans, c'est-à-dire depuis mon accès à la vie publique. Nos jugements concordèrent absolument sur la situation du pays, sur les mesures qu'elle commandait, sur celles qu'elle interdisait. Il avait estimé, lui, que le lien le plus astreignant était celui qui l'attachait à sa maison et à sa ville. Mon cas à moi était autre; je n'avais plus de maison, je n'avais plus de ville, puisque ma ville natale, la seule où j'eusse jamais vécu, était Paris. Depuis dix ans, sans doute, je représentais Narbonne à la Chambre. Battu à Paris par une coalition de communistes et d'ultra-réactionnaires, j'avais trouvé à Narbonne un sûr refuge électoral. Mes amis de Narbonne m'avaient permis de reprendre ma place au Parlement au moment où notre Parti jugeait ce retour indispensable. Mais je n'étais attaché à Narbonne que par la gratitude et l'affectation. Je n'y avais jamais fait que de brefs séjours, ou, pour mieux dire, de brefs passages. Je n'y étais nécessaire à personne ni à rien; aucun devoir partiel ne m'y enracinait; seul, mon devoir général envers le pays devait donc me déterminer.

C'est la question qui fut débattue sur nouveaux frais durant tout l'après-midi du dimanche, dans le calme salon de « l'Armurier », ainsi se nommait la « campagne » de mes amis. Devais-je ou non quitter la France? La capacité matérielle demeurait entière. Si le *Massilia* était parti depuis deux jours pour le Maroc, il restait, dans les ports du golfe de Gascogne, des bâtiments anglais à bord desquels je ne doutais aucunement de pouvoir trouver une place. Rien n'aurait été plus simple que de les rejoindre au départ de Bordeaux, au lieu de me diriger vers Toulouse, mais je pouvais encore de Toulouse faire le trajet utile, aisément et en peu d'heures. La délibération fut longue, pressante, douloureuse. En fait, mon parti était pris, et aucun conseil, aucune instance n'auraient pu, je crois, le modifier. La veille déjà, avant de quitter Bordeaux, je l'avais déclaré, soit à mes amis politiques, soit aux amis personnels les plus chèrement mêlés à ma vie. J'avais été prêt au départ du premier au dernier moment; je m'y étais résolu sans balancer, mais quand il s'agissait d'accompagner un gouvernement quittant le sol métropolitain de la France pour continuer la guerre française, de représenter auprès de lui, dans son établissement nouveau, le parti dont j'étais depuis vingt ans le chef parlementaire et le représen-

tant international, de l'aider en cette qualité, de l'appuyer, et, si j'ose dire, de le cautionner auprès d'une fraction importante du peuple français et de l'opinion étrangère. Ce projet, à peine édifié, s'était écroulé en quelques heures et les ruines en étaient retombées sur moi comme sur les autres. Il s'agissait désormais de tout autre chose : d'un départ personnel, isolé, et non plus de la participation à un départ collectif, organisé par le gouvernement légal.

Je partirais pour une terre amie ou pour une terre alliée, mais pas pour une terre française, siège du gouvernement de la France. Tout avait donc changé de face depuis le fatal revirement du Maréchal et la signature de l'armistice. J'étais, en Angleterre, une personne « agréable » : j'en avais fait l'expérience, une fois de plus, au cours de mon dernier voyage. Le *Labour party* occupait une place considérable dans le gouvernement, et ses *leaders* étaient pour moi de cordiaux et confiants camarades. Mes contacts officiels avec les chefs conservateurs et libéraux s'étaient prolongés en sympathie, et même, pour quelques-uns d'entre eux, en amitié. Je ne doutais aucunement de l'accueil que je recevrais et du crédit que je trouverais à Londres. Je savais également que mon nom était connu aux États-Unis, ce qui est déjà beaucoup, et que ma présence y avait été souhaitée et attendue, au cours de ces dernières années, par des groupes sociaux très différents; de là des projets de voyage qui avaient été poussés très loin et qui avaient toujours été mis en échec, au dernier moment, par les brusques péripéties de la situation internationale. Je savais que la fraction du peuple américain qui suivait le président Roosevelt avait toujours établi une analogie entre le *New Deal* et la politique sociale que j'avais pratiquée, et le Président lui-même, bien que nous ne nous fussions jamais rencontrés, n'avait jamais cessé de me traiter avec une attention et, si je puis dire, une distinction dont la visite de M. Sumner Welles, au cours de son passage à Paris, avait été le plus récent témoignage : j'étais le seul, en effet, parmi les hommes politiques français, qu'il eût tenu à visiter, en dehors des membres du Gouvernement. A Washington comme à Londres, j'avais donc l'assurance d'être un hôte bienvenu.

Je convenais de tout cela. Mais que ferais-je d'utile à Washington ou à Londres? Il ne pouvait être question pour moi d'y expliquer, d'y excuser des actes que je condamnais de toute mon âme. Était-ce mon rôle d'aggraver encore le réquisitoire par ma présence et ma parole, d'exalter la révolte des opinions anglo-saxonnes contre la défection du gouvernement français, d'aviver leur colère contre le peuple français que son apathie et son immobilité d'alors faisaient nécessairement apparaître comme solidaire de ses maîtres? Le secours américain était devenu, pour la Grande-Bretagne, une question de vie ou de mort, mais on n'avait pas besoin de moi à Washington pour s'en convaincre : le dernier message du président Roosevelt,

en réponse à l'appel de Paul Reynaud, attestait assez clairement sa détermination. L'Angleterre non plus n'avait pas besoin de moi pour persévérer dans son inflexible résolution de lutter contre Hitler jusqu'à la limite extrême de ses forces. Si je quittais la France dans de telles conjonctures, pour l'Amérique ou pour l'Angleterre, ce ne serait qu'un cri chez les indifférents comme chez mes adversaires : Il est parti pour « sauver sa peau » ; je m'exposerais à l'accusation qu'une propagande infâme dirigeait déjà contre les passagers du *Massilia*, mais infiniment plus redoutable dans mon cas, parce qu'elle serait plus plausible. Et il était clair en effet que, dans les adjurations des êtres à qui j'étais cher, ce soin de ma sécurité, de ma liberté, intervenait pour une plus large part qu'ils n'en avaient eux-mêmes conscience.

Je suis, par nature, entièrement insouciant de moi-même, et je confesse que je ne croyais pas au danger. A Bordeaux déjà, au moment où se négociait l'affaire du *Massilia*, Édouard Herriot nous avait dit, à Georges Mandel et à moi : « Vous deux, partez en tout cas, quoi qu'il arrive; ne restez pas entre les mains de nos maîtres d'aujourd'hui; je sais trop quelle haine ils vous portent. » Je n'avais donc qu'à répéter à Vincent Aurioi, à sa femme, à ma belle-fille, ce que j'avais déjà dit à Édouard Herriot et à mes hôtes de Bordeaux : « Mais non, ne redoutez rien de pareil. Je connais aussi ces hommes. Hélas! ils ne sont même pas capables de porter la main sur moi. Le Maréchal, à peine son ministère constitué, a fait arrêter Mandel et il l'a fait relâcher deux heures après en le gratifiant d'une lettre d'excuses. Il a pris deux socialistes dans le cabinet, ou plutôt il les y a attirés à force d'insistance : Rivière et Février n'ont cédé, en fin de compte, que pour faire barrage par leur présence aux coups de force qu'on pourrait essayer contre les socialistes, et plus spécialement contre moi. Dans le gouvernement Pétain, qui est-ce qui tient les leviers de commande? Chautemps, Pomaret, Frossard, Baudouin, Alibert? Lequel de ces hommes est capable d'une telle opération? »

On me répondait, à l'Armurier comme à Bordeaux : « Vous raisonnez avec votre incorrigible optimisme. Les personnages que vous énumérez ne sont probablement pas bien redoutables pour vous, et encore, en des temps comme celui-ci, qui sait jusqu'à quelles extrémités peut les porter leur faiblesse même? Mais ne comprenez-vous pas qu'ils ne sont là que pour occuper le tapis, qu'ils remplissent la scène par un intermède, et qu'ils la livreront demain aux véritables acteurs. Demain on verra sortir des coulisses Laval, Marquet et leur bande, ceux qui font jouer toute la machinerie depuis l'arrivée à Bordeaux. C'est eux qui, demain, seront les maîtres, et d'autres les remplaceront à leur tour, si les Allemands ne jugent pas leur soumission assez complète. Il n'y a plus désormais qu'un souverain en France, et

c'est Hitler. Les gouvernements français sont condamnés à une sorte de surenchère dans l'obéissance ou dans la complaisance; cela changera un jour, par la force des choses, et le changement sortira du fond du peuple, mais jusqu'à nouvel ordre il en est ainsi. Bon gré mal gré, les soi-disant gouvernements français vont s'efforcer d'implanter en France les principes et les méthodes du régime nazi. Ils auront leur Gestapo et leurs Sections d'Assaut, ils passeront des exécutions personnelles aux persécutions collectives; ils traqueront les socialistes; ils dégraderont les Juifs; et vous êtes tout à la fois un socialiste, un Juif, et vous-même par-dessus le marché... »

Mes amis voyaient juste, comme l'événement n'a pas tardé à le faire voir; ils avaient raison contre ce qu'ils appelaient mon optimisme, et qui n'est en réalité que l'impossibilité d'admettre dans ma raison certaines aberrations humaines; mais je crois que j'avais raison à mon tour quand je leur répliquais : « Soit, admettons, si vous voulez, que ma vie ou ma liberté soit en péril. Comprenez bien à votre tour que le péril que je puis courir n'est pas une raison de partir, mais une raison de rester. Si je partais aujourd'hui, ce serait nécessairement pour prendre mon poste, comme un soldat civil, dans la lutte que la Grande-Bretagne, et peut-être demain les États-Unis, vont poursuivre contre l'ennemi. Quel peut être mon poste? L'organisation, le conseil, la propagande... Quelles armes apporterai-je avec moi? L'autorité que j'aurais pu conserver sur l'esprit d'un certain nombre de Français. Mais je perds précisément ce qui me reste d'autorité, si la France officielle peut me dénoncer comme un lâche, acculé à la fuite par le sentiment de ses fautes et la peur du châtement. L'interprétation qui sera forcément donnée de mon départ, et probablement acceptée par une opinion sans défense, détruira toute l'utilité possible de mon action. Il y a quelque chose de pire : je ne réussirai peut-être qu'à compromettre, qu'à discréditer, en m'y ralliant, la cause que j'aurai voulu servir. Je ne servirai pas la cause commune, et peut-être lui nuirai-je; je nuirai certainement à ceux de mes amis qui seront demeurés en France, et contre lesquels il sera trop facile de retourner et d'exploiter ma conduite. Non, voyez-vous, il n'y a plus pour moi qu'un parti, qu'un devoir, depuis que le Gouvernement a capitulé : rester en France, là où je suis, attendre tranquillement le danger, s'il est vrai qu'il y ait danger, me tenir prêt à répondre de mes actes passés dans toute discussion publique, à la tribune de la Chambre si je puis, à la barre d'une Cour de Justice s'il le faut; défier avec sérénité l'injustice et la haine qui s'épuisent; préserver toutes les possibilités d'action en France pour le jour, peut-être prochain, où ce peuple, accablé et abasourdi par le désastre, aura repris possession de lui-même. Ce jour-là, ma présence, ou, si vous voulez, mon existence retrouvera peut-être une signification. Je dis « peut-être » parce que je n'en suis pas convaincu,

et que je suis plutôt enclin à croire que je suis arrivé au terme de ma vie utile. Convenez que vous n'avez rien à répondre à cet argument. Et puis, il y a quelque chose qui n'est pas un argument, car ce n'est pas de l'ordre de la raison, mais qui répond en moi à un mouvement instinctif et irrésistible. J'ai été et je suis encore un homme public; j'ai dirigé les affaires de la France, c'est-à-dire que je l'ai représentée à ses propres yeux et aux yeux de l'étranger; je sens que je ne puis pas à mon gré, surtout à une telle heure, rompre le lien de solidarité qui m'unit à mon pays. Je porte condamnation contre tout ce qui s'est accompli depuis une semaine, et j'ai le droit de condamner : chaque Français est juge de l'honneur de la France, de ce que l'honneur commande, de ce qu'il interdit. Je considère la France comme déshonorée. Mais je ne me sens pas le droit de tirer mon épingle du jeu. Je dois prendre ma part dans le sort commun, non seulement dans le malheur, ce qui est relativement facile, mais dans la honte... » J'eus sans doute quelques tremblements dans la voix en parlant ainsi, car Michèle Auriol se leva et vint m'embrasser; Vincent et ma belle-fille n'insistèrent pas davantage.

Je restai donc à l'Armurier, où vinrent me rejoindre dès le lendemain Montel et ses enfants, puis, au bout de quelques jours, ma belle-fille et ma petite-fille. J'étais épuisé par la fatigue, la tension, l'angoisse ininterrompue des deux dernières semaines, mais je reconstruisais bientôt l'équilibre dans cette maison ensoleillée et fraîche, au milieu d'un beau jardin solitaire, entre des amis affectueux. J'entends l'équilibre corporel, car la désolation de l'esprit persistait.

.....

## III

J'ÉTAIS à l'Armurier depuis une dizaine de jours lorsque je fus touché par une lettre, puis par un coup de téléphone de mon ami Marcel Bidoux, rédacteur en chef du journal *le Populaire* dont j'étais le directeur politique. *Le Populaire* avait quitté Paris le 10 juin, aussitôt après le Gouvernement, en même temps que tous les autres journaux, et s'était replié sur Clermont-Ferrand, « position préparée à l'avance ». De Montluçon, j'étais allé visiter notre installation dans les locaux où notre confrère *la Montagne* — quotidien de « Front Populaire » édité à Clermont — nous avait donné l'hospitalité, et j'avais repris la confection régulière de mes *leaders*, jusqu'à mon départ de Montluçon pour Bordeaux. Au bout de très peu de jours, une pointe de l'invasion allemande atteignit Clermont, et le journal cessa de paraître. Mais, aussitôt après l'armistice, le flot allemand avait reflué vers le nord, et c'est de Clermont, où les services d'administration et la plupart des rédacteurs étaient demeurés sur place, que Marcel Bidoux m'avait écrit et téléphoné. Il m'avertissait que l'administrateur du journal, un nommé Gaillard, semblait résolu à en reprendre la publication, ce qui, compte tenu du nouveau régime de censure imposé à la presse, impliquait un agrément préalable du gouvernement Pétain-Laval, et par conséquent l'obligation d'appuyer la politique de l'armistice. Cet avis m'émut. Gaillard n'avait pas recherché mon assentiment et ne m'avait même pas tenu au courant de ses intentions. J'étais le directeur du journal; mon nom figurait sur sa manchette; je puis même dire, sans qu'il y ait à cela de présomption, qu'aux yeux de l'opinion publique, et en tout cas de l'opinion socialiste, *le Populaire* était « mon » journal et ne paraissait pas séparable de ma personne. *Le Populaire* reparaisant en dehors de mon inspiration effective, et pour soutenir ces opinions que je jugeais funestes et coupables, c'était donc quelque chose qui me touchait à une place fort sensible. D'ailleurs, l'avertissement de Marcel Bidoux avait évidemment le sens d'un appel, émanant de ses camarades de la rédaction comme de lui-même, et je ne pouvais songer à les livrer sans défense à la manigance de Laval et de Gaillard. Je me décidai donc à partir sur-le-champ.

.....

Je débarquai à Clermont devant l'immeuble de *la Montagne*. Des rédacteurs du *Populaire*, Marcel Bidoux en tête, m'attendaient et, après les premières démonstrations de joie réciproque, me mirent au fait des nouvelles du jour. D'abord, les présidents et les ministres, suivis par une caravane de parlementaires, étaient survenus la veille à Clermont, mais ils n'avaient fait qu'y toucher barre et s'étaient dirigés presque aussitôt sur Vichy, qui offrait de plus larges ressources d'habitation. Les présidents et les ministres s'installaient en toute hâte; des locaux — hôtels réquisitionnés et salles de casino — étaient déjà réservés pour la Chambre et pour le Sénat. En second lieu, des journalistes connus pour recevoir les confidences de Laval, ou pour faire ses commissions, commençaient à faire circuler la rumeur d'une convocation prochaine de la Chambre et du Sénat réunis en Assemblée nationale. En troisième lieu, un numéro du *Populaire* avait été confectionné la veille au soir, portant en manchette mon nom et ma qualité de directeur; il avait été rédigé sur la demande de Gaillard, mais en plein accord avec Bidoux, dans un esprit d'extrême circonspection; on s'était efforcé tout à la fois de ne pas attaquer les positions gouvernementales et de ne pas offenser les convictions qu'on savait être les miennes et qui étaient d'ailleurs partagées par la rédaction presque unanime. C'est en persévérant dans ces précautions et en maintenant cet équilibre qu'on jugeait nécessaire de « faire le journal » jusqu'à nouvel ordre. On pensait y avoir réussi pour ce premier numéro, mais, avant qu'il fût tiré, la censure avait notifié son veto et interdit la publication du journal jusqu'à nouvel avis. Laval nous mettait ainsi d'accord, Gaillard et moi.

En quatrième et dernier lieu, Bidoux me communiqua le numéro de *Paris-Soir* qui venait de sortir. Un filet exposé en bonne place annonçait que j'avais quitté la France et que je venais de débarquer à New-York, information qui n'avait même pas le mérite de la nouveauté, puisque la radio allemande avait déjà, à deux reprises, fait connaître mon arrivée à Londres, puis à... La Havane, avec l'escorte d'une suite nombreuse et le train de ma collection d'argenterie au grand complet! J'écrivis aussitôt une lettre de rectification et je la fis porter séance tenante à Jean Prouvost, directeur de *Paris-Soir*, et par surcroît, commissaire général à l'Information depuis le dernier remaniement du cabinet Paul Reynaud, ce qui conférait aux fausses nouvelles publiées par son journal un précieux cachet d'authenticité. Je connaissais fort bien Jean Prouvost et il me connaissait fort bien; j'avais été l'hôte de sa maison et il l'avait été de la mienne; c'est dans *Paris-Soir* que paraissait depuis un an la version française des articles que je donnais périodiquement à une grande agence de presse internationale; c'est pour *Paris-Soir* qu'au début de la guerre j'avais écrit une importante série d'études destinées à contrebattre la propagande nazie et à faire sentir à l'opinion française les véritables raisons de

l'entrée de l'Angleterre dans la guerre. Jean Prouvost pouvait donc me croire sur parole, et, par surcroît, je lui offrais de vérifier de ses propres yeux que j'étais bien en France et même que j'étais bien à Clermont. J'étais sûr cependant que ma lettre de rectification ne paraîtrait pas sans que le cas eût été tranché par Laval en personne, et un coup de téléphone venu de *Paris-Soir* me confirma sans retard dans cette conviction; quelque répugnance que m'inspirât l'idée de ce voyage, je me voyais donc obligé d'aller à Vichy. C'est à Vichy seulement que je pouvais imposer la publication de ma lettre, à Vichy que j'avais chance de faire lever l'interdit qui avait frappé le *Populaire*, à Vichy que je recueillerais des informations plus précises sur la convocation éventuelle de l'Assemblée nationale. Je résolus donc d'aller à Vichy dès l'après-midi du lendemain. Une fois cette décision prise, les affaires du journal étant suspendues jusqu'à nouvel ordre, il ne me resta plus qu'à trouver un gîte pour la nuit, ce qui ne fut pas chose aisée. Le flot des administrations publiques avait recouvert du coup Clermont et sa banlieue. Mais j'avais des camarades dévoués à Clermont et, en fin de compte, je pus dormir dans un lit.

J'arrivai donc à Vichy le jeudi 4 juillet vers trois heures. Marx Dormoy, qui était venu me rejoindre à Clermont, m'accompagnait. La ville était encore vide; dans les rues désertes, les voitures étaient aussi rares que les passants. Devant les grands hôtels qui bornent le parc s'alignaient des files de camions chargés : le gouvernement Pétain emménageait. Outre les ministres, il n'y avait encore à Vichy que les trois présidents Lebrun, Jeanneney, Herriot et les trente ou quarante députés et sénateurs de la Garde du Corps parlementaire que Bergery avait conduits depuis Bordeaux et chapitrés aux étapes. Ils étaient précisément réunis dans une des salles du Petit Casino affecté, nous dit-on, aux services de la Chambre des Députés. Je me hâtai vivement de m'y rendre; je n'étais pas fâché d'opposer ma présence, en chair et en os, au filet de *Paris-Soir*. Dès le hall d'entrée, les quelques collègues auxquels nous nous heurtâmes s'entretenaient entre eux de la convocation de l'Assemblée nationale.

Qu'est-ce que cela signifiait? La Constitution de 1875 contenait une procédure de révision et créait un organe éventuel de révision, l'Assemblée nationale formée par la fusion du Sénat et de la Chambre, mais dont le Sénat et la Chambre devaient préalablement demander la convocation et régler l'ordre du jour par des délibérations distinctes. Cette Assemblée à pouvoir constituant s'était, si je ne me trompe, réunie deux fois en soixante-quinze ans. L'une et l'autre fois, elle n'avait apporté à la Constitution que des amendements d'importance secondaire, changements dans la composition du Sénat, création d'une Caisse d'Amortissement. Si Laval s'avisait d'y faire appel en de pareilles circonstances, au lendemain de l'armistice, dans l'accable-

ment général, avec l'occupation allemande pesant sur une moitié de la France et l'état de siège sur l'autre, ce n'était assurément pas pour apporter quelques retouches de détail aux statuts des Assemblées, ou aux relations réciproques des pouvoirs publics. Il s'agissait sans aucun doute de créer un régime entièrement nouveau, très probablement un régime de dictature personnelle plus ou moins servilement modelé sur le fascisme italien ou le nazisme allemand; Laval s'était apparemment décidé à exploiter jusqu'au bout le concours hasardeux de circonstances qui venait de l'installer au pouvoir. Il voulait tailler dans le malheur national quelque chose de solide et de durable. Il le voulait pour le maréchal Pétain en nom, et en réalité pour lui. La République l'embarrassait; qu'à cela ne tienne, il renverserait la République.

Déjà, dans ses premiers messages au pays, le maréchal Pétain avait incité l'opinion à imputer au régime républicain les causes du désastre. Le procédé franc et direct eût été le coup de force, mais, dans sa tortueuse et vulgaire astuce, Laval avait dû juger plus prudent de maquiller la révolution politique en révision et de jouer, pour la ruine de la Constitution, des lois constitutionnelles elles-mêmes; seulement qu'allaient dire de cette entreprise effrontée la grande masse des députés et des sénateurs, ceux que n'avaient pas gagnés d'avance les enseignements de Bergery et de Déat; qu'allaient dire les présidents Lebrun, Jeanneney, Herriot? En usant et abusant de la personne du Maréchal, obtiendrait-on des Assemblées républicaines et des magistrats républicains la subversion de la République; obtiendrait-on d'eux leur propre immolation? C'était tout de même leur demander trop et pousser l'audace par trop loin! Une arrière-pensée d'incrédulité ou de scepticisme mitigeait ainsi mon indignation, et, si l'on m'avait poussé, j'aurais déclaré sans doute : « Laval passe cette fois la mesure, et s'il insiste, il se cassera les reins... »

J'entrai donc dans la salle où se tenait la conférence avec un esprit assez léger et plutôt disposé à hausser les épaules. Le premier collègue qui m'aperçut fut un jeune député conservateur du Nord, nommé Jean Plichon. Il poussa une sourde exclamation de surprise : « Comment, c'est vous? Vous, ici? » Je l'assurai que j'étais bien moi, et non mon fantôme ou mon sosie. « Mais vous n'avez jamais quitté la France? — Non, jamais. — Alors, pourquoi laisse-t-on passer dans les journaux toutes ces infâmies? » Je lui repartis qu'il avait plus de facilités que moi pour s'enquérir de leur origine. « Mais enfin, vous allez les démentir. — Je l'ai déjà fait mais jusqu'à présent la Censure a arrêté ma lettre de protestation. » Sur quoi Jean Plichon leva les deux bras au ciel dans un geste de réprobation découragée, tandis que, toujours accompagné de Marx Dormoy, j'allais m'asseoir à l'extrémité d'une table. La salle était sombre et l'assistance n'était pas très nombreuse. Il y avait là Bergery, Déat, Spinasse, Pietri, Tixier-Vignancour, tous

ceux que j'avais vus à Bordeaux se démener si passionnément contre l'embarquement des présidents et des ministres; mais il y avait aussi Louis Marin, Louis Rollin, Thellier, les socialistes Georges Monnet et Thivrier. Marquet, ministre de l'Intérieur depuis une huitaine de jours, était présent; son fidèle acolyte Cayrel, député de Bordeaux comme lui, l'escortait selon l'usage et assurait même la Présidence. Laval entra peu de temps après moi et s'assit en silence à l'autre extrémité de la salle. Je ne me rappelle pas exactement qui parlait; ce que je sens encore, c'est cette atmosphère d'une réunion qu'on respire dès qu'on y pénètre. L'idée de l'Assemblée nationale et de la « révision constitutionnelle » circulait déjà autour de nous; nous baignions dans elle. Nul sans doute n'avait encore mesuré exactement la honte de ce qu'il était prêt à concéder ou à sacrifier, mais la plupart des hommes qui étaient là étaient déjà résignés au sacrifice. Chez certains, on percevait même tout autre chose qu'une résignation plus ou moins stoïque; on discernait l'élan joyeux, et même la satisfaction, l'orgueil du triomphe.

Par je ne sais quel détour, le débat dévia soudain sur l'affaire des passagers du *Massilia*. Depuis plusieurs jours déjà, la presse et la radio ne cessaient de dénoncer à l'opinion, dans les termes du plus flétrissant mépris, ces fuyards, ces traîtres qui avaient lâchement abandonné leur pays dans son malheur. Dès l'arrivée du paquebot dans un port du Maroc, ils avaient été arrêtés non sans avoir reçu d'une population indignée quelques témoignages frappants du dégoût qu'ils inspiraient; puis, après ce « passage à tabac » patriotique, ils avaient été conduits à Alger où ils restaient tenus sous une étroite surveillance; contre quelques-uns d'entre eux une instruction avait été ouverte; ils étaient traduits sous diverses inculpations devant la justice militaire; c'était le cas de Georges Mandel et de Jean Zay, comme aussi de Pierre Viénot et de Mendès-France, qui tous deux avaient été mes collaborateurs au Gouvernement. Bref, rien n'était épargné pour vouer à l'exécration publique les malheureux qui avaient commis le crime de croire à la résistance et de vouloir y prendre leur place. Personne d'ailleurs, dans la discussion qui venait de s'engager, n'avait l'air de savoir, ou du moins ne paraissait se souvenir, que le *Massilia* était un bâtiment de la marine de guerre, que son affectation et son départ avaient eu un caractère également officiel, que tous les détails en avaient été réglés avec les présidents des Chambres par l'amiral Darlan et Camille Chautemps, ni surtout que ces arrangements étaient liés par la plus étroite dépendance avec le plan général de transport en Afrique des pouvoirs publics alors résolu d'un commun accord entre tous les ministres, y compris le maréchal Pétain et le général Weygand. Barthe d'abord, mêlé à toutes les négociations, comme questeur de la Chambre, puis Georges Monnet, intervinrent tour

à tour pour rétablir la vérité devant des auditeurs en grande partie stupéfaits.

J'avais suivi cette discussion avec un intérêt qui m'absorbait trop sans doute, car, tout à coup, en cherchant des yeux Laval, je ne le vis plus à sa place. Comme c'était lui que j'avais besoin de voir, et que j'avais voulu saisir au passage, je sortis précipitamment dans l'espoir de le rattraper encore. Je le trouvai, en effet, dans un coin du hall d'entrée. Marquet était à côté de lui, le dominant de la tête; et tous deux échangeaient des explications fort animées avec Barthe et Georges Monnet; c'était évidemment la discussion de la salle qui se poursuivait. Nous nous y mêlâmes, Dormoy et moi. « Mais enfin, dis-je à Laval, il y a quelque chose que vous ne pouvez pas nier : quand ces malheureux se sont embarqués, c'était d'accord avec le Gouvernement, sur son invitation, pour le rejoindre en Afrique. — Le Maréchal, me répondit Laval, d'un ton rogue, n'a jamais voulu quitter la France. — Vous n'étiez pas encore dans le cabinet, lui répondis-je, vous ne savez pas mieux que moi ce qui s'est passé; il est vrai que le Maréchal ne voulait pas partir en personne, mais il connaissait, il approuvait le plan de départ des autres, » et je lui rappelai la lettre par laquelle le Maréchal devait déléguer à Chautemps ses pouvoirs de président du Conseil, en le mettant au défi de dénier ce fait positif. Marquet intervint alors avec un air conciliant et protecteur : « Blum a raison, dit-il, c'est bien ainsi que les choses se sont passées. » Mais ce petit désavantage subi dans la discussion semblait avoir encore rendu plus âcre la bile de Laval. Il me jeta d'en dessous un regard haineux et grognela : « Tant pis. Ce sont des hommes qui ont voulu la guerre, cette guerre folle, cette guerre criminelle. — Mais alors, Laval, c'est la France qui a voulu la guerre? — Il y a des Français, des fous, des criminels qui l'ont voulue... Ces hommes-là en sont... » Il s'arrêta, me regarda de nouveau comme s'il allait ajouter « Et vous aussi... » mais comme je le regardais aussi, il s'en tint là.

L'introduction n'était assurément pas très favorable pour les affaires que j'avais à régler avec lui, et en effet, elles furent vite tranchées. Il affecta de ne rien savoir du filet de *Paris-Soir*, ni de ma lettre à Jean Prouvost, bien qu'elle fût entre ses mains. Il me déclara négligemment qu'il allait examiner la chose, qu'il prendrait une décision, qu'il me la ferait connaître; j'eus beau le presser, je n'en tirai rien de plus précis. Quant au *Populaire*, il me signifia d'une voix dure : « *Le Populaire* ne paraîtra pas. — Jusqu'à quand? — Jusqu'à ce que j'en aie décidé autrement. — Répondez-moi franchement, est-ce à cause de moi? Si mon nom disparaissait de la manchette, si j'abandonnais la direction du journal, paraîtrait-il? — Ne vous donnez pas cette peine, vous ne changerez rien à la

situation; le titre suffit. Demandez d'ailleurs à Raude, le directeur du journal *l'Œuvre*, ce que je lui ai dit hier : aucun journal ne paraîtra s'il manifeste la moindre réticence à l'égard de ma politique; il faut me suivre absolument, sans réserve, et je ne me laisserai pas duper. » Je l'interrogeai alors sur l'Assemblée nationale. Il me répondit qu'il allait en effet la convoquer. « Quand? — Je n'en sais rien encore... le plus tôt possible. » Mon programme de conversation était épuisé, et nous nous séparâmes.

Je connaissais Laval familièrement depuis vingt-cinq ans bien comptés, et je croyais assez bien le connaître, mais jamais je ne l'avais vu tel qu'il m'apparut durant cet entretien de dix minutes. Il avait été modeste autrefois, et cette modestie n'était pas complètement hypocrite. Il paraissait s'excuser tout le premier de sa réussite. Je sais le peu que je suis, semblait-il dire, mais, que voulez-vous? J'ai eu de la chance, peut-être un peu de tour de main... Vis-à-vis des hommes dont il flairait la valeur, la culture, la dignité de caractère, il affectait, non sans gentillesse parfois ni sans esprit, des airs de déférence et de subordination. Déjà, pourtant, en 1935, quand une étrange intrigue parlementaire l'avait ramené au gouvernement, quand il avait obtenu pour lui Laval, ces « pleins pouvoirs » dont Gaston Doumergue n'avait pas usé et que la Chambre venait de refuser à M. Flandin, déjà la tête lui avait un peu tourné; le vertige de la toute-puissance l'avait entamé et je crois qu'il s'était sérieusement piqué de rajuster l'économie française à coups de décrets-lois sur le plan de la parité-or et de la déflation générale. Mais maintenant, à ma grande stupeur, je dévisageais un autre homme. Une morgue incroyable gonflait sa petite personne. Il lançait d'une voix sèche et avec un regard irrité des verdicts et des ordres sans réplique. « Je fais... je veux... je refuse... c'est ainsi... » Il s'essayait visiblement au personnage du despote et croyait tenir la France dans sa main. Sa manière avait quelque chose de bouffon, tant elle jurait avec la laideur mesquine, bizarre et presque repoussante de sa personne, mais elle avait aussi quelque chose d'effrayant. Il était difficile de la prendre tout à fait au sérieux, mais on pouvait la prendre au tragique. Ce qui me frappait surtout, c'était l'âcre méchanceté qu'exhalaient tous ses gestes, toutes ses paroles. Sa courte dictature de 1935 s'était effondrée misérablement dans l'affaire d'Éthiopie. Sa chute, dont avec Herriot et Paul Reynaud j'avais été l'un des instruments, avait dû nourrir en lui une sourde passion de revanche et de représailles; ses haines, longtemps dissimulées, trouvaient maintenant l'occasion de s'assouvir.

Laval disparut avec Marquet, et nous nous consultâmes rapidement, Dormoy, Monnet et moi, sur le parti à prendre. Un fait était acquis, la convocation imminente de l'Assemblée nationale. Maintenant qu'il était déterminé, Laval tenterait l'opération à chaud. Elle offrait

évidemment des difficultés d'ordre matériel. La grande majorité des élus, n'ayant pas quitté leur circonscription ou l'ayant rejointe, se trouvaient en zone occupée. Comment les toucherait-on? Quels moyens de transports trouveraient-ils? Mais une fois lancé, Laval ne se laisserait pas arrêter par de tels obstacles. Il ne pouvait réussir la révolution politique de Vichy qu'à « l'esbroufe » tout comme la révolution de palais de Bordeaux. Au besoin il trouverait un moyen de passer outre à la règle du « quorum ». Et puis, il pouvait évidemment compter sur les autorités allemandes d'occupation pour avertir les parlementaires, pour les cueillir à domicile, pour les diriger sur Vichy, et même pour procéder auprès d'eux à quelques préparations préalables. Il était donc sage de prévoir la convocation pour le début de la semaine suivante. J'étais bien résolu, pour mon compte, à me rendre à l'Assemblée. L'avant-veille encore, à l'Armurier, je considérais ma vie politique comme close; j'étais toujours dans les mêmes dispositions, mais, avant la clôture définitive, j'aurais à m'acquitter de ce dernier devoir. Il ne m'échappait pas que ma position vis-à-vis d'un grand nombre de mes camarades socialistes serait vraisemblablement pénible, peut-être cruelle; que, d'autre part, ma présence fournirait, sans doute, à la bande d'hommes de main qui s'était formée autour de Laval, l'occasion de provoquer des incidents bruyants ou violents. Il n'y avait pourtant pas à hésiter. Un débat public s'engagerait peut-être sur cette politique du « Front Populaire » à laquelle j'avais pris une si grande part et que mon nom incarnait plus que tout autre; je devais être là pour répondre, pour rétablir la vérité calomniée; c'est, en grande partie, pour faire front à de telles attaques que j'étais demeuré en France. En dehors même de toute discussion rétrospective sur les causes plus ou moins lointaines du désastre, je ne pouvais me tenir à l'écart de la question immédiate qui serait posée devant l'Assemblée, à savoir la subversion de la Constitution de 1875, l'instauration d'un régime nouveau. L'absence deviendrait une désertion. Je serais donc là, et je remplirais, fût-ce en silence, mon devoir de socialiste, de républicain, de Français.

Mais que faire dans l'intervalle? Le temps manquait pour retourner à l'Armurier; les deux voyages d'aller et retour rempliraient presque à eux seuls l'intervalle qui nous séparait du moment probable de la réunion. Mes camarades de Clermont avaient eu la plus grande peine à m'y trouver un gîte pour une nuit et rien ne m'y attirait plus, puisque j'étais dûment averti qu'en tout état de cause *le Populaire* ne reprendrait pas sa publication. L'idée de rester à Vichy me faisait déjà horreur. Dans cet embarras, Isidore Thivrier me proposa d'attendre chez lui la suite des événements. Maire et député socialiste de Commentry, il résidait, à quelques kilomètres de sa capitale, dans une vaste et agréable maison au milieu des bois. Je la connais-

sais; j'y avais déjà reçu l'hospitalité dans des temps plus heureux. Je serais là parfaitement à l'aise pour travailler, à proximité des nouvelles; en cas d'urgence, je pouvais me transporter, soit à Vichy, soit à Clermont en une heure de voiture. La combinaison répondait à tout, et je savais que l'offre était amicale. Je partis donc sur-le-champ avec Thivrier et avec Marx Dormoy qui rentrait à Montluçon, et je m'installai le soir même, c'est-à-dire le soir du jeudi 4 juillet.

★

Le lendemain, on me transmit enfin de Clermont une communication émanant du général Colson, que j'avais connu Chef de l'État-Major de l'armée, et qui était alors ministre de la Guerre. Un groupe intact du 182<sup>e</sup> d'artillerie, le régiment de mon fils avait son cantonnement dans le Cantal, dans un bourg important, du nom de Maurs. Le Colonel du régiment était à Maurs, mais le groupe où mon fils commandait une batterie n'était pas celui de Maurs.... Je me promis de passer par Maurs et d'interroger le Colonel de vive voix lorsque je rentrerais à l'Armurier après la session de l'Assemblée nationale, sur laquelle Thivrier et Dormoy, qui l'un ou l'autre allaient faire un tour à Vichy chaque après-midi, me rapportaient des détails de plus en plus circonstanciés.

D'ailleurs, la presse et la radio officielles s'étaient mises de la partie et commençaient la préparation méthodique de l'opération. L'Assemblée siègerait le mercredi 10 juillet; la veille, mardi 9 juillet, la Chambre et le Sénat se seraient réunis séparément pour voter les résolutions distinctes décidant selon la formule consacrée, qu'« il y avait lieu de réviser les lois constitutionnelles » et servant par conséquent de fondement légal à la convocation de l'Assemblée. Mais, avec ces renseignements d'ordre pratique, circulaient d'autres nouvelles, vraiment bouleversantes celles-là, bien qu'à la réflexion elles fussent logiques et conformes au mouvement naturel des événements. Le projet de Laval n'était pas de soumettre aux deux chambres d'abord, puis à l'Assemblée, un texte de révision succinct peut-être, mais précis et positif; ce n'était même pas d'appeler les Chambres et l'Assemblée à se prononcer sur des règles d'ordre général dont le développement ultérieur en lois ou en actes serait remis au pouvoir exécutif. Non, ce que Laval entendait exiger c'était une délégation en blanc, une délégation totale, globale, du pouvoir constituant au profit du maréchal Pétain. L'Assemblée possédait ce pouvoir aux termes de la Constitution, mais elle n'en userait que pour s'en dessaisir aussitôt et pour le remettre d'un coup, tout entier, entre les mains d'un homme unique. On déposerait la France sur ses genoux, comme une matière inerte et plastique, en lui disant :

« Allez, elle est à vous, vous êtes le maître; façonnez-la à votre gré... » On préparait ainsi non pas même la restauration d'une monarchie, mais l'instauration d'une tyrannie, au sens propre du terme.

L'attentat était sans précédent dans notre histoire; cela passait même le 18 brumaire et le 2 décembre. En brumaire, ce qui restait des Assemblées n'avait pas délégué le pouvoir constituant au général Bonaparte seul, mais à un collège, et sous la caution des grandes lois républicaines que personne n'était en possession d'abroger. En décembre, le Prince-Président se l'était arrogé pour lui tout seul, mais encore était-il l'élu du peuple, et un plébiscite populaire l'avait-il confirmé dans sa mission. Sans doute, les deux coups d'état napoléoniens s'étaient exécutés par la force des armes, dont jusqu'à présent le maréchal Pétain et Laval n'annonçaient pas l'intention d'user. Mais, à bien des égards, l'application franche de la force était encore moins révoltante que cette monstrueuse parodie de légalité. La brutalité dégrade moins que l'hypocrisie. La contrainte lèse moins le droit qu'un faux consentement violé. On allait mettre la République à néant par l'abus tortueux d'une procédure républicaine! On allait détruire les Assemblées par un simulacre dérisoire de leur jeu légal! On allait maquiller le renversement de la Constitution sous un faux air de régularité constitutionnelle. Non, vraiment, c'était trop fort!

Aussi ne fus-je pas surpris d'apprendre, par Dormoy et Thivrier, que, même dans le milieu parlementaire de Vichy, les premières réactions étaient hostiles, irritées. Le vendredi, le samedi, le dimanche, les affidés de Laval et de Marquet avaient continué à tenir leurs petits colloques éducateurs; Déat, Bergery, Spinasse dirigeaient comme à l'ordinaire le travail de catéchisation; mais une résistance spontanée se manifestait déjà. Flandin, que l'avance allemande avait surpris dans sa maison de campagne du Morvan, en zone occupée, venait d'arriver à Vichy. On m'assurait qu'il était allé trouver tout droit le Maréchal pour lui porter la plus véhémence protestation, qu'il avait brisé net avec Laval; les deux hommes d'ailleurs ne s'aimaient pas, et, dans le passé, n'avaient guère eu à se louer l'un de l'autre. Les groupes d'anciens combattants de la Chambre et du Sénat s'étaient réunis et refusaient d'adhérer au projet Laval; ils annonçaient même l'intention d'opposer à son texte un contre-projet. L'état d'esprit d'hommes comme les présidents Jeanneney et Herriot m'était connu d'avance, mais ce qui valait la peine d'être noté, c'était l'opposition, dès à présent déclarée, des républicains du centre comme Bonnefoy et Louis Marin, et aussi des catholiques libéraux du type Champetier de Ribes, ceux que, dans notre nomenclature des partis politiques, on appelait les démocrates populaires. Le dimanche et le lundi matin, Dormoy vit passer à Montluçon quelques députés socialistes

qui, touchés par les appels radiophoniques français ou par les citations allemandes, accouraient de la zone occupée; tous respiraient la même indignation. Qui sait? Laval en serait peut-être pour sa courte honte; l'événement allait peut-être nous prouver que l'astuce cauteleuse et la fourberie ne suffisent pas à toutes les circonstances humaines. Pourquoi Laval me rappelait-il toujours le mot atroce du grand Retz sur Mazarin : « Il est le premier qui ait apporté la filouterie dans le Ministère. »

Mais comment le Maréchal s'était-il laissé attirer dans une équipée si misérable? Il y avait là, pour moi, une énigme que j'essayais en vain de déchiffrer. Je l'avais rencontré à d'assez fréquentes reprises, mais seulement dans des occasions officielles. J'avais été frappé et je puis dire séduit, comme tous ceux qui l'approchaient, par la noblesse de sa stature et de son port, par le regard simple et bon de ses yeux bleus à fleur de tête, par l'air de gravité et de noblesse qu'exprime son beau visage. J'avais toujours rendu pleine justice à son rôle pendant la guerre de 1914. Mêlé de la coulisse aux débats intimes du Gouvernement, confident et parfois conseiller des ministres socialistes, Sembat, Guesde, Thomas, lié de longue date avec nos anciens camarades Briand et Viviani, ami de Paul Painlevé depuis ma jeunesse, je savais comment Joffre, quittant le commandement des armées, s'était appliqué à en écarter Pétain, alors appelé par la voix publique du front, pour y installer après lui le général Nivelles. Je savais comment Painlevé, après l'offensive générale du 16 avril 1917, montée par Nivelles et dont il espérait un succès offensif, avait enfin désigné Pétain. L'armée et la nation venaient de tomber du haut d'un bien grand espoir. Je me souviens fort précisément que le lundi de Pâques, peu de jours avant l'offensive, j'avais déjeuné avec Briand chez une amie commune; son second cabinet avait tout juste cédé la place, après un incident confus de Comité secret, au Ministère Ribot-Painlevé; nous étions repartis ensemble à pied, et je l'entends encore me dire, en me serrant le bras, tandis que nous montions vers le Bois la rue de la Faisanderie : « C'est dur tout de même de s'en aller trois semaines avant la victoire... » La déception avait donc dû être cruelle; pour l'armée, elle avait été sanglante et s'était traduite par des effets de toutes sortes, et même par des mutineries durement réprimées. Les mains calmes et humaines de Pétain avaient pansé cet état saignant; il avait repris l'armée en mains, il lui avait rendu confiance par une suite de petites opérations à objectif limité, et d'un succès presque assuré; il l'avait ainsi réentraînée peu à peu ou plutôt rééduquée, et mise en mesure de faire front aux terribles offensives allemandes du printemps de 1918. Ce n'était pas lui qui avait remporté la victoire, mais c'est lui qui avait mis l'armée en état d'attendre, durant quinze mois, le moment de la victoire, c'est-à-dire l'entrée en ligne des tanks légers et des divisions américaines.

Tel était resté dans mon souvenir et dans ma pensée le Pétain de la guerre. Je savais que de grands témoins comme Clemenceau, Poincaré, Joffre, avaient porté sur lui un jugement moins respectueux, mais j'étais cependant resté convaincu que, pendant l'année qui a suivi le désastre d'avril 17, il avait rempli un rôle salutaire et dont seul peut-être il était capable. M'étais-je mépris? Comment l'attitude présente du Maréchal était-elle compatible avec ce noble passé de soldat? Fallait-il s'en prendre au grand âge? car, en 1914, au début de l'autre guerre, alors simple colonel, il approchait déjà la limite d'âge de son grade, c'est-à-dire la soixantaine. Fallait-il désormais voir en lui un vieillard débilisé, vidé de toute pensée propre, soumis à un entourage intime dont les intrigues ou les flatteries le maniaient à leur gré? L'explication était plausible : plus d'un incident récent montrait à quel point le Maréchal était dépourvu de résistance devant l'influence, devant la commotion du moment. A Bordeaux, son cabinet à peine formé, sur le vu d'une note de police aussi vague qu'absurde, il avait brusquement ordonné l'arrestation de Georges Mandel, son collaborateur de la veille dans le cabinet Paul Reynaud. L'acte avait été public, scandaleux et bien entendu contraire aux dispositions élémentaires de la loi pénale comme de la Constitution républicaine. Deux heures plus tard, sans que Mandel, hautain et sarcastique, eût daigné fournir la moindre explication, il l'avait fait relâcher en le lestant d'une lettre d'excuses formelle. L'incident avait paru ridicule, mais il était significatif, et je conviens qu'il me revient de lui-même à la mémoire chaque fois que l'opinion publique me paraît s'interroger sur les dispositions réelles du Maréchal ou s'étonner de ses incohérences.

Je me demandais toutefois si des causes d'un autre ordre ne venaient pas s'ajouter à cette faiblesse versatile et, pour dire toute ma pensée, si ce noble soldat n'avait pas subi lui-même la contagion de ces tares et turpitudes du régime parlementaire que ses messages dénonçaient à toute occasion. Tout se passait en somme depuis six ou sept ans comme s'il avait contracté ou comme si on lui avait inoculé l'ambition du pouvoir politique. On conçoit sans peine qu'il ait pris part comme ministre de la Guerre au cabinet Gaston Doumergue, constitué au lendemain d'une émeute dangereuse, dans une intention visible de concorde nationale. Mais comment s'expliquer qu'un an après ce 6 février, Fernand Bouisson ait pu l'enrôler comme ministre d'État — et cela dès son premier appel — dans son cabinet éphémère? Que l'appétit du pouvoir se fût formé naturellement en lui, ou qu'on l'eût excité du dehors, le résultat était le même : dès cette époque il se posait comme un homme national, mais dans la vie politique. Si l'insurrection du 6 février avait été victorieuse, si, au soir de la victoire, ses chefs avaient constitué un gouvernement de coup d'État, il est vraisemblable que le Maréchal en eût été membre. Bien des

indices permettent de supposer qu'il avait entretenu des contacts avec le complot dit de la Cagoule, étouffé en 1937 par l'énergique vigilance de Marx Dormoy, alors ministre de l'Intérieur. J'ai déjà dit qu'à partir de septembre 1939, c'est en se couvrant du nom et sans doute de la personne du Maréchal que Laval avait amorcé son intrigue. Jusqu'où allait leur connivence, je l'ignore, mais ce que je me rappelais fort bien, c'est l'étrange incident qui s'était produit lorsque Daladier, quelques semaines après l'entrée en guerre, s'était avisé de refondre et de fortifier son gouvernement. Il avait alors sollicité la collaboration d'Herriot, à qui il proposait, au lieu et place de Georges Bonnet, le portefeuille des Affaires étrangères. Herriot avait accepté; au cours de l'entretien, consulté par Daladier sur l'aménagement d'ensemble de la combinaison, il lui avait suggéré de faire appel au Maréchal, alors ambassadeur à Madrid; sur quoi il était allé passer deux ou trois jours dans sa ville de Lyon. Daladier, sensible au conseil, avait convoqué le Maréchal à Paris et lui avait fait son offre. Le Maréchal s'était dit d'accord en principe, mais avait demandé quarante-huit heures avant de fournir sa réponse définitive. Le délai passé, il avait refusé par une lettre où la formule la plus apparente était une condamnation insultante d'Herriot et de toute la politique passée des Gauches, mais dont le fond contenait déjà, à le bien examiner, un programme de gouvernement, marquait une prise de position pour un avenir jugé prochain. Oui, la chose était claire : depuis longtemps déjà on avait accoutumé le Maréchal à l'attente de l'autorité suprême, dévolue dans un jour de trouble ou de malheur, et, pour atteindre le but, il s'était entraîné à des passes assez subtiles.

Après tout, il n'y avait rien là-dedans qui dût surprendre à l'excès. Comme au temps du premier Empire napoléonien, nous vivions dans un temps où toutes les destinées étaient devenues possibles. Des hommes, inconnus la veille, avaient ramassé des sceptres et des couronnes dans la confusion des peuples en détresse. Dans quel roman d'aventures aurait-on imaginé des biographies comme celle de Hitler, de Mussolini, de Staline? « On n'oserait pas rêver comme ils ont vécu », ainsi qu'a dit Saint-Simon d'un aventurier moins redoutable. Qu'y avait-il d'étonnant qu'un maréchal de France eût formé, ou accueilli, le rêve de voir un jour l'autorité royale posée sur son front, avant de mourir.

★

L'Assemblée devant siéger le mercredi, la Chambre et le Sénat le mardi, je pensai qu'il était opportun de provoquer, dès le lundi, un entretien commun entre les élus socialistes qui se trouveraient présents à Vichy. Il ne pouvait s'agir d'une réunion ordinaire, régulière, du Groupe parlementaire, car nos règles ordinaires avaient évi-

demment subi, comme tout le reste, l'atteinte du désastre, et sans doute sans mieux résister. Le statut du Parti socialiste soumettait ses élus parlementaires à une discipline stricte, mais librement et volontairement acceptée : toute question était débattue par le Groupe avant de l'être par la Chambre ou le Sénat, et la décision prise par la majorité emportait le vote collectif, unanime du Groupe tout entier. Où était aujourd'hui la majorité ? Je n'en savais rien. Pendant toute la durée de la guerre, elle s'était fixée autour des idées que je développais chaque jour dans *le Populaire* et même elle s'était constamment accrue et consolidée sur cette position. Mais le Groupe ne s'était pas réuni depuis la première semaine de juin ; ses membres s'étaient dispersés ; quelle avait été, sur chacun d'eux, la réaction individuelle du drame et de son dénouement précipité ; lesquels d'entre eux, d'ailleurs, quitteraient pour Vichy leur poste, leur retraite, leur cachette ? Tout calcul de prévision, tout pointage étaient impossibles, et à quoi auraient-ils servi ? Dans des circonstances comme celles où nous nous trouvions jetés, aucune règle collective ne pouvait s'imposer à la conscience personnelle. Aucune décision de majorité ne m'aurait obligé à signer de mon vote l'approbation de l'armistice ou la destruction du régime républicain, et je pensais bien qu'il en était de même, bien qu'en sens contraire, pour Paul Faure, pour Charles Spinasse, pour tous ceux de mes camarades dont les sentiments profonds, contraints depuis l'entrée en guerre, devaient trouver dans le désastre une libération, et même une apparente justification. Iraient-ils cependant jusqu'à livrer et exécuter la République comme coupable de la guerre ? Cela, je ne le croyais pas. Mais cependant nous ne pouvions faire autre chose que de prendre contact, que de nous reconnaître entre nous, que de chercher à dégager malgré tout quelques principes communs... Voilà quelles pensées j'achevais d'agiter tandis que notre voiture pénétrait dans Vichy ; un Vichy qui, depuis quatre jours que je l'avais traversé, ne se ressemblait plus, déjà plein d'une foule confuse, suspecte et bourdonnante, bien que sur la route on se heurtât sans cesse aux barrages d'une gendarmerie plus vigilante qu'aux armées et que, dans la ville même, la police, la garde mobile et la cavalerie occupassent militairement chaque carrefour.

Il était entendu que nous nous rencontrerions à 4 heures de l'après-midi, dans le hall d'un hôtel réquisitionné où notre camarade Rivière, encore ministre des Colonies, logeait avec ses bureaux. Rivière, Georges Monnet, Dormoy, Thivrier s'étaient chargés de faire passer le mot d'ordre d'hôtel en hôtel et de groupe en groupe. En attendant, j'épanchais avidement avec mes amis les plus proches les pensées qui avaient bouillonné en moi dans ma solitude campagnarde. Je m'aperçus tout de suite, à mon grand ennui, que sur un point essentiel, qu'ils tenaient, eux, pour une simple question

de tactique et qui me paraissait à moi une question de principe, nous n'étions pas tout à fait d'accord. L'opération montée par Laval devait, je m'excuse de le rappeler encore, s'exécuter en deux temps. La Chambre et le Sénat réunis séparément décidaient d'abord, chacun de son côté, qu'il y avait lieu de réviser les lois constitutionnelles ; après quoi ils se confondaient l'un dans l'autre pour former l'Assemblée nationale, dotée du pouvoir constituant et par conséquent compétente pour examiner et adopter un texte défini de révision. Après avoir longuement médité là-dessus, dans le jardin et dans les bois de Comentry, je rapportais un avis formel. La bataille devait être engagée dans les séances séparées de la Chambre et du Sénat, sans attendre la séance de l'Assemblée ; avant même de chercher quel projet de révision nous serait soumis, nous devions déclarer : « il n'y a pas lieu » à révision.

Ce n'est pas possible, me répondaient Georges Monnet, Jules Moch, Vincent Auriol et même Marx Dormoy, bien qu'en son for intérieur il hésitât entre les deux partis. Ce n'est pas possible : depuis que le Parti socialiste existe, il s'est toujours déclaré l'adversaire de la Constitution de 1875 ; il l'a dénoncée à toutes les tribunes du pays comme un produit du conservatisme bourgeois et de la réaction orléaniste, et aujourd'hui il se poserait comme son défenseur, sans doute comme son défenseur unique ! D'ailleurs, ajoutaient mes amis, l'opinion publique s'est prononcée bien nettement, et nous ne pouvons aller à rebours de ses exigences. La France reste attachée à la République, c'est bien certain ; en revanche, le dégoût lui est venu du régime parlementaire tel qu'il se pratiquait depuis vingt ans, ou depuis un demi-siècle ; elle sent confusément, mais avec force, que les vices de ce régime sont pour quelque chose dans le désastre. Ces vices, pendant longtemps, nous avons été seuls à les flétrir ; serons-nous seuls aujourd'hui à les couvrir. Personne ne nous comprendrait. Nous ne pouvons pas prendre vis-à-vis de la révision une position de refus préalable, de dénégation *a priori*. Acceptons le principe, puis reportons et concentrons notre effort sur les modalités. Là nous nous battons à fond, car nous nous battons sur un terrain solide. Faisons bien entendre au pays que nous avons toujours été les partisans de la révision, que nous le sommes restés, mais que nous rejetons cette révision-là, qui est le suicide du Suffrage universel, et l'assassinat de la République...

Je ne pouvais contester, bien entendu, ce qu'il y avait de force et de pertinence dans des arguments comme ceux-là, mais je m'efforçais de montrer à mes amis qu'ils s'appliquaient à une question tout autre que celle qui était posée devant nous. On va nous demander, leur disais-je, « s'il y a lieu ou non » de réviser la Constitution de 75. S'il y a lieu ? c'est-à-dire si c'est le temps ou non, si c'est l'occasion ou non. Eh bien ! ce n'est pas le temps, ce n'est pas l'occa-

sion. Le temps et l'occasion, tout au contraire, prononcent une interdiction absolue. Après la guerre, c'est entendu, s'il existe encore une France libre, vous aurez à refaire la Constitution comme le reste. De grands changements seront alors inévitables. Je l'ai dit un jour à Bordeaux, vous vous en souvenez, sous les regards avides de Bergery, sous les sourires prometteurs de Piétri qui me voyait déjà converti au bonapartisme. Il n'y a pas d'exemple, dans l'histoire moderne, qu'un régime politique ait survécu, intact, à un désastre militaire de cette grandeur. Ce ne serait pas moi, d'ailleurs, si j'étais encore pour quelque chose dans la vie politique, qui vous détournerais de procéder hardiment : j'ai toujours manqué d'enthousiasme pour l'œuvre timorée et sournoise des Dufaure et des Laboulaye. Vous m'avez entendu répéter bien des fois qu'une de nos grandes erreurs était de confondre Parlementarisme et Démocratie; ce n'est pas le régime parlementaire qui fait la Démocratie, mais le suffrage universel. Nous discuterons cela tant que vous voudrez, mais après la guerre; aujourd'hui nous n'en avons pas le droit, parce que nous ne sommes pas libres. Transformer la loi fondamentale de la nation, quand les deux tiers de son territoire sont occupés, quand chacun de ses gestes vitaux est soumis à l'arbitraire du vainqueur, je ne concevrais pas de pire honte. Comment, d'ailleurs, une révision opérée dans le moment présent, pourrait-elle produire un résultat stable? Si l'Allemagne est finalement vaincue, comme nous le voudrions tous, il ne subsistera pas le moindre vestige de l'œuvre de Laval. Si elle devait être victorieuse, supposez-vous qu'elle s'en contente? Elle révisera elle-même la révision. Je conviens que pour faire face à une situation comme celle que l'armistice a laissée, l'Exécutif a besoin de grands pouvoirs, mais ne les détient-il pas? A-t-il eu besoin de réviser la Constitution pour signer l'armistice, c'est-à-dire pour prendre la décision la plus grave qui puisse incomber à un gouvernement, sans la moindre consultation des Chambres, sans le moindre contact avec elles? La crise ministérielle de Bordeaux, dans les conditions où elle s'est produite, n'était pas un événement politique négligeable; le Maréchal a-t-il songé un seul instant à présenter aux Chambres le nouveau Gouvernement? La révision ne peut donc se justifier par aucune nécessité pratique... Mais je ne veux pas insister sur ces raisons subalternes. Je reviens à celle qui prime tout : les représentants élus d'un peuple attendent, pour régler son sort, qu'il soit débarrassé de l'ennemi...

Je ne parvins pas à convaincre mes amis. Ils tenaient bon pour laisser passer sans débat la résolution séparée des Chambres et pour ne manifester d'opposition qu'à l'Assemblée. Quelques conversations rapides leur avaient permis de présumer — et, en fait la conjecture était fondée — que des opposants du Centre comme MM. Bon-

nevay et Champetier de Ribes, préconisaient la même tactique. A l'Assemblée, toutes les oppositions groupées pourraient ainsi former une minorité imposante; qui sait? peut-être une majorité. Je m'inclinai donc en silence, ou plutôt je me résolus à ne pas me séparer publiquement de mes amis les plus proches, et j'indiquai tout de suite que le lendemain matin, à la Chambre, je ne votai pas contre, mais que je m'abstins; peu de sacrifices m'ont d'ailleurs été plus cruels.

C'est dans ces dispositions un peu amères que je me rendis à la conférence organisée à l'hôtel qu'habitait Rivière. L'assistance était plus nombreuse que je ne m'y fusse attendu. Le Groupe socialiste, au grand complet, comprenait tout près de cent quatre-vingts députés ou sénateurs : plus du tiers étaient assis dans la salle. De très nombreuses arrivées étaient annoncées pour le soir et le lendemain matin. S'il en allait pareillement pour les autres groupes, Laval aurait son quorum réglementaire, — ce qui le délivrerait d'un premier embarras dont, à vrai dire, il ne s'était jamais beaucoup soucié. Quelques élus socialistes que je savais présents à Vichy, comme Spinasse, Rives, Rauzy, n'avaient pas agréé le rendez-vous, mais leur abstention n'avait rien de surprenant; leur parti sans doute était pris, alors ils n'avaient rien à faire au milieu de nous et ils avaient beaucoup à faire au dehors. Il avait été convenu que notre conférence n'aurait pas le caractère d'une réunion régulière; précisément parce que j'étais le président officiel du Groupe, je me refusai donc de la présider, et ce fut mon ami Félix Gouin, député d'Aix-en-Provence, qui s'en chargea à ma place.

Dès les premiers propos échangés, je m'aperçus avec un sentiment de soulagement et de joie indicible que l'accord se formait spontanément pour la grande majorité d'entre nous. Il y avait dans cette salle des hommes se rattachant à des courants très divergents de la pensée socialiste. Quelques-uns m'étaient connus depuis longtemps pour des pacifistes purs, absolus, du type tolstoïen ou objecteur de conscience. Peut-être à la nouvelle de l'armistice, leur premier réflexe avait-il été d'en ressentir uniquement le résultat immédiat, c'est-à-dire l'arrêt de la bataille, la fin de l'hécatombe, la ligature appliquée au flux de sang. N'importe, aujourd'hui, chez eux comme chez les autres, la conscience socialiste et républicaine s'était dressée. A peine, au début de l'entretien, entendit-on les réserves timides d'un très petit nombre de camarades qui, sans vouloir formuler encore un avis, stipulèrent, comme je m'y attendais et comme il était légitime, la liberté éventuelle de leur vote. Mais ces précautions gênées n'altéraient pas la tonalité de l'ensemble. Le Socialisme était résolu à ne pas livrer la République. Le débat ne porta que sur les moyens, sur le choix de la tactique la plus expédiente. On voulut connaître mon avis; je le fis connaître en peu de mots, car je m'aperçus aussi-

tôt que l'opinion qui n'était pas la mienne était unanimement partagée. Ainsi, on laisserait « passer tout seul », le lendemain, le principe de la révision, et le surlendemain seulement, on engagerait, dans l'Assemblée nationale, une bataille résolue qui n'était pas sans espoir.

Chacun apportait son récit, sa petite anecdote, plus ou moins exactement vérifiée, mais toujours réconfortante. Le groupe des Anciens Combattants du Sénat, composé pourtant dans sa majorité de Républicains fort pâles, refusait décidément son concours. Le président de la République, Albert Lebrun, à qui Laval et ses amis ne pardonnaient pas de leur avoir tenu tête à Bordeaux, dont ni la personne ni la fonction n'auraient plus de place dans la Constitution nouvelle, mais de qui l'on aurait voulu se débarrasser « en douceur » avant le vote pour n'avoir pas à le chasser, avait refusé de se démettre spontanément. M. Flandin qui, en effet, était arrivé à Vichy dans la journée du samedi, n'acceptait pas la délégation pure et simple du pouvoir constituant; il en avait assuré le président Lebrun et l'avait signifié à Laval. Soit dit entre parenthèses, on me confia deux ou trois jours plus tard, qu'entre Laval, M. Flandin et le président Albert Lebrun, les choses s'étaient passées un peu différemment. Il était exact que M. Flandin avait vu Laval et lui avait déclaré son opposition formelle. Mais Laval avait discuté, traité, promis en fin de compte quelques concessions essentielles, dont je n'ai d'ailleurs pas connu la substance. En contrepartie, Laval avait demandé à M. Flandin et obtenu de lui un service signalé : voir le président Albert Lebrun, obtenir sa démission en faisant appel à son patriotisme! M. Flandin avait accepté; il avait réussi dans son ambassade, obtenu la démission; sur quoi, Laval, tranquille désormais de ce côté, était revenu sans le moindre scrupule sur les concessions promises. Il devait d'ailleurs jouer exactement la même comédie avec les Anciens Combattants du Sénat. Mais, dans l'instant, tous ces propos échangés avec une satisfaction fébrile nous fortifiaient dans le sentiment que les éléments de la résistance républicaine surgissaient d'eux-mêmes, de toutes parts, et qu'il ne restait plus qu'à les assembler, qu'à les ordonner. Pour cette tâche de coordination, de direction, deux hommes étaient d'avance investis par leurs fonctions mêmes; c'étaient les présidents des deux assemblées élues de la République, MM. Jeanneney et Édouard Herriot. On décida donc, et ce fut notre seule résolution, d'envoyer quelques-uns de nous en délégation à l'un et à l'autre. Nos plénipotentiaires, dont Marx Dormoy et Georges Monnet prirent respectivement la tête, avaient en fait charge de faire savoir aux deux présidents que nous les tenions pour les protecteurs désignés des institutions républicaines, que nous nous confiions en eux pour cette tâche et que de leur côté ils pouvaient compter totale-

ment sur nous. La conférence alors se dispersa, et comme nous devions repartir ensemble de Vichy, Dormoy et moi, lui pour Montluçon, moi pour Commentry, qui restait mon gîte ou mon port d'attache, j'attendis son retour dans le salon de l'hôtel où s'était tenue la réunion et qui servait de cabinet à Rivière.

★

J'étais fier, j'étais presque heureux; pour la première fois depuis trois semaines, je revivais. Devant l'audace de l'attentat, le groupe socialiste s'était ressaisi, la conscience socialiste s'était reformée. Certaines absences étaient significatives; certaines réserves ou certains silences ne l'étaient pas moins. Mais la majorité, la très grande majorité s'était prononcée fortement, sans discussion, sans trace de débat intérieur, avec la vision claire et décisive du devoir à accomplir. Si les renseignements déjà recueillis se confirmaient, je pouvais compter que nos camarades attendus pour le soir et le lendemain, surtout ceux qui venaient de la zone occupée, arriveraient dans les mêmes dispositions. Allons! ce n'était pas fini, la République n'était pas morte. On obligerait Laval sinon à reculer, du moins à céder, à composer; on arracherait les ongles de son projet liberticide; on en pomperait le venin...

Sur ces entrefaites, entra Rivière, qui avait été retenu toute l'après-midi à un Conseil des ministres. Il me demanda des nouvelles de la réunion; je les lui donnai et lui en demandai en retour. « Laval ne nous a mis au courant de rien, me dit-il; tout se traite en dehors du cabinet, entre le maréchal et lui. En revanche, Darlan nous a fait part de quelque chose d'ennuyeux, de sérieux... — Quoi donc? — Notre flotte de la Méditerranée était à l'ancre, depuis l'armistice, dans la rade de Mers-el-Kébir, à côté d'Oran. Une escadre anglaise vient de l'attaquer par surprise au mouillage. Il y a des bateaux coulés. Il y a des morts. Il y en a d'ailleurs des deux parts, car nos bateaux se sont défendus... » Je me récriai : « Que me racontez-vous là? Ce n'est pas possible!... » Rivière me répondit : « C'est certain. On vient de nous lire, au Conseil, les dépêches de l'Amiral et du général Noguès. » Je pressai Rivière de questions : « Voyons, les Anglais n'ont pas attaqué sans motif? Il y a quelque chose. Que faisait notre flotte? Les Anglais n'ont-ils pas surpris quelque mouvement suspect? En débattant l'armistice on a refusé de la livrer aux Allemands et aux Italiens, mais ne préparait-on pas quelque transaction subreptice? Vous savez mieux que moi que ces gens-là sont capables de tout... ». Rivière me répondit qu'il ne pouvait pas me donner d'explications, puisqu'on n'en avait donné aucune au Conseil, qu'on s'était borné à y lire les dépêches, qu'il ne connaissait donc que le fait, mais que le fait était indubitable....

Sans me départir d'un fond d'incrédulité, l'esprit ayant de la peine à croire ce qu'il ne peut comprendre, je restai d'abord atterré. L'accident était bien grave et par surcroît il tombait bien mal. L'Anglais a été pour les Français, six siècles durant, « l'ennemi héréditaire »; ranimer cette haine séculaire dans les profondeurs de l'opinion française est toujours, hélas! une opération aisée et fructueuse. La propagande ennemie s'y était appliquée dès le début de la guerre; Laval et sa troupe l'avaient reprise en main depuis Bordeaux. Animosité contre l'alliée de la veille, alliance soumise avec l'ennemi, abandon de ce qui restait de la France au Maréchal et à Laval, tout cela se tenait; c'était là les pièces étroitement ajustées d'un même système. Le canon de Mers-el-Kébir allait préparer et couvrir l'assaut contre la République. Pourtant, les quelques centaines d'hommes qui se réuniraient le lendemain au Grand Casino de Vichy avaient une culture, une habitude politique. Ils feraient le départ des choses; ils soupçonneraient bien que cette désolante affaire n'avait pas éclaté toute seule, que l'Angleterre, après tout, n'avait aucune raison de prendre vis-à-vis de la France une initiative si méchante, si brutale; son intérêt patent, tout au contraire, était de se concilier l'opinion française, fût-ce contre le Gouvernement français. L'affaire dissimulait donc, de toute évidence, quelque machination qui se révélerait tôt ou tard, et la moindre réflexion ne pourrait inspirer, à l'égard de Laval, qu'un surcroît de méfiance. Tel fut aussi le sentiment de Marx Dormoy, qui revenait de son ambassade auprès du président Jeanneney ayant obtenu de lui des assurances d'ordre général, mais tout à fait formelles et énergiques. Nous quittâmes ensemble Vichy. La confiance et l'espoir que la conférence du groupe avait ranimés en nous demeuraient intacts.

★

La journée du lendemain mardi devait être occupée par les réunions séparées des deux Assemblées : Chambre le matin, Sénat l'après-midi. L'une et l'autre seraient d'ailleurs de pure forme, puisque, sur le principe même de la Révision, aucune contestation n'était plus à prévoir. Nous arrivâmes de bonne heure au Grand Casino, hâtivement aménagé en Palais législatif. La salle de théâtre servait de salle de séance tout comme à Versailles; le hall très vaste qui la précède et la dessert servait de salle des pas perdus. A peine étions-nous arrivés au Casino, à travers des barrages de troupe et de police encore plus fréquents et plus denses, à peine avions-nous mis le pied dans le hall, regardé autour de nous, coudoyé les premiers groupes, et j'avais déjà la perception, la commotion d'un changement. Des hommes que j'avais vus la veille, à qui j'avais parlé, serré la main, n'étaient plus les mêmes. Un changement s'était produit en effet, et il devait s'accroître encore bien davantage jusqu'au lendemain.

Le spectacle qu'il me faut décrire maintenant est affreux. Des mois se sont écoulés, et aujourd'hui encore, tandis que je l'évoque, la honte me monte au visage et une amertume serre ma gorge. Quelle scène! Comme je voudrais que le souvenir pût en être aboli; comme je voudrais surtout l'avoir oubliée moi-même! Les hommes qu'on voyait tourner dans ce hall, se grouper, se séparer, se chercher à nouveau, semblaient plongés dans on ne sait quel affreux mélange, dans un bain corrompateur d'une telle puissance que ce qui le touchait un instant en sortait empoisonné. Le venin opérait à vue d'œil, on assistait à sa marche. J'ai expliqué dans quelle disposition courageuse, déterminée, j'avais quitté la veille la plupart de mes camarades. Ainsi qu'on me l'avait laissé prévoir, les nouveaux venus, sitôt débarqués, avaient manifesté une résolution encore plus énergique. Tous les élus de Bretagne, par exemple, sans nulle distinction de parti, jetaient feu et flamme; ils avaient été révoltés, dès le début de l'occupation, par la mise en train de la machination autonomiste; ils maudissaient les clauses de l'Armistice; ils enveloppaient tous les actes et desseins du Gouvernement Pétain-Laval dans la même réprobation indignée!... Mais ils étaient maintenant à Vichy. Depuis leur arrivée, ils trempaient, eux aussi, dans le bain vénéneux, et la contagion avait agi. En quelques heures, les pensées, les paroles, les visages mêmes étaient devenus presque méconnaissables. Il semblait, à la vérité, que quelque cinéaste de génie eût voulu peindre dans un « dessin animé » la propagation de la peur. Car le poison qu'on voyait ainsi agir sous ses yeux, c'était la peur, tout bonnement, la peur panique.

Comment le fléau avait-il cheminé jusqu'à ce brusque éclatement? Je n'avais, pour ma part, nulle peine à l'imaginer; j'avais déjà assisté à ce genre de travail, quoique sur une moindre échelle et dans des moments moins redoutables; je voyais bien comment avaient dû opérer Laval et ses affidés intimes depuis que le parti de la Révision dictatoriale était arrêté. Laval avait entrepris tour à tour, en tête à tête, à mesure que l'occasion les mettait sous sa coupe, tous les parlementaires, journalistes, agents quelconques du milieu politique, qu'il sentait accessibles et pénétrables. Il les avait tour à tour, je ne dirai pas convaincus, mais infectés. On doit reconnaître, en toute équité, qu'il est incomparable dans ce maniement, dans ce tripotage d'homme à homme; c'est même ce don que, ramenant toutes choses à sa propre mesure, il confond avec le génie diplomatique; pour chacun il avait su trouver le langage approprié à son caractère, à sa situation particulière, mais aussi à ses intérêts et à ses besoins. Il avait offert des postes, comme jadis il promettait des portefeuilles. Toute révolution politique excite une curée : elle impose ou permet des coupes sombres dans les fonctions publiques; en même temps, elle crée nécessairement de nouveaux organes,

répondant au nouveau régime, et qu'il faut pourvoir. Laval avait offert des ambassades, des préfectures, comme des postes de commissaires généraux et de gouverneurs de province. Sans doute, au départ, n'avait-il pu appâter qu'un nombre assez restreint de complices. Mais sitôt capté, chacun s'était fait à son tour capoteur; sitôt gagné par la contagion, chacun était devenu un foyer. Les thèmes corrupteurs s'étaient ainsi communiqués de proche en proche, et maintenant toutes ces « chaînes » convergeaient, toutes ces « boules de neige » faisaient masse sous nos yeux.

Quels thèmes? J'entendais leur rumeur foisonner de groupe en groupe. Il fallait tout craindre. Tous les dangers étaient suspendus à la fois. Danger d'un coup d'état militaire; danger d'un coup de force allemand. Le général Weygand résidait à Clermont; il était à la fois ministre de la Défense nationale et chef de l'Armée; le ministre de la Guerre dépendait de lui; tous les officiers qui commandaient dans la région avaient été tirés de son entourage direct. On connaissait son tempérament, ses opinions, ses ambitions, ses liaisons avec tous les groupes français plus ou moins teintés de fascisme. Chaque fois que, depuis vingt ans, des bruits précurseurs avaient fait redouter un *pronunciamento* contre les institutions républicaines, le nom du général Weygand y avait été mêlé. Aujourd'hui, l'occasion était bonne et il était résolu à la saisir. Il fallait donc le devancer en toute hâte, lui couper l'herbe sous le pied. Si le Parlement ne saisissait pas lui-même l'initiative, le général Weygand la prendrait sans lui, contre lui. Est-ce que la révision civile ne vaudrait pas mieux, pour des Républicains, que la Révolution du sabre? Quant aux Allemands, ils étaient aussi proches de Vichy que Weygand. Ils occupaient Moulins; ils en avaient renforcé la garnison dans ces derniers jours; en une heure leurs auto-mitrailleuses et leurs tanks pouvaient se mettre en position devant l'Assemblée. La constitution, en France, d'un État modelé sur le type hitlérien n'était-elle pas, en réalité, une des conditions implicites de l'armistice? Si le Parlement se dérobaient à l'exécution, Hitler n'hésiterait pas un instant à relever le défi. Il fallait donc prendre l'avance sur Hitler comme sur Weygand, si l'on ne voulait pas voir surgir à Vichy les cavaliers de l'un ou les chars blindés de l'autre; qui sait ce que l'un ou l'autre imposerait alors? Avec Laval, au moins, on était sûr de s'en tirer au plus juste prix. Il concéderait à la double menace ce qui était strictement indispensable pour l'éviter. Au fond, on le connaissait, on sentait bien qu'avec lui la liberté ne pouvait courir aucun risque; on le savait facile, serviable, humain : Laval tyran, le rapprochement des mots serait presque comique! Il devait tout au régime parlementaire et il en sauverait tout ce qui pouvait encore être sauvé. Il n'était pas seulement « le moindre mal »; en lui résidait l'unique espoir de salut; qu'on lui fit confiance, qu'on donnât à Hitler cette preuve de

bonne volonté, et le progrès de la situation serait rapide. Pour débiter, Laval avait obtenu l'assurance que les pouvoirs publics pourraient se réinstaller aussitôt, soit à Paris, soit à Versailles, transformé en une « cité vaticane »; une large communication serait rétablie entre les deux zones; le Gouvernement français recouvrerait l'administration réelle des départements occupés... Tout cela s'insinuait de bouche à oreille avec des façons doucereuses, mais quand on sentait la résistance, le ton changeait. Laval était bon diable et bon camarade, sans doute, mais le salut du pays devait tout primer. Il lui fallait son vote; il lui fallait même un vote acquis par une majorité écrasante. S'il s'y trouvait obligé, il briserait les obstacles. Il trouverait dans son patriotisme la cruelle énergie de châtier. Gare aux oppositions sectaires, aux répugnances pédantesques qui, en l'occurrence, prenaient le caractère d'une trahison. Laval n'était pas l'homme des procédés violents, mais rien ne l'empêcherait pourtant d'aller au bout de sa mission salutaire. Une bonne cellule permettrait de méditer à loisir sur les bienfaits des gouvernements libres. Ainsi, la prison de Laval venait consommer l'œuvre du sabre de Weygand et de la botte de Hitler...

Le propre de la peur est de ne pas raisonner. Si les pitoyables victimes de Laval avaient été capables d'une réflexion, d'un contrôle, d'un examen critique, tout cet échafaudage d'artifices serait aussitôt tombé en poussière. Le général Weygand n'avait jamais été complètement étranger à la politique et son caractère n'avait jamais inspiré une confiance entière aux Républicains. Mais le projet factieux qu'on lui prêtait était visiblement forgé de toutes pièces. Ceux mêmes qui le colportaient avec l'inquiétude la plus sincère étaient incapables d'indiquer sur quel fait, sur quel indice quelconque, ils se fondaient pour le lui prêter. L'occasion d'ailleurs eût été bien mal choisie. Un coup de main militaire peut s'exécuter au lendemain d'une défaite aussi bien qu'au lendemain d'un désastre, mais ce n'est pas le chef vaincu qui peut la tenter. Weygand était le chef vaincu; admiré d'un petit clan, il n'avait jamais été populaire dans l'armée, quelle raison de penser qu'il eût été suivi? Allons plus loin, en prêtant même au projet une vraisemblance, quel motif de préférer la réalité Laval à la possibilité Weygand, pourquoi s'abandonner à l'un par crainte de l'autre? La préoccupation qui devait primer toutes les autres était la position de la France vaincue vis-à-vis du vainqueur. L'armistice était signé, sa conclusion incombait au général Weygand plus qu'à personne. Mais, une fois signé, l'armistice, quel qu'il fût, devenait à son tour une position défensive qu'il faudrait protéger contre l'empiètement cauteleux et brutal de l'ennemi. Weygand apporterait sans doute à cette tâche moins de complaisance ou de bassesse; il était moins incapable d'un retour, d'un sursaut d'indignation, d'une révolte d'hon-

neur. Quant aux institutions républicaines, comment peser si elles avaient à redouter de lui moins ou davantage. Il n'avait jamais été républicain; et Laval? Il bâillonnerait la presse et l'opinion; Laval s'était déjà chargé de l'ouvrage. Il suspendrait ou supprimerait le Parlement; Laval faisait bien pis, il le dégradait, il le déshonorait, il le tarait, pour l'avenir comme dans le présent d'une honte ineffaçable.

La marche des tanks allemands sur Vichy n'offrait guère plus de vraisemblance que le *raid* des cavaliers de Weygand. Mais, là encore, en admettant que la menace offrît quelque consistance, en admettant même que Hitler fût décidé, au cas d'une résistance de l'Assemblée, à installer par la force le Gouvernement à sa mode et les gouvernants de son choix, ne valait-il pas mieux cent fois s'exposer ouvertement à la contrainte qu'engager la France par un faux consentement? Comment des représentants élus du pays ne le comprendraient-ils pas? Il y a des nécessités qu'on subit, mais qu'on n'accepte pas, et surtout au-devant desquelles on ne va pas, parce qu'il subsiste un honneur dans la défaite et qu'un vaincu n'est pas un vassal. S'imaginer que par prévenance aux vœux intimes de Hitler on apaiserait son orgueil et modérerait sa haine était une chimère insensée. La leçon de l'armistice n'avait donc pas servi; la blessure était pourtant assez fraîche, assez cruelle; elle saignait à toute heure du jour. Non pas : on aurait beau aller jusqu'au bout de la servilité, on n'obtiendrait pas le retour à Paris ou dans la « Cité vaticane » de Versailles; on ne desserrerait pas l'emprise allemande sur les départements occupés; on ne rétablirait pas entre les deux zones la circulation d'une vie française; on ne modifierait pas au profit de la France des conditions de paix déjà arrêtées dans l'imagination fanatique de Hitler et qui ne pouvaient dépendre finalement que d'un seul facteur : la plénitude de sa victoire. Pourquoi supposer d'ailleurs que s'il existait un moyen de fléchir ou de séduire Hitler, c'était la bassesse? Après tout, Hitler avait été un soldat; il y avait encore plus de chances qu'il fût sensible à la fermeté, au courage, à la dignité. Quant au danger personnel que pourraient courir les récalcitrants, eh bien! c'était le risque professionnel. Un élu du peuple n'est pas fait seulement pour déposer des bulletins dans une urne, parler à une tribune, faire des démarches dans des ministères et toucher une indemnité à la fin du mois; quand les circonstances le lui commandent, il doit passer, comme un soldat mobilisé, de la vie de garnison à la vie de campagne; il doit exposer, comme un soldat, sa liberté ou sa vie pour remplir le mandat qu'il a sollicité. Là est l'honneur d'un élu du peuple, et c'est cette conscience du devoir qui compense, qui rachète toutes les médiocrités du régime parlementaire. Mais au surplus, le risque était-il bien réel; s'agissait-il d'autre chose que d'un épouvantail

pour les cœurs débiles? Laval exercerait peut-être sa vengeance sur quelques réfractaires isolés, mais jetterait-il en prison le soir du vote quelques centaines de sénateurs et de députés? Il suffisait de tenir bon, de lui faire front en masse serrée, pour le réduire à l'impuissance...

Ainsi, pour se dégager du tourbillon, il n'aurait fallu qu'un moment de sang-froid, qu'un effort de réflexion. Mais on ne réfléchissait pas. On se laissait emporter, comme une foule en panique, par les courants collectifs de l'épouvante et de la lâcheté. On fuyait la discussion, et même le contact, avec ceux qu'on se désignait déjà du bout du doigt comme les irréductibles, et par conséquent comme les réprouvés, comme les condamnés. J'en faisais l'épreuve aisément, puisque je la faisais sur moi-même. Tel camarade qui, à mon entrée dans la salle, s'était précipité vers moi la main tendue, m'évitait visiblement au bout d'une heure et la composition du groupe où je l'avais aperçu dans l'intervalle, parlant à voix sourde ou écoutant tête baissée, m'aurait permis de nommer à coup sûr l'agent de la contamination. De moment en moment, je me voyais plus seul, je me sentais plus suspect. Il ne surnageait plus que quelques débris intacts à la surface de la cuve dissolvante. Le fragment d'un vers de Hugo, dans un morceau sublime des *Châtiments*, me revenait périodiquement aux lèvres : « L'abjection aux conseils misérables... » Oui, c'était bien cela; ces quelques mots d'un poète contenaient tout. Chose étrange, le hall immense et sonore n'était pas bruyant; toute cette fermentation, tout ce grouillement de décomposition, étaient presque silencieux, et dans ce silence il fallait peut-être voir un dernier reste de la honte. On se parlait par petits groupes, vite formés et dispersés; les conciliabules se tenaient à voix basse, presque à l'oreille; dès qu'on en approchait, les voix se faisaient plus basses encore, ou s'arrêtaient. Par contre, du dehors arrivaient des rumeurs tapageuses, car Doriot occupait la ville au même titre que la garde mobile, et, dès qu'on sortait du Casino, c'était pour défiler sous des bandes hurlantes, jetant tour à tour, aux hommes dont elles reconnaissaient le visage, leurs outrages féroces ou leurs acclamations furibondes.

Il y eut trois séances publiques — Chambre, Sénat, Assemblée — et, en sus, le mercredi matin, une « séance privée » de l'Assemblée, sorte de comité secret préalable tenu sur la demande de Laval. C'est dans ce comité qu'on pouvait s'épancher librement, parler « à cœur ouvert » sans souci des indiscretions de la presse et des répercussions sur la puissance occupante! Je ne relaterai pas leur histoire par le menu; quelques grands traits pourront suffire. Le comité secret ne diffère guère des séances publiques. On avait volontairement renoncé au débat dans les unes, mais il se trouvait pratiquement interdit dans l'autre. On ne s'y épancha pas, il n'y

eut pas de cœur ouvert, pas de liberté, pas même de parole, à une exception près. Tout le scénario avait été réglé d'avance avec une minutie savante. Laval redoutait, à juste titre, l'impartialité et la fermeté morale de M. Jeanneney, le président du Sénat, auquel une disposition expresse de la Constitution attribuait la présidence de l'Assemblée nationale. Mais il connaissait aussi son attachement un peu cérémonieux à la forme et le faible état de sa santé. Dès le premier engagement, M. Jeanneney fut donc attaqué, bousculé, avec une brutalité de boxeur, par Fernand Bonisson, ancien président de la Chambre, ancien et présent ami de Laval, qui réduisit le malheureux Jeanneney au silence, et s'empara haut la main de la direction effective. Dans la salle des séances, une centaine d'affidés, bien dressés et bien en mains, occupaient par petits groupes les positions dominantes, comme la claque dans un parterre de théâtre, et leurs huées étouffaient d'avance toute velléité d'opposition. « Le temps des bavardages et des palabres était révolu! Il fallait en finir! Il fallait voter! Le pays ne supportait plus des simagrées odieuses qui l'avaient conduit à sa perte!... » Et les huées redoublaient, couvraient la voix. D'autres groupes, debout contre la scène qui servait de tribune, étaient prêts à prêter main-forte et à appuyer les cris par des gestes exécutoires. Les loges et les galeries réservées au public avaient été garnies par Doriot dont la meute répondait de la voix aux Montigny et aux Tixier-Vignancour de la salle. Les grenadiers de Murat au 18 Brumaire, n'avaient pas pratiqué une police plus décisive. J'ai déjà dit que les sénateurs, anciens combattants avaient rédigé un contreprojet au texte de Laval. Ils l'avaient d'abord retiré, se fiant à certaines concessions que Laval avait fait miroiter à leurs yeux; puis, s'apercevant que Laval s'était joué d'eux, ils l'avaient repris devant l'Assemblée. Laval s'efforça d'abord d'obtenir d'eux un retrait définitif, puis, comme leurs délégués, MM. Dormann et Taurines s'entêtaient, la claque appliqua la manière forte. Dormann et Taurines durent descendre de la scène, et leur contreprojet disparut sans avoir même été mis aux voix. Un jeune député radical de Béziers, du nom de Badie, avait rédigé une courte déclaration par laquelle il « expliquait son vote »; de nombreux députés, appartenant surtout aux plus jeunes classes de la Chambre, s'y étaient associés. Badie essaya en vain d'en donner seulement lecture avant le scrutin; en dépit de ses efforts obstinés, il lui fut matériellement impossible d'ouvrir la bouche.

Pour moi, bien que Laval m'eût, à deux reprises au moins, directement provoqué, je ne tentai même pas de forcer les résistances; je persévérerai dans un mutisme dont j'ai déjà laissé sentir la raison. Aucun de ceux qui m'ont approché dans mon action publique, partisans ou adversaires, ne supposera un seul instant que j'aie été arrêté par la peur. Non, je puis l'attester sans le moindre trouble, je n'avais

aucunement peur du tumulte féroce que j'aurais assurément déchaîné rien qu'en me levant de mon siège ou par le premier accent de ma voix. J'étais entraîné; j'en avais vu bien d'autres. Au cours de nos premières luttes avec les Communistes, de mes premières campagnes électorales contre eux, j'avais affronté sans broncher un nombre suffisant de ces réunions publiques où chaque mot articulé doit triompher de la bagarre et dont l'on ne sait pas bien comment l'on pourra se tirer intact. A la Chambre même, combien de fois avais-je bravé tranquillement les fureurs de l'opposition ou de la majorité! Pour ne pas évoquer d'autre souvenir, je rappelle cette rentrée parlementaire de 1923 où, montant à la tribune après M. Poincaré qui venait d'annoncer l'entrée des troupes françaises à Essen, je fus accueilli par de tels transports de rage, venant de la Chambre presque entière, que je me demande encore aujourd'hui comment je n'ai pas été lynché sur place. Mais, dans toutes ces aventures, j'avais à mes côtés mes camarades de parti, mes amis socialistes. Ils n'étaient pas toujours très nombreux, mais ils étaient unanimes, et je les sentais intimement serrés autour de moi. A Vichy, au contraire, réserve faite pour quelques affections fidèles, ou même rendues encore plus chaudes par la communauté des convictions, je me voyais définitivement séparé de la plupart de mes camarades. L'heureuse illusion de la conférence du lundi s'était entièrement évanouie. Je ne pouvais douter que, dans l'échauffourée dont mon intervention donnerait le signal, la très grande majorité de mon groupe m'abandonnât; que dis-je? Nombreux seraient ceux qui feraient secrètement *chorus* avec les insulteurs. Je ne voulais pas offrir le spectacle public de ce reniement. C'est là seulement ce qui me paralysa, ce qui me cloua la bouche.

Parmi les hommes qui avaient tenu un rôle notoire dans la vie publique, un seul prit la parole; ou, pour m'exprimer plus exactement, une seule intervention fut tolérée. Je ne fais pas ici allusion à Herriot, qui s'efforça pourtant, non sans peine ni sans courage, de laver les « fuyards du *Massilia* » des attaques portées contre eux, et qui produisit dans le vacarme quelques-uns des faits que j'ai relatés. L'homme que je désigne est M. Pierre-Étienne Flandin qui parla vraiment, et dont la claque lavalienne laissa se dérouler librement le discours! Il est vrai que sa conclusion tendait au vote, et même au vote unanime, du texte présenté par Laval; dans sa péroraison, il proclamait sa résolution de passer outre à toutes les appréhensions, à tous les scrupules qui avaient pu l'arrêter et qu'il conservait encore; il adjura tous les élus de consentir comme lui à ce douloureux sacrifice, et je dois constater que, sur quelques hésitants, son appel final vint consommer l'œuvre des propagandistes de Laval. Mais cette justice lui est due: il avait auparavant, à plus d'une reprise, traduit des sentiments qui, plus ou moins

couverts, plus ou moins contraints, persistaient cependant au fond des cœurs et des consciences; l'expression qu'il en avait donnée avait produit, par intervalle, l'effet momentané d'un soulagement et presque d'une délivrance. L'acclamation presque unanime qui salua la fin de son discours était donc légitime et, à bien des égards, elle était significative. Relevant quelques formules téméraires de Laval — téméraires en ce que, pour une fois, elles étaient trop franches — il s'était récrié contre l'intention avouée d'ajuster sur le type nazi la « France nouvelle ». Il avait désavoué, en phrases altières et sensibles, cette adulation ignominieuse du vainqueur.

Je ne suis pas de ceux, avait-il dit en substance, qui rejetaient et honnissaient tout pêle-mêle dans l'« idéologie » des régimes dictatoriaux. J'ai cru à la possibilité d'une coexistence paisible entre les démocraties et les dictatures; j'ai cru également que, dans l'état présent du monde, les démocraties pouvaient tirer d'utiles leçons des systèmes dictatoriaux qu'elles voyaient se constituer sous leurs yeux. J'ai professé ces opinions bien avant la guerre, à mes risques et périls, dans des conditions où il y avait quelque courage à le faire. Je n'en suis que plus fort, après la défaite, pour m'élever contre les imitations serviles qui aliéneraient les traditions, la doctrine séculaire, le génie même de la France. La France doit transformer ses institutions propres; elle devra peut-être s'adapter à un nouvel « ordre » européen, mais elle doit préserver les idées fondamentales qui ont fait sa grandeur, conserver les mœurs bienveillantes et douces, les usages humains et jusqu'à l'aspect aimable qui l'ont fait chérir. La France doit rester elle-même; elle doit durer, elle doit vivre. Et il acheva brusquement en s'écriant, d'une voix qu'une émotion sincère étranglait : « Vive la France! »...

A cette unique exception près, les quatre séances ne furent guère autre chose qu'un monologue entrecoupé, qu'un *sketch* à acteur unique. Laval à peu près seul occupa le tapis. Il débita deux ou trois discours de longue haleine, soigneusement concertés et pesés, et, par surcroît, il ne cessa de répondre aux demandes d'explications complaisantes qu'un certain nombre de « compères » avaient reçu mandat préalable de lui adresser. Il allait et venait sans arrêt du premier rang des fauteuils à la scène, montait, descendait, remontait. Mais, dans ce flux de paroles, on s'efforçait en vain de puiser quelque indication expresse sur le régime qu'une fois le vote émis il entendait imposer à la France. Sans doute, d'ailleurs, n'était-il pas lui-même fixé bien exactement. Un seul point était clair. Le Maréchal userait de la délégation du pouvoir constituant pour s'arroger la totalité du pouvoir gouvernemental. Les Assemblées républicaines allaient donc dresser et signer par leur vote l'acte de décès de la République. Les hommes qui allaient per-

pêtrer cela étaient pourtant, en très grande majorité, des Républicains. La plupart des membres du cabinet, au nom duquel Laval se donnait, de temps en temps, l'air de parler, étaient sans nul doute des Républicains. Sorti un instant de la salle, je croisai Camille Chautemps, toujours membre vice-président du Conseil, le collègue et l'égal en nom de Laval. Je lui dis : « Alors, Chautemps, c'est la fin de la République! » et il se borna à me répondre : « Mais, oui... » en laissant tomber ses bras d'un air désolé.

Le régime nouveau serait une monarchie absolue, ou plutôt une autocratie, une tyrannie au sens historique du terme, l'attribution de la souveraineté résultant, non pas d'un principe de légitimité, non pas d'une désignation populaire, mais d'une situation de fait, consacrée par la force. Ici se posait de lui-même un problème d'une gravité singulière. Comment, à qui, ce pouvoir absolu serait-il transmis? Le Maréchal était un soldat glorieux, mais beaucoup plus qu'octogénaire. Cornille a parlé quelque part de ce maître, « qui, chargé d'un long âge, a peu de temps à l'être » et il fallait bien songer, comme le vieux Tragique, « à qui dévorerait ce règne d'un moment ». On ne pouvait recourir ni à une succession héréditaire, ni à un plébiscite, puisque les principes de légitimité et de désignation populaire étaient également récusés. Le point fut soulevé par un compère que Laval remercia chaudement de son intelligente sollicitude. C'est vrai, la question était grave; il n'y avait pas encore pensé; il remerciait son prévoyant collègue de la lui avoir signalée; il s'engageait à la faire trancher sans délai; le premier acte constitutionnel pris par le Maréchal organiserait la transmission de son pouvoir... et chacun comprit, sans qu'il fût besoin de rien ajouter, que le Maréchal désignerait comme son successeur Pierre Laval, que Pierre Laval était dès à présent le « Dauphin », l'héritier présomptif du trône et du sceptre. Un autre point fut précisé, et ce fut le seul sur lequel Laval parut céder ou concéder quelque chose aux réserves de M. Flandin et aux objections des anciens combattants : la Constitution édictée par le Maréchal serait sujette à ratification après la signature de la paix; seulement — et ici l'on touche bien du doigt la manière de Laval — la ratification n'émanerait pas d'un verdict populaire, mais d'un vote des Assemblées nouvelles, de celles « que la Constitution aurait elle-même créées », ce qui revient à dire que la Constitution se ratifierait elle-même. Voilà ce que Laval eut le front de proposer et ce que l'Assemblée parut accepter avec soulagement!

A cela se bornèrent les informations précises sur des projets qui pourtant devaient être arrêtés déjà et qui s'exécuteraient peut-être dès le lendemain. Il y aurait des Assemblées, puisque la Constitution serait ultérieurement ratifiée par elles; il y en avait eu d'ailleurs sous les deux Empires et sous la Monarchie restaurée; il en subsistait

nominalement en Allemagne et en Italie; mais quelle serait leur nature, quels seraient leurs pouvoirs et leurs modes de recrutement? Conserveraient-elles un contrôle quelconque sur l'Exécutif; le Suffrage populaire conserverait-il une part quelconque dans leur nomination? Les deux Empires avaient non seulement reconnu, mais proclamé le Suffrage universel; la Monarchie restaurée avait accepté ou octroyé une charte. Quelles institutions allaient balancer, compenser en quelque mesure le pouvoir absolu du maître, ou bien prétendait-on d'un coup ramener la France jusqu'en deçà de 89? Depuis la Déclaration des Droits de l'homme, toutes les constitutions de la France avaient placé de grandes notions d'ordre moral et social sur le même plan que les règles politiques; elles avaient reconnu les droits du peuple, les droits du citoyen, les droits de la personne humaine; elles avaient proclamé l'égalité civique, la liberté individuelle, la liberté de pensée, la liberté de conscience; qu'en subsisterait-il dans la Constitution nouvelle?

Sur ces sujets capitaux, aucun éclaircissement, aucune donnée positive; mais toute l'allure de Laval, tout le trouble mélange de ses insinuations, de ses récriminations, de ses promesses, obligeait aux prévisions les plus sinistres. Quand il laissait s'exhaler son adoration pour les dictatures naziste et fasciste, quand il s'attaquait rétrospectivement au Gouvernement parlementaire, non dans ses vices ou dans ses excès, mais dans son principe le déclarant coupable tout à la fois de la guerre et de la défaite; quand il traitait de criminels et de fous les hommes qui avaient voulu honorer les engagements souscrits par la France, comme ceux qui avaient voulu persévérer dans la lutte imposée par l'ennemi; quand il dénonçait sous le nom de politique sectaire le refus de consentir à l'asservissement de la patrie; quand il vitupérait l'opposition des partis, la lutte fictive des classes, la complicité des deux Internationales capitaliste et marxiste secrètement conjurées pour la domination des États — il ne parlait pas encore des Juifs, le moment n'était pas venu, mais leur place était déjà aménagée — on ne pouvait se méprendre sur les intentions qu'il n'osait pas formuler. Son objet visible était de détruire radicalement tout ce qui constitue la Démocratie, de trancher toutes les racines qui attachent la France d'aujourd'hui à son passé républicain et révolutionnaire. Sa « Révolution nationale » serait une contre-révolution éliminant d'un coup tous les progrès acquis, tous les droits conquis depuis cent cinquante ans. L'État nouveau qu'il entendait édifier sur ces décombres serait un État de type totalitaire, un État qui absorberait toutes les formes de l'autorité sous un maître unique, mais soumis lui-même à la domination spirituelle et matérielle du vainqueur, bref un État nazifié et un État vassal. Il laissait entrevoir déjà de quels profits serait récompensé l'hommage; le premier serait le retour du Gouvernement à Paris ou à Versailles qu'il annonçait comme certain, comme

imminent, à ces parlementaires en exil, séparés pour la plupart de leur maison et même de leur famille.

Il laissait percer sa pensée intime par petits jets, par petites touches mesurées et hypocrites. En réalité, le fond était dur, presque féroce parfois, mais sa manière extérieure conservait toutes les apparences de la familiarité, de la longanimité. Il continuait d'aller et venir, de monter et de descendre. Complaisant, lénifiant, infatigable, il répétait sans se lasser que son désir était de tout apaiser, son intention de tout expliquer, qu'il restait à la dévotion de l'Assemblée, qu'il ne laisserait pas un point dans l'ombre, pas une question sans réponse. Il parlait, parlait encore, avec sa mine basse, son regard humble et cruel, et cet accent d'Auvergne un peu chantant qu'il traînait vulgairement à la fin des phrases comme des savates sur un plancher. Pas une fois, je l'atteste, durant ces longues heures qu'il occupa presque entières, une idée, une formule, un transport de l'esprit ou du cœur ne le mirent, fût-ce par rencontre, au niveau d'une telle circonstance; il semblait au contraire la galvauder à son contact, la réduire à la mesure de ses calculs, de ses astuces, de ses roueries. En dévisageant ce petit homme en cravate blanche, cherchant à placer sa marchandise comme un commis voyageur dans une boutique, tirant l'un après l'autre de sa mallette, avec les mines professionnelles, les articles qui pourraient séduire le chaland, on aurait presque souhaité un soldat botté, maniant la cravache et faisant sonner le sabre. Alors, on en était tombé là, alors c'était ça la France! Le spectacle levait le cœur. Personne d'ailleurs n'osa applaudir, même parmi ses plus sûrs affidés, et l'ovation faite à M. Flandin accentuait encore le contraste. On écoutait, on subissait, tête basse. La plupart, envahis totalement par le poison, se courbaient sous la fatalité. Les complices et les corrompus laissaient deviner le triomphe sur leurs faces muettes. Les autres, résignés ou désespérés, étaient réduits à l'immobilité et au silence. Dans la salle, dans les galeries, dans le hall, les équipes spécialisées poursuivaient cependant leur sourd travail, et, par bouffées, on entendait passer le souffle du dehors s'engouffrant par les portes sitôt ouvertes et venant raser les têtes.

Mais je m'arrête; je me suis trop longuement appesanti sur cette honte. Ce qu'il faut redire seulement, ce qu'on ne proclamera jamais assez haut, pour la décharge des uns et la flétrissure des autres, pour l'intelligence du présent et la gouverne de l'avenir, c'est que rarement parti plus grave fut pris par une Assemblée française, mais que jamais résolution ne fut moins libre. Le rapporteur du nouveau texte constitutionnel, un sénateur du nom de Boivin-Champeaux — avocat au Conseil d'État où je l'avais familièrement connu — crut devoir débiter par l'attestation solennelle que l'Assemblée avait délibéré en pleine liberté; sa précaution même était le plus frappant

des aveux. L'Assemblée de Vichy ne délibéra pas plus librement que la Convention, au 31 mai, sous les canons d'Henriot. Les signes matériels de la force ne se manifestaient pas sous une forme aussi proche, aussi tangible; les tanks de Hitler étaient à Moulins, les cavaliers de Weygand étaient à Clermont; les prisons de Laval n'existaient sans doute que dans des imaginations déréglées; mais la contrainte ne se faisait pas sentir moins pesamment; la peur, et je dirai même la terreur, n'entravaient pas moins étroitement les volontés. Par surcroît la ruse et le mensonge, c'est-à-dire le dol, s'ajoutaient à la contrainte pour vicier le consentement. Or, il en est d'une loi collective comme d'un contrat individuel; sa validité, son existence juridique dépendent de la liberté du consentement, qui en est l'âme. Quand ce consentement a été surpris par le dol ou forcé par la contrainte, la loi est nulle en son essence, comme le contrat. On n'a même pas besoin de l'abroger plus tard; on constate qu'elle n'a jamais existé en droit, puisque la condition essentielle de l'existence lui a toujours fait défaut, et on la déclare nulle.

A peine le scrutin ouvert, je serrai quelques mains demeurées fidèles; je dis adieu à quelques amis que je ne savais plus quand ni comment revoir et je sortis avec Marx Dormoy. Je n'ai guère besoin de dire que nous avions voté contre, l'un et l'autre. Mais je ne doutais pas que dans le groupe socialiste une forte majorité eût suivi Laval et que même les abstentions fussent assez rares. Certes, en différant et en reportant l'opposition, nous ne lui avons pas assuré plus de puissance; nous avons laissé un peu plus de temps, et surtout un peu plus d'aise, pour que la contagion se propageât; voilà tout. Sur le perron extérieur du Casino, nous nous heurtâmes à Mondanel, le principal chef technique de la Police de Sûreté, qui avait longtemps servi sous les ordres de Dormoy au Ministère de l'Intérieur et qui affichait un grand attachement pour sa personne. Il nous pressa vivement de ne pas sortir par l'issue principale, la foule étant tapageuse, nous dit-il, et la rue peu sûre, et il nous accompagna à travers le parc jusqu'à la place plus écartée où il avait fait ranger d'avance nos voitures. Le parc était désert, mais, avant d'en sortir, nous passâmes à portée d'un grand café qui y était enclavé et qu'emplissaient des consommateurs curieux. Ils nous aperçurent, et quelques-uns d'entre eux, en plus faible proportion que je ne l'eusse supposé, lancèrent des huées et des injures. « N'y faites pas attention », me dit poliment Mondanel. Je lui répondis en souriant qu'on m'avait applaudi bien davantage. Nous gagnâmes ainsi les voitures, mais Dormoy désirait retourner au Casino; de mon côté j'avais grande envie de revoir William Bullitt, l'ambassadeur des États-Unis, que j'en avais fait prévenir; nous convînmes de nous donner tous rendez-vous dans le logis ministériel de Rivière.

Tandis que j'y demeurais seul à attendre, dans un sentiment de

bien-être physique composé par la solitude, le silence, la fraîcheur et qui me faisait sentir d'une façon plus aiguë l'accablement de ma tristesse, Devinat vint me rejoindre. Il était universitaire de formation, avait été attaché tour à tour à Albert Thomas, à Patenôtre, à Queuille; il était maintenant chargé de l'administration économique de nos colonies; je le connaissais de longue date, et familièrement. Nous jugions de la même manière les événements qui venaient de s'accomplir; notre entretien fut donc très libre. « Je ne pense pas à chercher d'excuse, me dit-il, mais je vois bien où est l'explication. Au fond, ils sont tous convaincus que la décision contre l'Angleterre n'est qu'une affaire de jours; c'est pour cela qu'ils se hâtent, qu'ils tâchent de prendre les devants... Ma conviction à moi n'est aucunement ébranlée. Je suis sûr que la tentative de débarquement aboutira à un échec total. Quand bien même une ou deux divisions cuirassées prendraient pied sur le sol britannique, je suis sûr que l'Angleterre d'aujourd'hui aurait le courage et trouverait la force de les rejeter à la mer. Mais il ne s'agit pas de moi, il s'agit des hommes qui gouvernent depuis Bordeaux. Ils sont persuadés, eux, qu'avant quinze jours l'Angleterre sera réduite à merci et Hitler maître du monde. » A ce moment survint William Bullitt, et Devinat nous laissa seuls.

Je n'avais pas vu Bullitt depuis un mois, presque jour pour jour : j'ai conté cet entretien à son heure. Il m'expliqua qu'il avait fait front aux autorités allemandes d'occupation, puis qu'il avait reçu du président Roosevelt l'ordre de quitter Paris, où sa présence avait très vite cessé d'être utile. Il était depuis quelques jours installé à La Bourboule, à une heure et demie de voiture; il désirait vivement qu'on lui trouvât une installation quelconque à Vichy, mais il pressait en vain le Gouvernement, qui ne paraissait pas souhaiter beaucoup son voisinage. La convocation et la résolution de l'Assemblée nationale l'avaient jeté dans la stupeur; il m'accabla de questions; mais comment lui aurais-je expliqué ce que je parvenais si mal à comprendre? Je lui répétais ce que venait de me confier Devinat. J'essayai de lui faire sentir que la brutalité d'un désastre entièrement imprévu avait comme assommé le peuple français, que la commotion consécutive à un tel coup le rendait pour le moment incapable de toute réaction nerveuse, mais qu'il sortirait un jour de cet état comme on sort d'un sommeil trop lourd ou d'une anesthésie opératoire; qu'on s'apercevrait alors qu'il n'était pas changé, car il était foncièrement inaltérable; qu'il restait et resterait le peuple de la Révolution, le peuple de Gambetta et de Jaurès.

Je l'interrogeai à mon tour; je lui demandai dans quel sens s'orientait, selon lui, l'opinion américaine. « Le parti du Président est pris, me répondit-il, et l'opinion le précède plutôt qu'elle ne le suit. Nous assisterons la Grande-Bretagne jusqu'au bout, nous savons que

notre cause est solidaire de la sienne. Si elle peut franchir les quelques semaines qui viennent, et moi aussi je le crois, Hitler sera vaincu. Mais, ajouta-t-il, je dois vous avouer que je suis pratiquement sans contact avec Washington. Les câbles ne parviennent pas ou ne sont remis à l'Ambassade qu'avec d'incroyables retards. A Bordeaux, on nous a fait attendre plus de huit jours une dépêche d'une importance capitale. Aussi ai-je renoncé à télégraphier, mais l'usage du téléphone m'est rendu tout aussi difficile. Il faut pourtant que je parle au Président. Aussi me suis-je décidé à partir ce soir. J'irai à Barcelone; si je puis téléphoner de là commodément, c'est bien; sinon, j'irai à Madrid; s'il faut aller à Lisbonne, j'irai à Lisbonne. Si tous les téléphones du continent me sont interdits, je prendrai le *clipper* et j'irai retrouver le Président à Washington. Je ne sais donc pour combien de temps je vous dis adieu. Il se peut que je revienne dans très peu de jours, il se peut que je passe en Amérique; il se peut que j'y reste... » Il resta en Amérique et je ne l'ai pas revu. C'est de Washington que j'ai reçu les derniers témoignages de son amitié.

★

Je couchai le soir à Commeny. Le lendemain matin, après avoir embrassé à Montluçon les deux Dormoy — Marx et sa sœur — je repris la route pour Toulouse.

J'ai déjà dit que j'avais combiné l'itinéraire de façon à m'arrêter dans le petit bourg du Cantal où, selon le ministère de la Guerre, avaient échoué les débris du régiment de mon fils. J'arrivai à Maurs vers quatre heures de l'après-midi. J'envoyai en reconnaissance l'inspecteur de police que le préfet Langeron avait, depuis de longues années, chargé près de moi d'un service de protection et qui ne m'avait pas quitté depuis Paris — il se nommait Tiffa — son dévouement, son intelligence, sa délicatesse avaient noué entre nous une véritable amitié. Tiffa revint au bout de quelques instants avec une réponse positive et me conduisit jusqu'à la maison réquisitionnée où l'État-Major du régiment venait de s'installer tant bien que mal. Le chef d'escadron R. qui avait exercé le commandement durant les derniers mois de la campagne, me reçut aussitôt dans la chambre nue qui lui servait de bureau. Il me rassura du premier mot; il avait la conviction absolue que mon fils était prisonnier, mais sauf.... « Ils ont été faits prisonniers « sur roues » et c'est pour cela que je n'ai aucune inquiétude sur leur sort. S'ils avaient eu le temps de se mettre en batterie, ce serait autre chose. Connaissant le Commandant<sup>1</sup> et les officiers de ce groupe comme je les connais, je sais

1. M. Lapercq, plus tard ministre des Finances du gouvernement de Gaulle.

qu'ils se seraient fait tuer sur leurs pièces... Mais croyez-moi, je vous en prie, je suis sûr que votre fils et ses camarades sont vivants et saufs... »

Je remerciai le chef d'escadron R.; nous nous promîmes l'un à l'autre de nous communiquer les nouvelles directes qu'on pouvait maintenant s'attendre à recevoir avant peu; et je pris congé. La maison réquisitionnée donnait sur une petite place que j'avais trouvée vide à mon arrivée et sur laquelle la population de Maurs, guettant ma sortie, était maintenant massée. Le bruit de ma présence s'était répandu en un instant dans le bourg. Comme les sentiments qu'elle excitait n'étaient pas absolument unanimes, la gendarmerie locale s'était émue et, elle était là, elle aussi, pour prévenir les bagarres. Elle s'était appliquée à maintenir une séparation entre les deux groupes qui s'étaient spontanément agglomérés. Le groupe amical était le plus proche de la maison, et je dois convenir qu'il était aussi, et de beaucoup, le plus nombreux. On m'entoura, on me pressa, on me serra les mains; un paysan me dit : « Continuez à défendre les travailleurs... »; une vieille femme me dit : « On ne vous oublie pas, allez; on vous aime... » Quand je passai, pour regagner la voiture, à portée du groupe hostile, le ton changea : j'aperçus des poings serrés, j'entendis quelques invectives. Quelques instants après, je reprenais la route, et j'arrivai le soir à l'Armurier.

Les assurances que m'avait prodiguées le chef d'escadron R. se vérifièrent quinze jours plus tard. Une carte nous apporta la certitude que mon fils était en effet vivant, sans blessure, et qu'il était prisonnier. Toutefois, il était seulement depuis le 25 ou le 26. Son groupe n'avait pas été capturé « sur roues » dans les environs de Bar-le-Duc; ses camarades et lui avaient traversé la Lorraine en combattant, avaient dû rallier sans doute les corps refluant de la région de Metz et de la ligne Maginot et ne s'étaient rendus qu'en application de l'armistice, se fiant assurément à la clause formelle qui aurait dû garantir leur liberté. J'étais ainsi délivré du plus lourd de mes tourments privés; mais je restais sous le coup des émotions de Vichy, et j'en cuvais longuement, douloureusement, toute l'amertume.

## IV

Le sentiment cruel de ma solitude ne m'avait pas trompé; j'avais eu bien raison de me juger désormais comme un étranger, comme un suspect au sein de mon propre parti. Je n'étais pas absolument seul, sans doute, mais j'entraînais dans l'interdiction qui me frappait les quelques amis dont la conviction coïncidait avec la mienne, et ce n'était pas assurément une consolation. Je me rappelais ce que m'avait dit en me serrant la main le paysan de Mauurs; d'autres paysans, des ouvriers continuaient sans doute à penser comme lui; mais ils étaient rares, dispersés, impuissants. Certes, l'idéal socialiste de délivrance et de justice que je professais depuis quarante ans, auquel j'avais voué sans partage les vingt dernières années de ma vie, retrouverait un jour sa puissance et son attrait. Mais pour le ranimer, pour en réajuster l'expression à une réalité renouvelée, il faudrait des hommes jeunes, frais, ne partant pas avec la surcharge des haines, des jalousies, des préjugés de toutes sortes accumulés sur mon nom. Ma vie à moi, ma vie d'homme public, était bien finie. Je m'installai donc de plus en plus résolument dans une retraite, que d'ailleurs aucun appel venu du dehors ne cherchait à troubler.

Je ne quittais pas l'Armurier, sauf, de loin en loin, pour aller visiter Vincent Auriol dans sa maison de Muret, toute voisine; quoiqu'il fût de bien loin mon cadet, il n'envisageait pas l'avenir dans d'autres dispositions que moi. Sentant mes principaux camarades de Narbonne de plus en plus préoccupés des troubles que pourrait susciter ma présence, je leur en épargnai l'ennui; je n'allai pas une seule fois faire visite à la ville dont j'étais l'élu. Pas une seule fois je ne franchis les quelques kilomètres qui séparent l'Armurier de Toulouse. Je ne recevais que des lettres assez rares; on connaissait peu, d'ailleurs, mon adresse ou bien on ne s'inquiétait pas de la connaître. Quelques-uns de mes amis les plus proches firent séjour à Toulouse sans que je reçusse d'eux signe de vie : ils ignoraient mon voisinage, ou, plus probablement, s'astreignaient à

respecter mon *incognito*. Bref, les contacts étaient rompus, les fils qui me reliaient au réseau politique étaient coupés. En dehors de Vincent Auriol, je ne vis guère, durant ce séjour, que Dormoy, accouru deux ou trois fois de Montluçon, André Blumel, mon collaborateur intime à la Présidence du Conseil, qui vint aussi me visiter d'Antibes, Jules Moch qui, une fois démobilisé, était venu se fixer avec sa femme à Toulouse, où il avait entamé des recherches scientifiques sur les gazogènes et leur alimentation en charbon de bois. Léon Jouhaux, le secrétaire général de la C. G. T., résidait à Toulouse qu'il quitta bientôt pour Cette; à deux ou trois reprises, lui aussi, il monta de Toulouse à l'Armurier, accompagné de Georges Buisson ou de Forge, le chef de l'organisation locale des syndicats...

Ces entretiens avec mes amis politiques ne différaient en rien de la conversation quotidienne avec mon entourage familial. L'entreprise de nazification de la France commençait à se transformer sous nos yeux. Le Maréchal ou, plutôt Pierre Laval en son nom, avait constitué un nouveau cabinet; les socialistes Rivière et Février n'y figuraient plus; Chautemps et Frossard, derniers vestiges de l'ancien personnel parlementaire, avaient été éliminés à leur tour; un mois auparavant, ils avaient joué le rôle décisif dans la prise du pouvoir par le Maréchal; mais leur heure était passée, ils n'avaient plus rien à faire dans le régime nouveau. Aucun texte officiel n'avait explicitement disposé que la République cessait d'être le principe gouvernemental de l'État français, mais en fait la République avait disparu; elle était remplacée par l'« État français ». Le Maréchal, Chef de l'État, avait promulgué un certain nombre d'actes constitutionnels qui, sans créer d'institutions nouvelles, l'érigeaient en dictateur absolu, source unique, maître unique, dispensateur et contrôleur unique de tous les pouvoirs. Tout, sans même excepter la justice, était issu de lui et remontait à lui. Le Parlement n'avait pas été dissous, mais on avait clairement spécifié qu'il ne serait plus jamais convoqué à aucune occasion; son statut constitutionnel avait été abrogé ou déclaré caduc; et comme on n'avait pas créé d'Assemblée nouvelle, qu'on n'en prévoyait même pas la création durant la « vacance de la légalité » dictatoriale, aucune limite quelconque n'était tracée à la souveraineté législative du Chef de l'État. Comme en Allemagne et en Italie, comme aussi en Russie soviétique, toute capacité légale était retirée aux partis politiques; il n'y aurait plus de place désormais que pour un parti unique, confondu avec l'État lui-même, et que Bergery, Déat, Spinasse s'attachaient laborieusement à mettre sur pied en dépit de la méfiance de Laval.

L'asservissement de la presse était consommé; la matière de l'information lui était délivrée toute prête; la censure expurgeait sans merci, non seulement la critique, mais le commentaire, l'appréciation, l'expression d'un jugement quelconque. Le droit de réponse n'existait

plus, l'individu diffamé n'avait qu'à se taire et à baisser la tête. L'état de siège maintenu mettait bon ordre aux réunions et la délation policière sévissait partout. Tous les fonctionnaires suspects d'attachement à la République étaient méthodiquement révoqués. Poussé par la presse d'extrême droite et l'excitant tout à la fois, le Gouvernement annonçait des représailles impitoyables contre les « fauteurs de guerre », contre les traîtres qui avaient acculé au conflit une Allemagne innocente et bienveillante, contre tous les hommes qui avaient incarné l'« Ancien Régime » rendu responsable du désastre. Incarnation du pouvoir judiciaire comme de tous les autres, le Maréchal, Chef de l'État, avait abrogé les articles de la Constitution qui déférait les anciens ministres mis en accusation au Sénat constitué en Haute Cour et confié à une « Cour suprême » la charge de rechercher quelles erreurs gouvernementales avaient « concouru à faire passer la France de l'état de paix à l'état de guerre ». Chaque jour nous mettait ainsi en présence d'un progrès nouveau vers la tyrannie, d'une atteinte nouvelle à tout ce que nous avions aimé, à tout ce que nous avions servi, et l'on peut par conséquent reconstituer sans beaucoup de peine les thèmes de nos confidences ou de nos discussions.

Mes amis et mes proches me disaient : « Eh bien ! êtes-vous convaincu maintenant ? L'œuvre est en bonne voie et ils ne s'arrêteront plus, ils nazifieront totalement la France. Ils promulgueront leurs lois racistes *made in Germany*, ils auront leur Guépéou, leur Gestapo, leurs sections d'assaut et même ils les constituent déjà. Ils élimineront méthodiquement tous les adversaires d'hier et tous les récalcitrants d'aujourd'hui ; comme en Allemagne, comme en Russie, ils pratiqueront tour à tour toutes les méthodes de terrorisme que permettront les circonstances et les résistances. Nous verrons tout cela, nous le verrons sans doute de notre camp de concentration, à moins qu'on ne nous ait réservé un mode d'exécution plus sommaire. » Je leur répondais en les raillant à demi, car j'hésitais, je doutais encore. Je leur disais : « Voyons, vous connaissez ces hommes aussi bien que moi. Laval, Marquet, Baudouin ! Ce sont les hommes de l'Armistice ; ils ont été capables de capituler ; ils ont été capables de livrer l'Angleterre à l'Allemagne, car tel était bien leur dessein profond ; ils ont été capables d'escroquer le pouvoir à la faveur du désastre et sous le patronage de l'ennemi, mais ils ne sont tout de même pas capables de nazifier la France. Vous imaginez-vous Laval, qui n'a jamais cru à rien, qu'à lui-même et à son étoile, qui n'a jamais visé autre chose que le pouvoir et l'argent, transformé en théoricien ou en praticien raciste ? Ou Marquet, ce dandy de province, qui ne songe qu'à affecter de grands airs ? Ou Baudouin qui, pendant sa vie d'affaires, était le favori, le « chouchou » de la haute banque juive, des Lazard, de Finaly, leur candidat au gouvernement de la Banque de France ? Le

cas d'Alibert est plus suspect, mais j'ai vécu familièrement avec lui pendant dix ans, au Conseil d'État, et je ne me souviens que d'un garçon railleur, léger, sceptique. Et puis, Laval et Marquet ont une expérience politique ; ils ne peuvent pas se méprendre à ce point sur la volonté latente du pays ; ils savent bien que la France, dans ses profondeurs muettes, répugne à leur entreprise, qu'elle ne se laissera jamais couler dans le moule fasciste ou raciste. Non, ce n'est qu'une parade, un trompe-l'œil vis-à-vis de Hitler que, dans leur infatuation naïve, ils ont encore l'espoir de séduire, qu'ils croient peut-être tromper...

Mais peu à peu il fallait bien se rendre à l'évidence des faits. L'équipe Laval travaillait sérieusement. Le dessein d'« aligner » la France vaincue sur l'Allemagne victorieuse, de la pétrir à cette ressemblance, de la préparer à prendre place dans une Europe nazifiée, se précisait et s'exécutait chaque jour. L'histoire a connu sans doute des spectacles plus affreux ; je doute qu'elle en ait offert de plus vils. Car précisément ces hommes n'agissaient pas — comme d'autres l'avaient fait ailleurs, comme certains auraient pu le faire en France — avec l'excuse de la conviction, de la haine, du fanatisme ; ils s'abandonnaient à leur faiblesse et à leur bassesse. La tyrannie des faibles et des bas est toujours plus répugnante que celle des fanatiques, et elle est souvent aussi plus cruelle. A mesure que leur œuvre abjecte se développait, on comprenait d'ailleurs qu'ils s'étaient incorporés à elle, qu'ils en étaient devenus les prisonniers, les esclaves. Ils avaient désormais choisi leur camp et le choix était irrévocable ; ils s'étaient coupé toute ligne de retraite. La victoire définitive de l'Allemagne, la nazification définitive de la France n'étaient plus seulement la condition de leur pouvoir, mais de leur sûreté ; la ruine de leur œuvre signifiait la perte de leurs personnes. Ils persévéraient donc, et rien ne les empêchait de tailler à vif, puisqu'ils détenaient la totalité du pouvoir et que le pays ne manifestait pas le moindre symptôme tangible de résistance. Quelle était sa disposition réelle ? C'est là-dessus que portaient nos interrogations les plus anxieuses.

Les signes cliniques n'étaient pas très rassurants : le pays demeurait inerte et taciturne ; il était encore sous l'ébranlement de sa commotion, pour employer le terme dans son sens pathologique, ou, si l'on préfère, encore imprégné d'une sorte d'anesthésie chirurgicale. Les *managers* de la « Révolution nationale » se heurtaient d'ailleurs, tout les premiers, à cette apathie générale. Ils avaient beau épuiser les ressources de la propagande la plus savante, ils ne parvenaient pas à tirer de cette opinion épuisée le plus léger signe d'entraînement vers l'État nouveau. Ce sont les passions haineuses et cruelles qu'on a toujours le moins de peine à exciter ; or, les spécialistes du régime ne parvenaient même pas à déchaîner dans le peuple souffrant des grandes villes les rafales faciles de l'antisémitisme et de la xénophobie.

Les manœuvres d'ordre positif, celles qui visaient par exemple à susciter un enthousiasme autour de l'idéologie de la « Révolution nationale » ou une idolâtrie autour de la personne de son chef, rencontraient une indifférence encore plus morne. Certes, on entendait s'élever çà et là le chœur des adulations et des flagorneries. La nature humaine n'avait pas changé; il y avait toujours en France des courtisans du succès, des ambitieux quêtant une place, des poltrons tremblant pour la leur. Mais à considérer l'ensemble des choses, et malgré tout le tintamarre de la radio et de la presse, le régime nouveau restait extérieur au pays; il était posé sur lui; il n'avait pas pénétré en lui, il n'y était pas installé, pas implanté; il ne représentait à aucun égard ce que, dans le vocabulaire politique de l'autre siècle, on appelait un « établissement ». Cette indifférence, cet éloignement prenaient même parfois un tour sceptique et dédaigneux : on raillait le manque de prestige des ministres, leurs apparitions inopinées et disparitions inexplicables, — le personnel d'aucun régime n'ayant jamais été plus instable — leurs hésitations ou leur insuffisance devant les mesures d'organisation pratique que chacun sentait nécessaires. On ne s'en étonnait pas autrement, puisque l'autocratie est toujours un régime de bon plaisir, livré à l'avidité et à l'envie, à l'intrigue et au caprice, mais on commençait à s'en gausser. Seulement on obéissait, on subissait sans mot dire. La masse semblait encore plus éloignée de la révolte que de l'enthousiasme; ce n'était même pas de la résignation, c'était une acceptation entière et passive.

Jusqu'à quand cette torpeur morbide allait-elle durer? Quand le pays se réveillerait-il de sa léthargie? En France, les mouvements collectifs d'opinion ne se constituent pas comme dans d'autres pays, par l'addition et le groupement de sentiments personnels élaborés séparément du fond des consciences; c'est déjà dans la discussion publique et par la discussion que les sentiments personnels se révèlent, se communiquent, s'expriment, s'affirment. À défaut de la presse, de la réunion publique, et surtout à défaut de cette controverse continue, de ce contact incessant de groupes humains qui se poursuit au sortir de l'usine, sur la lisière entre deux champs et deux vignes, au café, dans la rue, il ne peut guère se former en France un grand courant d'opinion populaire. Or, la presse était bâillonnée, les réunions étaient interdites, la délation policière sévissait à l'usine, au village, dans tous les lieux publics, obligeait à la circonspection et même au silence. On ne pouvait plus compter pour ressusciter le pays sur aucun des éléments qui avaient entretenu son existence normale. Il fallait un cordial, un remède assez puissant pour provoquer une crise extraordinaire. Nous comprenions cela clairement, mes amis et moi, et nous ne nous trompions pas sur la nature de l'unique remède possible : seule la résistance anglaise pouvait galvaniser la France.

★

Oui, la France ne reprendrait conscience d'elle-même qu'à mesure que la résistance anglaise s'affirmerait et se prolongerait; oui, il ne se reformerait en France un esprit public, une âme commune, une volonté indépendante, qu'autant que la victoire allemande cesserait d'apparaître comme inéluctable et comme imminente... J'ai vu de mes yeux cette prévision se réalisant peu à peu durant mes dernières semaines de liberté. À plus d'une reprise déjà, j'ai dû rappeler les préventions intimes de l'opinion française vis-à-vis de l'Angleterre — préventions issues d'une longue rivalité historique, si vivace encore vers le début du siècle, au temps de Fachoda et de la guerre des Boers, et que, depuis l'entrée en campagne, la propagande ennemie s'était appliquée à raviver et à envenimer. Le retard apporté par le Parlement anglais au vote de la conscription, la faiblesse des effectifs immédiatement transportables sur le front de terre, avaient été exploités avec un cruel acharnement. Des tracts, répandus par millions, avaient remontré aux Français, dont toute la population valide était effectivement sous les armes, qu'ils se battaient, eux « avec leurs poitrines », les Anglais « avec leurs machines ». Dans cette « drôle de guerre », les troupes françaises n'étaient, sans s'en douter, que des corps de mercenaires sacrifiés aux confortables marchands de la Cité! Des cartes illustrées, semées à profusion par les avions allemands, montraient par transparence le contraste de soldats français grelottants de froid dans leurs tranchées et d'officiers anglais sortant en fête d'une « boîte » de Montmartre. Au moment de l'Armistice, la presse et la radio officielles de Bordeaux avaient encore surenchéri sur la propagande ennemie. Si la France était contrainte de renoncer à la lutte, c'est qu'elle avait été abandonnée par son alliée, presque trahie. La Grande-Bretagne nous avait poussés à la guerre, mais n'avait pas fait avec nous la guerre où elle nous avait entraînés. Elle n'avait pas tenu ses engagements; les quelques misérables divisions qu'elle avait expédiées en France n'avaient pas combattu; c'est le commandement anglais qui, par son refus de « marcher », avait fait avorter la grande manœuvre de rétablissement contre-offensif conçue par Weygand après la rupture du front de la Meuse; à Dunkerque, les troupes anglaises avaient été réembarquées au détriment des nôtres! Ce n'était donc pas nous qui manquions à la solidarité de l'alliance en signant l'armistice; c'est elle qui y avait manqué en nous acculant à l'implorer! Ces rumeurs grossières, dont les plus graves et les plus précises étaient aussi les plus mensongères avaient circulé partout sous caution officielle et elles avaient reçu une créance d'autant plus complaisante qu'elles rencontraient la vieille prévention historique. Une forte partie de l'opinion éprouvait même comme un sombre soulagement à la pensée que la perfide Angleterre allait

être débusquée bon gré mal gré de son légendaire égoïsme, qu'elle connaîtrait à son tour la réalité farouche de la guerre, qu'elle allait nous suivre de près dans le désastre, — car enfin, d'un jour à l'autre, les divisions motorisées de Hitler prendraient pied sur l'île orgueilleuse qui avait défié tous les conquérants depuis César!

Mais les jours passaient, et l'Angleterre proclamait sa résolution inflexible de persévérer dans la guerre, jusqu'à la victoire, avec les seules forces de son Empire, quelles que fussent être la durée et l'étendue des sacrifices. Les jours passaient, et l'île n'était pas envahie par les divisions cuirassées : l'organisation de sa défense, fébrilement entreprise, ne cessait au contraire de se consolider. A Vichy, le débarquement allemand m'avait été prédit pour la fin de juillet. Hitler avait proclamé solennellement qu'avant le 15 août il entrerait en vainqueur à Londres. Dans la première quinzaine d'août, en effet, l'aviation allemande déchaînait ses furieux assauts sur Londres, sur les bases aériennes, sur les ports de la Manche et de la mer du Nord. Mais l'Angleterre repoussait l'attaque en infligeant aux assaillants des pertes terribles. Les avions de Goering dégringolaient du ciel par centaines. La population de Londres, Cité comprise, impassible sous les bombes, relevant stoïquement ses morts et ses ruines, reprenant le lendemain sa vie normale à travers les ravages des explosions et des incendies, donnait au monde son sublime exemple, que le peuple français, en dépit de ses humiliations et de sa chute, n'était pas devenu incapable de ressentir. Les Anglais étaient bien dans la guerre cette fois; ils s'étaient bien battus avec leurs poitrines, et même avec les poitrines de leurs femmes et de leurs enfants; ils avaient repoussé le vainqueur invincible. Déçu pour la première fois dans ses prédictions, Hitler n'était pas entré le 15 août dans Londres. En même temps qu'ils avaient lancé leur formidable assaut aérien, les Allemands avaient-ils tenté le débarquement par terre? Le bruit en courait partout dans la zone libre. On se communiquait des renseignements, assez vagues en réalité, mais concordants, colportés de Bretagne, de Normandie, surtout de Paris. Les Allemands, assurait-on, avaient tenté le coup; ils l'avaient même tenté à deux reprises successives, mais leurs flottilles avaient été détruites par l'eau et par le feu; les hôpitaux de Paris regorgeaient de blessés allemands, dont les blessures étaient surtout des brûlures; on parlait à demi-voix de nappes enflammées; les grèves de la Manche étaient couvertes de cadavres atrocement meurtris qu'avait rapportés le flot. Je n'ai jamais pu savoir jusqu'à présent quels éléments de vérité ces bruits pouvaient recéler, ni même, s'ils répondaient à une réalité quelconque. Je ne me porterai pas garant de leur exactitude. Toujours est-il qu'ils couraient partout et qu'ils ouvraient les esprits à des réflexions toutes nouvelles.

L'équinoxe approchait : si le débarquement n'avait pas été tenté

ou s'il avait échoué, les grandes marées, les brouillards d'automne, puis l'hiver, allaient en rendre la reprise impossible pour de longs mois. Non seulement Hitler n'avait pas fait son entrée triomphale dans Londres au jour prédit, mais la guerre ne se terminerait pas dans l'année, et du fait même qu'elle se prolongeait, son issue finale apparaissait brusquement comme incertaine. L'Angleterre avait le temps devant elle, et, pour une fois, le temps, ce « neutre douteux », comme disait M. Lloyd George pendant l'autre guerre, devenait son allié certain. Avec le temps, les défenses intérieures de l'île seraient rendues inexpugnables; avec le temps, les conscrits anglais se transformeraient en une armée; avec le temps, l'aviation anglaise rejoindrait l'égalité, puis prendrait l'avance; avec le temps, l'aide américaine jetterait dans la balance un poids massif, décisif, irrésistible. Les pouvoirs de M. Roosevelt touchaient à leur terme; l'élection présidentielle devait avoir lieu en novembre; mais si M. Roosevelt se présentait pour la troisième fois, s'il était réélu, ainsi qu'il paraissait probable, tant la résistance anglaise avait exalté aux États-Unis le sentiment de la solidarité anglo-saxonne, alors le secours américain s'étendrait sans doute à une alliance effective. Et qui pouvait prévoir ce que déciderait alors la mystérieuse Russie? Ainsi le sort n'en était pas jeté; notre désastre n'était peut-être pas irrévocable, puisqu'une victoire anglaise signifierait le salut de la France, sa libération et même sa victoire.

Je ne saurais marquer avec trop de force l'importance de cette sorte de découverte dont on m'a laissé le temps d'être encore le témoin et l'observateur; — j'entends l'apparition, l'implantation soudaine de l'idée que la guerre n'était pas finie, et, puisqu'elle n'était pas finie, que personne n'avait plus le droit de se porter fort de son dénouement définitif. J'emploie le mot de découverte pour exprimer le caractère soudain et saisissant de cette révélation, mais en vérité, c'était encore autre chose : une renaissance de l'espoir, une ouverture du ciel. On vient de voir comment et de quoi avait resurgi cette poussée vitale, mais il est grand temps que je rappelle comment elle avait pu se frayer une voie et circuler dans le corps français, anémié jusqu'à la paralysie, atterré jusqu'à la stupeur, privé de tous les modes de respiration spirituelle, entravé par la double contrainte de l'autorité totalitaire du gouvernement de Vichy et de l'autorité militaire de la « puissance occupante ».

L'espoir était issu de la résistance anglaise; ce fut la radio de Londres qui le propagea, qui le condensa, qui lui inspira la force d'un sentiment collectif. Quand je parle de la radio de Londres, on juge bien que je désigne ainsi les émissions lancées chaque soir au nom de la « France libre ». Je voudrais pouvoir préciser la date où elles furent entendues pour la première fois; mais j'ai beau forcer ma mémoire, elle ne me fournit pas d'indication certaine. Tout

ce dont je suis sûr, c'est que j'entendais déjà les émissions de la « France libre » quelques jours après mon arrivée à l'Armurier, c'est-à-dire pendant la première semaine qui suivit la signature de l'armistice. Je ne saurais davantage indiquer exactement dans quelles conditions et de quels éléments le groupe de la « France libre » se forma. Je n'écris pas une histoire, pour laquelle trop de documents me feraient défaut; je fixe des souvenirs, et je ne note que ce que j'ai su personnellement. J'ai su que dès le dimanche 16 juin, c'est-à-dire le jour qui s'acheva par la constitution du cabinet Pétain et par la demande d'armistice, un bâtiment anglais avait emmené de Bordeaux, en même temps que les correspondants de la presse anglo-saxonne, un certain nombre de journalistes français spécialement désignés, par leurs campagnes, à la haine et aux vengeances de l'ennemi : Élie Bois, Buré, Pertinax, Geneviève Tabouis, Kérillis, mon collaborateur Louis Lévy du *Populaire*, étaient du nombre. J'ai su d'autre part qu'entre ce dimanche 16 et le mardi 25, qui fut le jour d'entrée en vigueur de l'armistice, certains hommes appartenant soit au monde politique, soit au milieu du journalisme, avaient pu s'embarquer à leur tour, soit à Bordeaux, soit à Arcachon, soit à Bayonne, soit à Saint-Jean-de-Luz. J'ai su que d'autres, en plus petit nombre, avaient pu franchir la frontière espagnole et gagner l'Angleterre par le Portugal. J'ai su que le même courant avait attiré hors de France un certain nombre de jeunes gens d'âge militaire, dont la plupart d'ailleurs, faute de moyens matériels, durent renoncer à leur dessein. Les uns et les autres obéissaient au même instinct impérieux que les passagers du *Massilia* : l'horreur de s'avouer vaincus, le besoin de continuer la guerre tant qu'il resterait un souffle de force et d'espoir; et, puisque l'Angleterre seule persévérerait dans la guerre, c'est donc à elle qu'ils allaient s'offrir. Mais, d'autre part, à Londres, se trouvaient déjà un grand nombre de Français, fixés par leurs fonctions civiles ou retenus par leur affectation militaire. Les missions françaises de Londres comprenaient un très nombreux personnel d'officiers, de fonctionnaires, de volontaires. Les régiments anglais embarqués à Dunkerque et qui n'avaient pas encore été réexpédiés en France avaient des interprètes et des agents de liaison français. Des blessés et des malades français, provenant, eux aussi, des armées de Belgique, étaient encore traités dans les hôpitaux anglais ou en repos de convalescence. Je citerai comme exemple mon ami Georges Boris, le directeur du magazine populaire *la Lumière*, qui fut mon collaborateur le plus proche au Ministère du Trésor, pendant mon second gouvernement...

C'est ainsi, par le contact de Français, militaires ou civils, résidant à Londres, avec les premiers réfractaires arrivant de Bordeaux, que se forma, dès avant la signature de l'armistice, le groupe de la « France libre ». Sa constitution s'acheva à mesure que les conditions inouïes de

l'armistice furent soupçonnées, puis connues. La « France libre » rassemblait des hommes qui s'exceptaient de la capitulation, qui refusaient de se sentir liés par elle, qui se jugeaient dégagés de tout lien de solidarité, et, à plus forte raison, de tout devoir d'obéissance vis-à-vis du gouvernement de hasard qui l'avait signée. Puisque l'armistice avait rompu le contrat national qui oblige tout gouvernement envers le pays, ils répudiaient, eux, le contrat politique qui oblige tout citoyen envers le Gouvernement. Restés hors de France ou accourus de France, ils proclamaient donc la résolution de poursuivre par leurs propres moyens la lutte française, côte à côte avec l'Angleterre que la capitulation officielle avait trahie et dont ils demeureraient les alliés loyaux.

Je n'hésiterai pas à toucher ici un point sensible. Il existait déjà, à Londres, un Gouvernement de la Tchécoslovaquie libre autour de son président Bénéš, un Gouvernement de la Norvège libre autour de son roi, un Gouvernement de la Hollande libre autour de sa reine. Pendant la semaine qui précéda l'armistice, les ministres de Belgique et de Pologne vinrent à leur tour, de France, installer à Londres un Gouvernement libre de leur pays. L'opinion anglaise et le Cabinet anglais auraient souhaité sans doute que le groupe de la « France libre » possédât aussi comme organe, comme centre, comme symbole, un véritable Gouvernement, composé de personnes politiques notoires, d'anciens présidents du Conseil, de *leaders* qualifiés pour représenter les divers partis. Parmi les hommes politiques de premier plan que comptait la France, la très grande majorité professait contre l'armistice des sentiments d'opposition révoltée, et, si on les suppose transportés à Londres, il n'aurait pas été difficile de composer un Gouvernement de la France libre, authentique et digne représentant de la France asservie. Mais il faut bien considérer que, durant la semaine qui précéda la signature de l'armistice, tous ces hommes restèrent persuadés que, d'un moment à l'autre, ils allaient escorter sur le sol africain des présidents et des ministres résolus à installer la France libre dans son propre Empire. Il faut se souvenir que, dès le vendredi 21, bon nombre d'entre eux, comme Daladier, Georges Mandel, Campinchi, Delbos, d'autres encore, s'étaient embarqués à cette fin sur le *Massilia* et qu'à bord ou à terre ils devinrent bientôt des prisonniers. L'inculpation soulevée contre Georges Mandel devant la Justice militaire d'abord, devant la Cour suprême de Riom ensuite, repose uniquement sur les entretiens qu'en dépit des consignes impératives imposées aux passagers du *Massilia*, il aurait essayé — vainement, je crois — de nouer avec lord Gort et M. Duff Cooper, accourus à Casablanca.

Il faut surtout se rendre compte que, malgré d'évidentes analogies, le cas de la France n'était nullement identique à celui de la Tchécoslovaquie, de la Pologne, de la Norvège, de la Bel-

gique ou de la Hollande. La France, aux termes de l'armistice, n'était pas occupée tout entière. Il y subsistait une zone théoriquement affranchie de l'autorité ennemie et même du contact ennemi. Il subsistait dans cette zone un État français, un Gouvernement français, théoriquement nanti de la souveraineté. Les hommes politiques français qui auraient quitté cette zone libre — laquelle peut et doit redevenir elle-même une « France libre » — auraient donné l'impression d'abandonner, non pas une terre tenue et foulée par l'ennemi, mais une terre demeurée française, en droit comme en apparence, une terre où s'était réfugié ce qui restait de vie à la France. Beaucoup d'entre eux pouvaient redouter par surcroît que leur départ ne fût dénoncé comme une fuite, fuite devant l'accablement de leurs fautes, devant la peur des représailles dont on les menaçait déjà, devant la gêne à justifier leur conduite vis-à-vis d'un Parlement qui n'était pas encore cassé aux gages et d'une opinion qui n'était pas encore complètement étouffée. Annulant ainsi du coup le reste du crédit qu'ils pouvaient posséder encore auprès du public français, qu'auraient-ils apporté à la « France libre » du dehors ? En ce qui me concerne, ce fut à peu près mon histoire, et j'en ai trop longuement développé les aspects complexes pour me permettre d'y insister à nouveau. Je serais étonné si Paul Reynaud, l'homme assurément dont la présence à Londres aurait offert la signification la plus forte et produit le résultat le plus efficace, n'avait pas été retenu par des considérations de même nature... Mais pour ma part, je n'ai pas plus de regret en ce qui le concerne qu'en ce qui me touche. Ce n'est pas un gouvernement politique qu'il fallait au groupe de la « France libre », c'était un chef militaire. Ce chef, il l'avait déjà trouvé, et l'on peut même dire que le Chef existait avant le groupe.

★

Sur ce point aussi, je déplore de ne pouvoir apporter de témoignage mieux circonstancié. Je ne saurais dire avec certitude depuis quand le général de Gaulle était à Londres. Paul Reynaud, en reprenant des mains d'Édouard Daladier le portefeuille de la Guerre, après la rupture du front de la Meuse, l'avait appelé auprès de lui comme sous-secrétaire d'État. Son nom était encore presque inconnu du public, mais toute l'armée le reconnaissait déjà comme un héros. Jusqu'à l'attaque allemande, il avait commandé les bataillons de chars de l'armée Bourret, celle qui se tenait immobile derrière les positions fortifiées de la Basse-Alsace. Après la percée des *Panzerdivisionen* en direction de Laon, de Saint-Quentin, d'Amiens, d'Abbeville, on lui avait confié un groupement mécanique qu'on venait d'organiser, ou plutôt d'improviser à la dernière minute, en tirant

d'un peu partout les appareils et les hommes auxquels faisaient totalement défaut, par conséquent, l'expérience et la cohésion. Ce groupement de Gaulle était pourtant le seul qui, soit dans la région de Laon, soit sur la Somme, eût remporté sur l'ennemi des avantages signalés, le seul surtout qui eût réussi des opérations de contre-offensive, et l'armée entière attribuait ses succès à l'homme qui l'avait animée. Le général de Gaulle n'avait pu passer que quelques jours rue Saint-Dominique. Il avait dû presque aussitôt suivre Paul Reynaud de Paris à Briare, de Briare à Tours, et presque certainement de Tours à Bordeaux. Je suis à peu près sûr qu'il se trouvait à Bordeaux le matin du samedi 15 juin, bien que je ne l'y aie pas vu personnellement, et voici sur quoi se fonde ma quasi-certitude. Le lecteur n'a pas oublié sans doute qu'arrivé de Montluçon à Bordeaux, avec mon ami Marx Dormoy, dans la nuit du vendredi au samedi, j'avais passé ma première matinée dans le cabinet de Georges Mandel, encore ministre de l'Intérieur pour une journée et demie, et que plusieurs des membres importants du cabinet Paul Reynaud participaient à cette conférence. C'est là que je découvris, avec une désolation confondue, que les chefs de l'armée abandonnaient entièrement l'idée d'une résistance possible sur le territoire français ; c'est là que me fut révélée pour la première fois leur résolution, déjà arrêtée depuis quelques jours et que le maréchal Pétain avait partagée dès l'origine, de solliciter un armistice ; c'est là que nous nous associâmes dans la conviction que l'unique moyen de persévérer dans la lutte consistait dans le transfert sur le sol africain, d'une part des pouvoirs publics, d'autre part des éléments de force militaire qu'on pouvait rassembler encore. Au cours de l'entretien, de durs jugements furent émis sur le général Weygand, alors commandant en chef. On jugeait indispensable de le relever de son commandement sans aucun délai, et l'homme qu'on lui désignait comme successeur d'une commune voix était précisément le général de Gaulle. Or, mon souvenir très net est qu'on prononçait son nom ce matin-là comme celui d'une personne présente, qu'on avait sous la main, dont on s'était assuré le concours par un contact tout récent. Je crois bien avoir entendu affirmer, par surcroît, qu'en tant que sous-secrétaire de la Guerre, le Général avait déjà pris sur lui de lancer les ordres nécessaires pour écouler vers les ports de la Méditerranée les troupes et le matériel susceptibles d'être embarqués en même temps que le Gouvernement. Mon sentiment est donc qu'il n'avait pas encore quitté Bordeaux le samedi matin. Mais je sais pertinemment que d'autre part, durant la nuit suivante et durant la fatale journée du lendemain dimanche, c'est lui qui, de Londres par téléphone, annonça, communiqua et commenta à Paul Reynaud le message extraordinaire où M. Winston Churchill proposait au Gouvernement français l'unification civique, politique des deux

États. C'est assurément Paul Reynaud qui l'avait envoyé à Londres dans la journée ou dans la soirée du samedi. Il y apprit la démission de son chef, la constitution du cabinet Pétain, l'entrée au Gouvernement du général Weygand — avec qui l'on contait que son opposition de vues avait pris la forme d'une altercation personnelle et violente — la demande d'armistice, et il décida d'y rester, prenant aussitôt la conscience d'un rôle, ou plutôt d'un devoir, que seul peut-être il pouvait remplir.

Car le rassemblement des « Français libres » ne pouvait s'opérer qu'en dehors de toute conception, de toute prévention politique. Ses principes constitutifs comme ses mots d'ordre d'action devaient être assez simples, assez généraux, assez puissants pour emporter l'adhésion, ou tout au moins la sympathie de chaque Français, quelle qu'eût été sa position passée, quelle que fût encore sa position présente vis-à-vis des problèmes intérieurs qui avaient partagé le pays. Il s'agissait de ressusciter la France, précipitée par un désastre soudain et inouï dans un état de catalepsie; il s'agissait de faire repasser en elle un courant vital et, par conséquent, de ranimer ces sentiments élémentaires et héréditaires de devoir, de courage, d'honneur, dans lesquels pourraient communier simplement tous ses fils. La France venait d'accepter, d'« avaler » l'armistice tête baissée, sans le lire, en tout cas sans se rendre le moindre compte de sa portée réelle, avec une confiance passive comme l'obéissance; il s'agissait de lui faire comprendre que les clauses de l'armistice, implacables au regard de celui qui l'avait imposé, étaient honteuses au regard de ceux qui l'avaient signé. Un soldat seul, un soldat sortant à peine de la bataille pouvait faire entendre efficacement ce langage. Un soldat seul pouvait faire comprendre au pays, ou plutôt lui révéler, car cette vérité gisait obscurément au fond des consciences, que la continuation de la lutte répondait à la plus impérieuse des obligations morales, et non pas seulement vis-à-vis de l'Angleterre, mais vis-à-vis de tous les autres peuples, comme le Norvégien, le Hollandais, le Belge qui s'étaient engagés sous notre garantie et à notre voix, et surtout vis-à-vis du peuple français lui-même pour lequel la défaite finale de l'Allemagne demeurerait l'unique chance de liberté, d'intégrité, de salut. Un soldat seul pouvait affirmer que cette chance n'était ni chimérique ni négligeable. Enfin, pour tout résumer d'un mot, un soldat seul pouvait prêcher la désobéissance, matérielle ou morale, comme le plus sacré des devoirs.

Je regrette de n'avoir pas mieux connu le général de Gaulle, et c'est ma faute plutôt que la sienne; mais cependant je l'ai connu. J'avais lu le livre qu'il fit éditer et où, pour la première fois, deux ans au moins avant le théoricien allemand Guderian, il préconisa une tactique nouvelle fondée sur l'emploi massif de grandes unités cuirassées. J'avais lu également l'article de discussion, ou pour mieux

dire, de réfutation qu'avait publié en réplique la *Revue des Deux Mondes*, article anonyme, mais que, dans les cercles d'initiés, on attribuait au général Debeney, alors Chef d'État-Major Général de l'Armée. J'étais entré dans cette controverse; j'y avais consacré un ou deux articles du *Populaire* et je dois faire l'aveu que j'avais pris parti contre le lieutenant-colonel de Gaulle, car tel était alors son grade.

Je dois faire l'aveu d'une seconde erreur plus lourde encore. Le colonel de Gaulle n'avait pu persuader ses supérieurs militaires, mais il avait fait du moins un disciple civil, et ce disciple était d'importance, puisqu'il n'était autre que Paul Reynaud. En mars 1935, lorsque le cabinet Flandin proposa le retour au service de deux ans, un grand débat s'institua devant la Chambre et Paul Reynaud, sans faire opposition directe au projet gouvernemental, saisit cette occasion retentissante de porter à la tribune les doctrines de son initiateur. C'est à nous, socialistes, j'oserais presque dire c'est à moi qu'il dédia le passage le plus pressant de son discours. Tourné vers nos travées d'extrême gauche, il nous dit en substance — vraiment je vois encore son regard dirigé vers le mien — que nous étions un parti d'essence internationale, que notre action en matière de politique étrangère avait toujours tendu vers l'organisation, et, par conséquent vers la pacification internationale de l'Europe, que, pour cette raison majeure, nous avions favorisé de tout notre pouvoir la Société des Nations et le principe de sécurité collective sur lequel elle reposait. Mais la sécurité collective, ajoutait-il, implique l'assistance mutuelle et, pour que la sécurité soit réelle, il faut de toute nécessité que l'assistance puisse être efficace. Or, l'armée, telle que l'avait conçue le colonel de Gaulle, ces divisions rapides, irrésistibles, invulnérables, toujours prêtes à se frayer une voie au-delà des frontières comme une escadre de cuirassés à prendre la mer, elles constituaient par excellence l'instrument efficace de la sécurité collective. On n'apercevait même pas quelle autre forme la France pourrait prêter à l'assistance promise et due, si elle n'avait pas de frontière commune avec la nation attaquée, à plus forte raison si elle en était séparée par l'État agresseur. Serait-ce remplir efficacement le devoir d'assistance que de déclarer la guerre, puis d'attendre derrière la ligne Maginot que le pays attaqué eût succombé sous l'agression?... Ce discours est resté si fortement gravé dans ma mémoire, et les événements qui se sont déroulés depuis deux ans m'ont reporté tant de fois vers ces souvenirs que je suis à peu près certain de la fidélité de mon analyse. L'argument de Paul Reynaud m'atteignait directement, je puis dire qu'il pénétrait en moi, et je crois bien m'être écrié à mi-voix, m'adressant aux camarades qui m'entouraient : « Sur ce point il a raison! » Je n'ai pas la présomption de penser qu'en donnant au système de Gaulle une adhésion publique, soit à la tribune, soit dans mon jour-

nal, j'aurais contribué le moins du monde à en assurer l'adoption officielle. J'étais assurément bien loin de posséder un tel crédit, en une telle matière, auprès des cercles dirigeants de l'État-Major. Mais il n'en est pas moins vrai que, si le système de Gaulle avait prévalu, la France aurait eu deux années au moins d'avance, au lieu de quatre années au moins de retard, dans l'organisation des grandes unités mécaniques et dans la mise au point de la tactique nouvelle dont elles ont été l'élément primordial, qu'ainsi le désastre eût été conjuré, la guerre elle-même peut-être évitée, et que c'était le devoir strict de tout Français, du moment qu'il était convaincu, de proclamer, de crier sa conviction.

Je fais ici l'avou d'erreurs qu'à coup sûr mes juges, si je comparais devant eux, ne me reprocheront pas, mais ce sont celles cependant qui pèsent vraiment sur ma conscience, et c'est pourquoi je me permets d'accompagner ma confession des excuses qui pourront peut-être en quelque mesure atténuer la faute. Tout d'abord, la présentation du système par son auteur et par son interprète parlementaire permettait ou même provoquait une confusion redoutable : il semblait que, dans leur pensée, les divisions cuirassées fussent quelque chose de plus qu'un élément de choc ou qu'un élément expéditionnaire ajouté à l'armée et qu'elles dussent devenir l'armée elle-même, l'armée complète, sauf un appoint de services administratifs et de réserves sédentaires; et comme ces unités, pour rendre leur plein effet, ne pouvaient être servies que par des hommes transformés en véritables spécialistes, comme un personnel de cette qualité ne pouvait être trié et entraîné que grâce à la sélection d'engagements à long terme, il s'ensuivait que toute la puissance militaire de la France, au moins toute sa puissance effective, se trouverait remise aux mains d'une armée professionnelle, d'une armée de métier et non plus d'une armée nationale, d'une armée de citoyens. Je n'ai pas le moyen de me reporter aux textes et ne puis, par conséquent, vérifier si cette conclusion était ou non légitime, mais ce dont je suis sûr, c'est que ni le colonel de Gaulle ni Paul Reynaud n'avaient pris assez de précautions pour l'écarter. Or, qu'on veuille bien se reporter à la date où ces problèmes se posaient devant mon esprit. Nous étions au lendemain, et, si je puis dire, dans le remous de cette émeute du 6 février 1934 sur laquelle je trouverai certainement l'occasion de fournir ma déposition de témoin. Jamais, depuis les moments les plus aigus du boulangisme et de l'affaire Dreyfus, les institutions républicaines n'avaient été exposées à de tels périls. La bande royaliste des Camelots du roi, la ligue fasciste des Croix de feu tenaient alors la rue, procédaient à des mobilisations publiques, — sans parler des complots ténébreux dont l'action s'est révélée plus tard. Les sentiments de quelques « grands chefs » militaires — y compris le maréchal Pétain et le général Weygand — étaient plus que douteux; ceux d'un

grand nombre d'officiers étaient suspects. Mais la troupe était composée de fils du peuple, d'enfants d'ouvriers et de paysans, fournis par la conscription, conservant intact, durant leur court service, le lien qui les attachait à leur milieu natal ou habituel, et ce fut peut-être le salut des institutions libres. Qu'en serait-il advenu, si leur sort avait été remis à une élite de prétoriens, dressés à l'obéissance passive et mécanisée comme leurs engins? Sacrifier la République, immoler toutes les libertés, civiques et publiques, ne paraissaient pas alors une affaire aussi simple qu'aujourd'hui... Mais alors, me dirait-on, vous avez fait passer les intérêts du Régime avant ceux de la Patrie... Non, jamais dans notre esprit, nous ne les avons séparés les uns des autres et nous espérions bien les préserver tout à la fois. Au reste, je supplie qu'on s'en rende bien compte : si la pensée du général de Gaulle m'avait séduit, si l'appel direct de Paul Reynaud m'avait ému, j'étais bien loin d'être parvenu, sur le plan purement technique, à la certitude imperturbable qu'ont imposée les événements. Les faits n'avaient pas encore prononcé; la discussion restait ouverte; les arguments du colonel de Gaulle étaient forts sans aucun doute, mais les objections qu'on lui opposait étaient troublantes...

★

Cependant je ne m'étais pas encore trouvé en contact personnel avec le colonel de Gaulle. Un an plus tard, je devins président du Conseil et c'est alors que je fis sa connaissance. J'en fus pressé vivement, presque impérieusement, par un très ancien ami, père de la compagne la plus intime et la plus chère de ma femme, le colonel Émile Mayer. Le colonel Mayer possédait au plus haut point deux dons qui sont rarement unis, l'indépendance critique et l'imagination intellectuelle. Aucune idée n'était soustraite à sa critique, et les siennes moins que toute autre, mais aucune ne dépassait son imagination. Avant la guerre de 1914, il avait été le premier à développer, dans la presse technique, la théorie connue sous le nom de « inviolabilité des fronts ». Il avait prédit qu'aucune offensive n'obtiendrait d'avantage décisif contre un front continu de troupes retranchées, couvertes de réseaux barbelés, disposant d'une quantité suffisante de mitrailleuses, appuyées par un jeu convenable d'artillerie. Ayant le premier formulé ce principe, auquel quatre années de guerre avaient apporté une si cruelle vérification, il fut cependant un des premiers à admettre que sa validité pouvait se trouver compromise par le progrès de deux armes nouvelles, le char d'assaut et l'avion de bombardement. On s'en étonnera sans doute, mais à l'époque pourtant peu reculée où se place mon récit, cette vue était un paradoxe. L'opinion orthodoxe, d'autant plus fermement attachée au principe qu'elle l'avait plus obstinément méconnu, affirmait au contraire que le perfectionne-

ment des armes automatiques, des mortiers d'infanterie, des artille-  
ries spéciales à tir rapide, joint à la généralisation du système des forti-  
fications permanentes, rendrait les fronts plus inviolables encore  
qu'ils ne l'avaient été durant l'autre guerre. Mais l'imputation de  
paradoxe flattait mon vieil ami plutôt qu'elle ne l'effarouchait. Il  
avait lu le livre du colonel de Gaulle. Il avait voulu connaître l'auteur  
et il voulait que je le connusse à mon tour.

Je priai donc le colonel de Gaulle de venir me voir à mon cabinet  
de l'hôtel Matignon. C'était un matin de l'été, soit en août, soit au  
début de septembre. Je vis entrer avec une aisance calme, et même  
placide, un homme dont la taille, la largeur, la carrure, avaient  
quelque chose de gigantesque. Je cherche à rendre sensible par des  
mots une image qui s'est conservée en moi, à travers les années, non  
seulement dans sa vivacité mais dans sa qualité, dans sa teneur, et  
ce que je trouve à dire de plus vrai, c'est qu'on sentait en lui, au pre-  
mier contact, un homme « tout d'une pièce ». Il était tout d'une  
pièce. Il l'était dans sa personne physique, que chacun de ses mou-  
vements semblait déplacer sans frottement tout entière; il l'était  
dans son « comportement » moral. L'homme qui se présentait ainsi,  
qui me dévisageait si tranquillement, qui me parlait de sa voix lente  
et mesurée, ne pouvait, de toute évidence, être occupé à la fois que  
par une idée, un dessein, une croyance, mais alors il devait s'y don-  
ner absolument, sans que rien d'autre entrât en balance. A peine  
devait-il être capable de concevoir que chacun n'embrassât pas dans  
sa plénitude la conviction qui le possédait. Tout en lui était d'ailleurs  
parfaitement simple. Il ne ressemblait par aucun trait à l'inventeur  
illuminé que son idée fixe fascine. Ni chimère ni illusion; plutôt  
une teinte, je ne dirai pas de découragement, ni même de lassitude,  
mais de désenchantement. Certes, il était résolu à persévérer dans la  
tâche qu'il avait entreprise depuis tantôt deux ans, parce que sa  
nature ne comportait ni fléchissement, ni transaction, mais il n'avait  
pas l'air de croire à l'efficacité possible de son effort. Je me souviens  
d'un mot que Jaurès citait volontiers et qu'il attribuait à Guizot :  
« Il ne faut pas être pessimiste; les pessimistes sont des spectateurs. »  
Les pessimistes sont quelquefois des acteurs, et non pas par occasion,  
mais par besoin. Clemenceau est le type extrême de ces tempéra-  
ments qu'une misanthropie, souvent méprisante, empêche de croire  
au résultat utile d'une action quelconque, et que rien ne peut détour-  
ner cependant d'agir, parce que l'action représente pour eux une  
nécessité vitale. Le colonel de Gaulle me fit l'effet d'appartenir à  
cette famille humaine. Notre conversation se prolongea, de mon fait  
plus que du sien; je crois qu'il ne s'y était rendu que par acquit de  
conscience, ou peut-être par déférence pour mon vieil ami et sans en  
attendre aucune conséquence positive. Je lui laissai entendre, avant  
qu'il me quittât, que je verrais grand intérêt à sa présence dans

l'entourage immédiat du ministre de la Guerre. Le Colonel éluda  
cette ouverture avant même que j'eusse achevé de la préciser. Il me  
déclara, sur son ton posé, qu'il était désigné pour ouvrir les cours du  
Centre des hautes études militaires et que, pendant la durée de ce  
stage, il ne pouvait recevoir d'autre affectation. C'est sur ce propos  
que nous nous séparâmes et quels que fussent mes tracassés de cette  
époque, l'entretien que je viens d'évoquer demeura gravé dans mon  
esprit.

En fis-je part à Daladier dans les jours qui suivirent? Je n'oserais  
dire ni non ni oui parce que ma mémoire hésite sur ce point, mais  
il y a du moins quelque chose dont je suis bien sûr. Le rétablisse-  
ment du service obligatoire en Allemagne fut annoncé fort peu de  
temps après la visite que m'avait rendue le colonel de Gaulle. Il y  
avait là tout à la fois une provocation qui pouvait difficilement  
demeurer sans réplique et une menace qui exigeait impérieusement  
des précautions. J'interrogeai Daladier; il me répondit qu'il n'aper-  
cevait que deux solutions concevables : ou bien prolonger d'une  
année encore la durée du service, déjà portée à deux, ou bien mettre  
aussitôt en train un ample programme d'armement. L'armée vivait  
en somme sur l'héritage de la guerre de 14; il devenait urgent de  
la pourvoir d'un matériel neuf, moderne et abondant. Pour toutes  
sortes de raisons qu'il est superflu d'énoncer, ce fut la seconde solu-  
tion que nous nous accordâmes pour proposer au cabinet et qui fut  
aussitôt adoptée; or ce programme qui devait être exécuté en quatre  
ans, et dont une première estimation fixait le coût à quatorze mil-  
liards de francs — non encore dévalués — comportait en première  
ligne la construction de plusieurs milliers de chars modernes : chars  
légers, mais fortement protégés et armés; chars lourds, supérieurs  
par le tonnage et la puissance à tous les types en service ou en pro-  
jet dans les armées étrangères. Le programme prévoyait en propres  
termes la création de divisions mécaniques et de divisions cuiras-  
sées. Comment n'en aurais-je pas induit que l'État-Major, auteur  
de ce programme, entraînait enfin dans la voie tracée par le colonel  
de Gaulle, et après lui, par les théoriciens allemands? Poursuivant  
ici avec scrupule mon examen de conscience, je confesse que je fus  
coupable de croire si promptement et que j'aurais dû procéder à  
une investigation plus sceptique, à une vérification plus sévère. De  
grands corps autonomes et à structure à peu près close, comme  
l'était l'État-Major français, ne viennent pas de si bonne grâce à  
répiscence, et ne réparent pas si aisément ni si franchement leurs  
erreurs...

Telle était la vérité; et ce fut encore le colonel de Gaulle qui me  
la découvrit. Un soir, dans les dernières semaines de l'automne  
1939, je dînai avec lui chez Paul Reynaud, au Ministère des Finances.  
Il y avait un quatrième convive, mon ami Henri Laugier, directeur

des services de la Recherche scientifique, chargé, en cette qualité, de coordonner les travaux de toute espèce que les problèmes de la guerre moderne inspiraient aux inventeurs et aux savants. A cette époque, précisément, Laugier patronnait un projet de chars énormes, — grands, gros et lourds à peu près comme l'Arc de triomphe, si j'ai bonne mémoire — dont quelques exemplaires auraient suffi pour forcer le Rhin ou pour broyer la ligne Siegfried. Je pense que l'objet principal du dîner était de recueillir l'avis du colonel de Gaulle sur ce projet, mis au point par un savant fort remarquable. Le Colonel ne parut pas le goûter beaucoup. On aurait même dit que le projet patronné par Laugier l'offusquait, sans doute parce qu'il y voyait une application altérée de ses idées. Les chars ne l'intéressaient pas en tant qu'outils destinés à heurter de front, pour l'anéantir, tel ou tel obstacle matériel, la puissance de l'outil se multipliant en proportion de la résistance de l'obstacle; ce qui comptait à ses yeux, c'étaient les armées organisées de chars, instruments de manœuvres décisives par lesquelles les obstacles tournés ou enveloppés tomberaient d'eux-mêmes. Le Colonel me sembla d'ailleurs encore plus réservé, encore plus désabusé, que lors de notre conversation de l'hôtel Matignon. Je le félicitai sur son affectation — j'ai déjà dit qu'il commandait les chars de l'armée de Basse-Alsace. Les chars d'une armée, de l'armée la plus nombreuse qu'on eût formée à la concentration, cela ne pouvait manquer de comprendre des unités cuirassées, et le colonel de Gaulle trouverait assurément l'occasion de justifier, à leur tête, des idées pour lesquelles il avait si longtemps combattu! Il ne me répondit que par un regard las, tranquille, voilé d'un peu d'amertume : « Eh quoi? N'avez-vous pas ce que vous avez le plus souhaité? — Ce que j'ai n'est rien, me dit-il alors, absolument rien. Le cœur serré, je joue mon rôle dans une atroce mystification. Je n'ai pas sous mes ordres de divisions cuirassées, pour la bonne raison qu'il n'en existe pas une seule. Les quelques douzaines de chars légers qui sont rattachés à mon commandement sont une poussière. Je crains que l'enseignement de la Pologne, pourtant si clair, n'ait été récusé de parti pris. On ne veut pas que ce qui a été réussi là-bas soit exécutable ici. Croyez-moi : tout reste à faire chez nous et si nous ne réagissons pas à temps, nous perdrons misérablement cette guerre; nous la perdrons par notre faute. » Paul Reynaud l'écoutait et hochait la tête d'un air d'approbation désolée.

Nous partîmes ensemble, le Colonel et moi. Sous les guichets du Carrousel, il me dit : « Si vous êtes en mesure d'agir de concert avec Paul Reynaud, faites-le, je vous en conjure. J'ai rédigé, le plus nettement que j'ai pu, mes idées sur l'état actuel de l'armée et sur les mesures immédiates qu'il faudrait prendre. Cela fait une note de quelques pages; voulez-vous que je vous l'envoie? » Je la reçus

en effet quelques jours plus tard, et c'est alors que j'appris, que je compris tout. Le mémoire du Colonel s'intitulait autant qu'il m'en souvenne : *la Guerre mécanique*. Je passe sur les constatations critiques et je n'ai plus besoin d'insister sur les conclusions. Il fallait organiser à tout prix et sans autre délai l'armée mécanique dont nous ne possédions encore que des éléments épars; il fallait faire passer au premier ordre d'urgence la fabrication insuffisante des chars lourds et des bombardiers; il fallait créer, rendre vivante, inspirer à tous, par la foi et la volonté, une tactique appropriée à la guerre nouvelle. L'Allemagne nous imposerait cette guerre dès qu'elle aurait achevé sa préparation, où la campagne de Pologne avait fait apparaître certains vices, certaines lacunes. Arriverions-nous à temps pour la parade? Le Colonel voulait l'espérer; en tout cas, il n'y avait pas un jour à perdre. J'en étais déjà convaincu, mais que pouvais-je faire d'utile? Entreprendre Daladier? Je ne pouvais me flatter auprès de lui d'un crédit plus grand que celui de Paul Reynaud. Je parviendrais peut-être à Pébranler, le tenant en tête à tête, mais, somme toute, ce n'était pas en lui qu'était située la résistance. Je me décidai à revoir Laugier, que je savais en confiance et en liaison avec le général Georges. Je lui remis l'exemplaire de la note et je le pressai de la faire lire au Général, qui me connaissait un peu, moi aussi, et qui me savait incapable de m'« emballer » ainsi à la légère. « Je vous en prie, dis-je à Laugier, obtenez de lui qu'il lise lui-même, avec attention, avec gravité; c'est quelque chose d'important, de considérable. » Au bout de deux ou trois semaines, Laugier me rendit la note que le Général avait lue lui-même, m'assura-t-il, avec le plus sincère intérêt et le plus grand profit. J'avais conservé cette copie dactylographiée jusqu'à mon départ de Paris. Elle se trouve sans doute parmi les papiers que les Allemands sont venus saisir chez moi dès leur entrée.

Trois divisions cuirassées furent formées hâtivement dans les premiers mois de 1940; mais le colonel de Gaulle conserva son affectation jusqu'à la semaine fatale de mai; alors seulement on lui confia un groupe cuirassé supplémentaire, improvisé sur le champ de bataille, à la tête duquel il fit des prodiges. Je ne l'avais pas revu depuis le dîner chez Paul Reynaud. A la fin de l'hiver, j'avais été l'hôte du général Bourret; j'avais passé quarante-huit heures à son quartier général, niché dans un vallon neigeux des Vosges, en surplomb sur la plaine d'Alsace. J'avais eu l'espoir d'y retrouver le Colonel, mais il était absent; en permission? en tournée? je ne sais plus. Je ne l'avais jamais rencontré ni à Paris, durant son court passage au sous-secrétariat d'État, ni à Bordeaux.

Et maintenant c'est lui qui, de Londres, assumait la direction de la « France libre » — puisqu'il y subsistait une « France libre » hors de France. Cela s'était produit tout naturellement. A Londres, il

avait entendu la harangue, radiodiffusée de Bordeaux, où le maréchal Pétain annonçait au pays la demande d'armistice. Dès le lendemain, il avait répondu de Londres, par la radio britannique, dont le public s'était accoutumé, depuis le début de la guerre, à capter les émissions en langue française. Il avait désavoué et condamné la demande d'armistice. Il l'avait dénoncée, lui, adjoint la veille encore au chef du Gouvernement et de l'Armée, comme un attentat contre la nation. Il avait affirmé solennellement : on peut combattre; on doit combattre. Reprenant chaque soir sa prédication, il avait dévoilé d'avance les conditions inéluctables d'un armistice sollicité d'un tel vainqueur par un vaincu qui s'abandonne et se livre. Il avait prédit qu'Hitler n'arrêterait la marche de ses armées qu'au prix d'une soumission, d'une capitulation totales; que, de son côté, le Gouvernement de Vichy, pour peu qu'on lui épargnât la livraison immédiate de la flotte, céderait sans discuter sur tout le reste, et finirait par considérer l'honneur comme sauf! L'armistice était venu; Hitler avait tout exigé; le Gouvernement de Bordeaux avait tout subi.

De Londres, le général de Gaulle avait alors signifié que le pays ne souscrivait pas à sa déchéance, qu'il ne se jugeait pas lié par les quelques signatures de hasard apposées au bas de ce marché honteux. Sa voix seule s'était élevée, puisque en France aucune n'avait plus le droit ni le moyen de se faire entendre, et ainsi c'est autour de lui que s'étaient groupés spontanément, hors de France et en France, les hommes qui refusaient leur consentement et qui s'obstinaient à espérer dans la Patrie. Ceux-là chaque soir prenaient l'écoute, ils tendaient l'oreille avidement vers le son lointain qui contenait la parole française, la parole libre, et cette habitude, ce besoin gagnaient de proche en proche. A l'Armurier, toute la maisonnée faisait cercle, dès huit heures, autour du poste. Très vite, les émissions furent brouillées, car l'« autorité occupante » et le Gouvernement de Bordeaux ou de Vichy n'avaient pas tardé à sentir l'efficacité de l'arme dirigée contre eux, et tous les « trucs » techniques étaient mis en œuvre pour couvrir les voix redoutées. Mais les auditeurs aussi devenaient habiles à ce jeu, et, avec un peu de patience et de tour de main, on finissait bien par toucher la longueur d'onde sur laquelle l'émission demeurerait intelligible. Quand le général de Gaulle parlait, ce qu'il fit au début presque chaque soir, je voyais se recomposer devant moi sa haute stature, ses larges épaules, son regard clair, calme, un peu las, et, dans l'équipe de compagnons qui s'ordonnait peu à peu autour de lui, les uns apportant l'autorité de leur nom et du poste qu'ils occupaient la veille encore, les autres n'apportant que leur foi et leur talent, souvent une voix reconnue m'évoquait l'image d'un ami.

★

Ce qui se passait chaque soir à l'Armurier se passait dans la France entière, occupée ou libre. Il n'était guère possible de capter Londres que sur ondes courtes, ce qui excluait l'usage de la plupart des appareils répandus dans le public; mais on allait dans un café prochain, dans une auberge, chez un voisin plus favorisé; l'appareil à travers lequel Londres était entendu devenait dans le moindre village le lieu de réunion, le lieu d'assemblée. Autour du poste, puis après l'émission, renaissaient les conciliabules, les commentaires, les controverses traditionnels. Ces foyers élémentaires de discussion et d'opinion, sur lesquels le vent de la guerre avait soufflé, et que le « Nouveau Régime » maintenait étouffés dans une asphyxie volontaire, se rallumaient ainsi de proche en proche. A la radio anglaise, à la parole venant d'au-delà de la mer, on demandait d'abord des nouvelles, nouvelles du monde, nouvelles surtout de la France, car personne ne « prenait » plus les émissions françaises, personne n'attachait plus la moindre importance aux informations fournies par les journaux français; presse et radio, despotiquement contrôlées par un Gouvernement que contrôlait lui-même « l'autorité occupante », étaient déjà tombées dans un discrédit universel dont elles ne se sont relevées ni l'une ni l'autre. Mais on attendait quelque chose, et quelque chose de plus que des nouvelles, on attendait des mots d'ordre, des cris de ralliement, on attendait des consignes — acceptées d'avance, puisqu'on avait trouvé un chef. Ce Chef, la France ne l'avait pas choisi spontanément, pas plus que ceux de Bordeaux et de Vichy; les circonstances le lui avaient désigné, imposé; mais elle l'avait reconnu, celui-là, dès le premier mot, et elle l'avait accepté sans réserve. On reconnaissait son autorité; on se soumettait à ce commandement militaire dont chacune de ses phrases conservait naturellement l'accent et le pli. Comme il devint clair, durant ces jours et ces semaines d'incubation patriotique, que le chef de la « France libre » n'avait pu être qu'un soldat. Seul un soldat pouvait emporter ainsi la confiance, le don, l'obéissance; seul, il pouvait dicter avec cette force et cette simplicité des devoirs, simples aussi, simples comme le cri de la conscience. Seul il pouvait imprimer à l'action de la « France libre » son caractère et sa valeur militaires.

Car la France officielle avait eu beau capituler, la « France libre », elle, continuerait la guerre! Elle la continuerait, non pour son propre compte, mais au nom de la France à qui l'on avait arraché ses armées; elle reprendrait la place de la France aux côtés des Alliés que l'armistice avait trahis. Elle était donc avant tout une armée, à la fois réelle et symbolique, une armée dont nul soldat n'ignorait qu'il s'offrirait d'avance en holocauste à l'honneur et au salut de la patrie, et la France, à l'écoute, attendait la voix du Chef qui, hors

d'elle, agissait pour elle. Il ne lançait pas d'ordre direct à la France métropolitaine. Son but n'était pas d'attirer hors de France des volontaires pour les enrôler à ses côtés : jamais ce recrutement n'a été encouragé ni organisé ; il était dans le désir de milliers de jeunes gens et aussi de milliers d'hommes faits. Jamais le chef de la « France libre », ni à plus forte raison le Gouvernement britannique, ne leur en indiquèrent, ni ne leur en facilitèrent le moyen. Un système d'émigration organisée, du genre de celui qui fonctionna pendant la guerre civile d'Espagne, aurait permis de lever des corps d'armée ; jamais rien de pareil ne fut seulement essayé. Des citoyens demeurés en France, occupée ou non, le général de Gaulle et ses premiers collaborateurs ne requéraient pas autre chose qu'une reprise de conscience, qu'une adhésion d'esprit et de cœur, qu'une sorte d'engagement intime d'entretenir leur volonté, de la tenir prête pour les occasions que réservait l'avenir. Leurs appels s'adressaient aux officiers de la marine de guerre, aux capitaines de la flotte marchande, aux aviateurs, à tous ceux qui pouvaient détacher avec eux un lambeau encore vivant de France combattante ; ils visaient surtout, par-delà les mers, chefs civils et commandants militaires des colonies, des pays de protectorat, des territoires sous mandat, de tout ce qu'on a coutume aujourd'hui, par un terme équivoque et que je n'aime pas pour ma part, de nommer l'« Empire ». Quand le Gouvernement de Bordeaux avait projeté de quitter la France continentale, c'était pour continuer la guerre avec l'Empire. L'ordre immédiat du chef de la « France libre » était que l'Empire continuât la guerre sans le Gouvernement.

Mon témoignage se limite nécessairement à ce que j'ai éprouvé ou observé, et j'ai déjà dit que je vivais alors dans un étroit entourage d'affections proches. Cependant chacun des compagnons ou des visiteurs que j'interrogeais touchait à des milieux différents ; par eux me parvenait souvent l'écho de réflexions, saisies dans un lieu public, dans un café, dans un car, un tramway, dans un compartiment de chemin de fer, dans une boutique, dans la rue. Eh bien ! j'affirme qu'à ce moment, c'est-à-dire durant les semaines qui ont immédiatement suivi l'armistice, la réaction nationale était déjà suffisamment puissante pour que la masse s'associât de plein cœur et passionnément à l'appel jeté de Londres par le général de Gaulle. Chaque information annonçant le ralliement à la « France libre » de telle ou telle portion de la France d'outre-mer était accueillie avec autant d'avidité qu'un bulletin de victoire. Avant-hier l'Afrique-Occidentale, hier le Tchad, aujourd'hui la Nouvelle-Calédonie. Le mouvement qu'on a qualifié depuis de « dissidence » et qui apparaissait tout à la fois comme la compensation obligatoire de l'armistice et comme le prolongement nécessaire du devoir national, n'allait-il pas faire traînée de poudre, prendre en s'étendant une force irrésistible ?

Demain, l'Empire tout entier, reconstitué dans son unité massive, ne viendrait-il pas prendre la place de la Métropole livrée à l'ennemi ? On vivait ardemment dans cette attente.

Il était clair que l'événement serait déterminé par le déplacement du bloc nord-africain : Algérie, Maroc, Tunisie. Qu'allaient décider le général Noguès, commandant du groupe des armées d'Afrique et résident général à Rabat, M. Lebeau, gouverneur général à Alger, M. Peyrouton, résident général à Tunis ? On retrouvait en soi le même émoi, le même espoir, la même angoisse qu'aux moments critiques de la campagne, ou qu'aux heures déchirées de Bordeaux. Le destin hésita pendant quelques jours. Beaucoup de rumeurs contraires circulaient, entre lesquelles je n'ai pu faire un départ certain. On m'assurait que les deux hauts fonctionnaires civils : MM. Lebeau et Peyrouton avaient tous deux résolu de se déclarer pour le mouvement de Gaulle, que le général Catroux, commandant des troupes d'Algérie, était prêt à les suivre, mais que leur décision avait été mise en échec par le général Noguès, détenteur d'une double autorité et dont la personne, à tous égards, devait être prépondérante. Je ne saurais aucunement me porter caution de l'exactitude de ces récits, mais ils ont, à mes yeux, un aspect de vraisemblance. Le général Catroux, depuis lors, a mis ses actes d'accord avec les intentions qu'on lui prêtait. Peyrouton est un tempérament violent qu'ont dû tenter la vue d'une décision hardie et l'espoir de jouer un grand rôle. Lebeau a une foi profonde de démocrate et un caractère froidement passionné. Quant au général Noguès, c'est de beaucoup celui que je connaissais le mieux. Son envoi au Maroc comme successeur de Peyrouton était mon œuvre personnelle. Je l'avais choisi délibérément, bravant en cela beaucoup d'appréhensions et de résistances ; j'avais entretenu avec lui, pendant la durée de mon ministère, des relations étroites et confiantes que mon départ n'avait pas interrompues. La guerre civile d'Espagne, en particulier, et son retentissement sur le Maroc espagnol, avaient provoqué entre nous un contact presque permanent où nous nous étions trouvés en parfaite intelligence. L'homme était d'une rare qualité. Il voyait clair ; il avait le sens droit et l'esprit vigoureux ; il savait réfléchir, vouloir, exécuter ; il était aussi ferme républicain que chaud patriote. Ce qui le fit hésiter, ce qui le détourna en tout cas de prendre le parti auquel son sentiment profond le portait sans doute, ce ne fut pas, à ce que je crois, un calcul d'homme politique, dont il n'était d'ailleurs pas incapable ; ce fut plutôt l'équilibre trop mesuré, trop exact, d'un caractère impropre aux brusques impulsions et que devaient déconcerter les cas extraordinaires mais ce fut surtout son habitude de soldat étroitement discipliné.

Car la cause déterminante qui, dans ces jours de trouble où les meilleurs pouvaient s'interroger sur leur devoir, empêcha l'Empire,

comme la flotte, de se détacher d'un coup vers la « France libre » et la Grande-Bretagne, fut, en réalité, la violence du freinage exercé de Bordeaux et de Vichy par le Gouvernement. Le maréchal Pétain, le général Weygand, l'amiral Darlan jetèrent à plein dans la balance le poids de leur nom, de leur grade, de leur crédit, d'une autorité hiérarchique longuement et tout récemment exercée. Ils avaient retrouvé apparemment, pour prévenir ou pour cantonner la « dissidence », l'énergie qui leur avait fait si dramatiquement défaut pour la négociation de l'armistice. Peut-être cette récidive est-elle ce que l'histoire jugera en eux avec le plus de dureté. La pesée obstinément exercée, au lendemain de la capitulation, sur les chefs de l'Empire et de la flotte, sera considérée comme encore plus inexcusable que la capitulation elle-même. Le devoir évident envers le pays était de laisser faire, d'abandonner les choses à leur inclinaison naturelle, de laisser le destin s'accomplir...

Comment pouvait-on honnêtement mettre en doute qu'il existât une seule et unique chance de préserver contre la curée finale l'unité de l'Empire tout comme l'unité de la France métropolitaine, à savoir la défaite de l'Allemagne? Sans doute, la division de l'Empire en territoires « dissidents » et territoires « loyalistes » était quelque chose de pesant, de pénible, — moins cependant que la division de la France métropolitaine en zone libre et zone occupée. Mais si le Gouvernement de Bordeaux et de Vichy souhaitait vraiment épargner cette épreuve à la France d'outre-mer, il disposait à cet effet d'un remède aussi sûr que simple : il n'avait qu'à laisser la prétendue dissidence suivre son cours naturel, englober toute la France d'outre-mer, qui serait ainsi demeurée unie, — unie dans le devoir national et « dans l'honneur ». Mais entraver, condamner, traquer la « dissidence » au nom de l'Unité de l'Empire, pouvait-on concevoir vraiment un plus impudent, un plus monstrueux sophisme?

Je sais bien aussi que la propagande officielle tendait en réalité à une autre fin; je sais quel affreux soupçon elle tendait sourdement à insinuer, non sans embarras, au début, ni une sorte de honte secrète, avec plus d'effronterie et d'audace quand les malheureux accidents de Mers-el-Kébir et de Dakar lui eurent fourni des prétextes spécieux. La presse et la radio gouvernementales s'efforçaient de faire entendre que, sous le couvert de la « dissidence », l'Angleterre, jalouse de notre Empire! nourrissait le dessein pervers de nous l'arracher par morceaux. Là où l'autorité du général de Gaulle était reconnue, c'était en réalité l'Angleterre qui s'installait et prétendait s'installer à demeure. Non contente de nous avoir entraînés dans la guerre, de nous avoir marchandé ou repris pendant la bataille les secours promis, elle cherchait cyniquement à s'enrichir, à s'engraisser de notre défaite! Seulement, cette campagne, qui me fait encore monter au visage, pendant que j'écris, une rougeur de honte, se

retournait directement contre son objet. Personne en France ne croyait que l'Angleterre eût besoin, ou envie, de quelques colonies de plus; son Empire à elle pouvait lui suffire; tout le monde voyait au contraire, à la lumière de l'évidence, que le danger trop certainement couru par nos possessions impériales, dissidentes ou non, venait d'ailleurs. Mais de telles polémiques au travers desquelles, d'ailleurs, on entendait sourdre un trouble de conscience, obligeaient l'opinion française à se représenter bien clairement la vérité qu'elle n'avait pas su apercevoir au moment de l'armistice, c'est-à-dire que, même après la défaite militaire, l'Empire français et par conséquent la France, avaient conservé une puissance positive. Cette puissance, l'âpreté même avec laquelle on se la disputait amenaient à la reconnaître et à la mesurer...

La campagne officielle aboutissait donc à ce résultat qu'elle n'avait assurément pas visé, ni même prévu : remettre en cause, devant l'opinion française, l'armistice lui-même, à la fois parce qu'on le voyait engendrer ses conséquences fatales et parce qu'on cessait de le considérer comme inéluctable à l'heure où il avait été accepté. Le coup décisif était porté à cette espèce de foi aveugle dans laquelle s'était abîmée la quasi-totalité de la nation.

C'est ainsi qu'en dépit de l'oppression administrative, en dépit de l'adulation ou même de l'idolâtrie méthodiquement organisée autour de la personne du Maréchal, en dépit des entreprises tenaces de la presse et de la radio officielles, le corps et l'âme de la France recouvraient peu à peu leur vie autonome. Dans cet arbre stérilisé par un coup de foudre on sentait remonter la sève printanière. La « Révolution nationale » et ses grands principes n'y étaient pour rien; la liberté de pensée retrouvée et l'espoir renaissant avaient tout fait.

C'est à ce moment que vinrent se placer les grands assauts brisés de la *Luftwaffe* sur les Iles Britanniques, le bruit des débarquements essayés en vain, avec des pertes atroces. D'Amérique survenaient aussi des informations puissamment toniques. Que ferait alors le ténébreux Staline? Malgré tous les pactes du monde, il ne pouvait pas raisonnablement s'imaginer qu'un Hitler vainqueur le laisserait longtemps en repos. Un jour viendrait où il aurait à lutter pour son existence; ne préférerait-il pas le choisir? La guerre allait certainement se prolonger; la guerre allait très probablement s'étendre. On pouvait donc se reprendre à espérer la victoire, et ces mots : la Victoire, n'avaient plus qu'un sens. Ils signifiaient la victoire anglaise.

Voici d'ailleurs ce qui permettra, mieux que tout autre témoignage, de saisir ce renouveau d'espoir : on commençait déjà à supputer ce qu'il pourrait advenir de la France après la victoire anglo-saxonne et l'effondrement de Hitler. Je recevais l'écho plus ou moins

amorti de certains cercles où la haine puissante de l'Allemagne n'avait pourtant pas aboli les vieilles préventions, l'antipathie traditionnelle contre l'Angleterre; là circulait le refrain maussade : « Nous tomberons alors au rang d'un Dominion », — comme si l'Angleterre victorieuse ne devait pas être tenue, par son intérêt autant que par son honneur, de restaurer au sein de l'Europe une France forte et libre; comme si d'ailleurs la condition d'un citoyen du Canada ou de l'Australie se plaçait au même degré de l'échelle humaine que celle d'un serf, ou même d'un sujet de Hitler. Chez quelques-uns de mes amis, des appréhensions d'une autre sorte, et que j'ai vues reparaître depuis lors, commençaient à prendre forme. Une fois Hitler vaincu, disaient-ils, l'Angleterre sera tout naturellement tentée d'installer le Chef de la « France libre » comme chef de la France libérée. Or, savons-nous quelle est la position politique du général de Gaulle, quel est son passé? N'a-t-on pas dit qu'il était royaliste, qu'il avait appartenu à l'*Action française*? Est-il homme à dominer la séduction du pouvoir personnel? La France, délivrée d'Hitler et du Gouvernement de Vichy n'est-elle pas destinée à tomber aux mains d'une restauration monarchiste ou d'une dictature militaire? Je répondais alors, et les circonstances m'ont amené à répéter plus d'une fois cette réponse : « Je connais un peu le général de Gaulle. Je crois profondément à sa droiture, à sa simplicité, à sa loyauté. Je suis intimement sûr qu'il n'a pas couru une aventure d'ambition personnelle, mais qu'il s'est voué corps et âme à une mission qu'il considérait comme sacrée... »

.....

★

Je note ici les derniers souvenirs de ma vie libre. Vie passionnée, on le voit, en même temps que retirée et presque solitaire; vie d'un homme qui a participé aux affaires du monde, qui s'en juge séparé pour toujours, mais qui continue à en alimenter le feu de son imagination; vie tranquille dans tous ses modes extérieurs et qu'aucune appréhension personnelle n'était venue troubler. J'ai déjà dit que je ne quittais jamais l'enclos de l'Armurier, si ce n'est, de loin en loin, pour aller voir Vincent Auriol à Muret. Le nouveau préfet de Toulouse était venu me rendre visite dès son installation, qui avait à peu près coïncidé avec la mienne; il s'était mis à ma disposition dans les termes les plus obligeants et les plus déférents.... Un « acte » du Maréchal daté du début d'août, venait d'abroger les articles de la Constitution de 1875 qui régissent la convocation éventuelle du Sénat comme Haute-Cour de Justice politique, et de créer à la place une « Cour suprême » chargée notamment de rechercher les anciens ministres et fonctionnaires dont les fautes auraient

« concouru au passage de l'état de paix à l'état de guerre ». Mais j'étais totalement étranger, en tant qu'homme de gouvernement, au passage de l'état de paix à l'état de guerre. J'avais quitté le pouvoir en juin 1937, plus de deux ans avant le début des hostilités.

Je ne parle même pas de mon second ministère de 1938, qui ne dura pas quatre semaines et qui ne fut qu'un intermède parlementaire, significatif sans doute, mais bien court. D'accord avec les radicaux et sans doute avec les chefs de l'opposition modérée et réactionnaire, M. Albert Lebrun ne m'avait alors appelé si instamment au pouvoir que pour débarrasser entièrement de moi la scène politique et pour laisser la place nette à Daladier. Gaston Doumergue, en 1926, avait déjà tendu le même traquenard à Édouard Herriot pour préparer le ministère Poincaré. J'avais parfaitement vu le piège; j'aurai l'occasion d'expliquer pourquoi je m'y suis précipité délibérément. En tout cas, ce ministère mort-né ne pouvait vraiment m'engager dans aucune responsabilité pénale, d'autant moins que sa courte durée avait été exclusivement consacrée à deux objets; l'appel à l'« Unité française » au lendemain de l'*Anschluss*, le vote de dispositions financières et monétaires qui eussent permis d'imprimer, dès cette époque, aux fabrications de guerre, un rythme analogue à celui de la mobilisation.

D'autres textes, plus récents, permettaient bien au Ministre de l'Intérieur, ou même au Préfet, de soumettre n'importe quel Français à la « détentation administrative » par acte d'autorité purement arbitraire, sans nulle procédure préalable, sans la justification d'un délit quelconque. J'étais assurément exposé à une de ces « lettres de cachet », mais comme tous mes concitoyens, et je n'apercevais aucune raison pour en être honoré par privilège. Le ministre de l'Intérieur était encore Adrien Marquet, mon ancien camarade. Dormoy avait tenu avec lui, à Vichy, plusieurs conversations et, bien que l'objet de l'entretien fût tout autre, Marquet s'était empressé spontanément de lui prodiguer les protestations les plus rassurantes : « Pourquoi veux-tu, avait-il dit à Dormoy, que nous nous mettions à tracasser les socialistes? Ils ne sont pas pour nous un embarras. Pourquoi nous les mettrions-nous à dos? » Ce propos m'avait paru marqué du bon sens le plus manifeste. Si le cabinet Pétain avait pris pour règle de sa conduite une notion raisonnable de l'intérêt français, ou même l'intérêt bien entendu du « Nouveau Régime » — au lieu de plagier avidement Hitler comme un serviteur singe son maître — il est clair qu'en effet le rétablissement d'une vraie concorde nationale aurait été son premier objet, et, par conséquent, qu'il se fût gardé de toute agression, de toute provocation envers un parti qui, même disséminé, même désorienté, même démembré, répondait cependant à une portion considérable de l'opinion popu-

laire... Pour toutes ces raisons, je le répète, nul souci de moi-même ne m'effleurait seulement l'esprit, et, si j'éprouvais quelque inquiétude, c'était pour ces amis étrangers dont le sort avait été précisément l'objet des entretiens de Marquet et de Dormoy.

En juin, au moment de l'abandon de Paris, la France servait de lieu d'asile à presque tout l'État-Major du socialisme international. Exilés ou proscrits, chassés par la révolution ou par la conquête, nos camarades russes, italiens, allemands, autrichiens, tchécoslovaques, étaient venus tour à tour chercher un refuge à Paris. Vers la France étaient également venus refluer ceux d'entre eux qui s'étaient d'abord fixés à Berlin, à Vienne, à Prague. Au début de 1939, les socialistes et républicains d'Espagne étaient venus se joindre à eux; puis, au début de la guerre, des socialistes polonais; puis, à partir des premiers jours de mai, les socialistes belges et la colonie internationale de Bruxelles. Beaucoup vivaient parmi nous depuis de longues années. Quelques-uns, comme Filippo Turati et Claudio Treves, les chefs les plus aimés du socialisme italien, étaient morts à nos côtés, succombant à la maladie incurable de l'exil. Plus d'une fois, au nom de leurs amis français, j'avais prononcé le suprême adieu sur ces tombes ouvertes; je l'ai fait encore, bien peu de semaines avant la guerre dont il annonçait la venue avec une si terrible certitude, devant le cercueil de l'Autrichien Otto Bauer.

Dès qu'il fut question d'évacuation parisienne, de repli gouvernemental, nos camarades anxieux nous avaient assaillis en masse, nous suppliant de faciliter pour eux, en toute hâte, les formalités administratives de départ. Nous nous étions empressés de les satisfaire; comment aurions-nous pu penser à les laisser à Paris derrière nous? Pour la plupart d'entre eux, le seul fait de tomber entre les mains de Hitler ou, par l'entremise amicale de Hitler, sous la coupe de Staline, de Mussolini, du général Franco, équivalait à la torture ou à la mort. Nous trouvâmes auprès des autorités administratives et policières une obligeance dont je n'éprouve d'ailleurs pas le besoin de leur faire compliment, car le plus simple devoir d'humanité suffisait à le leur dicter; et, quand je quittai Paris, dans la nuit du dimanche 9 juin, je crois que tous nos camarades étrangers, sans aucune exception, étaient déjà soustraits au danger de l'avance allemande. Le cas extrême fut celui de Juan Negrin, l'ancien chef du Gouvernement républicain et socialiste d'Espagne, que Marx Dormoy put régler à la dernière minute, immédiatement avant notre départ, avec le préfet de police Langeron.

Quand je quittai Bordeaux, la plupart des Polonais et des Tchèques, ainsi qu'un certain nombre de Belges, avaient déjà pu s'embarquer pour l'Angleterre ou pour les États-Unis. Mais la plupart de nos camarades se trouvaient encore en zone française libre au moment de la signature de l'armistice et l'on conçoit qu'impatisés de quit-

ter Paris quelques semaines auparavant, ils le fussent maintenant de quitter la France pour un asile plus sûr. Par un contrecoup inévitable, la défaite excitait en France la méfiance et la haine des étrangers. Le camp de concentration dont nous avions eu déjà les mois précédents tant de peine à les garantir ou à les tirer, guettait de nouveau nos camarades. Des refus de passeports ou d'autorisations de séjour, suivis de refoulements policiers, pouvaient, d'un jour à l'autre, les rejeter au-delà des Pyrénées ou des Alpes, c'est-à-dire les remettre à la merci d'ennemis implacables. Pour nos camarades allemands, l'avenir était encore plus menaçant. Une clause de l'armistice à laquelle j'ai déjà, je crois bien, fait allusion, obligeait le gouvernement français à livrer aux mains de Hitler, sur simple réquisition, les ex-citoyens du Reich, même ceux que les nazis avaient fait déchoir, par décrets nominatifs, de la nationalité allemande. Cette clause infâme, qui suffirait au déshonneur des hommes qui y ont souscrit, était en effet l'une de celles que les plénipotentiaires français avaient accueillies avec un semblant de protestation. Mussolini y avait dédaigneusement renoncé, mais Hitler l'avait férocelement maintenue, et le Gouvernement Pétain s'était incliné devant la volonté du vainqueur en feignant de tenir pour valable une très vague assurance donnée de vive voix, et à titre privé, par le maréchal Keitel. Tous les exilés et proscrits allemands pouvaient donc tomber d'un jour à l'autre, sous le coup de cet engagement qui subsistait dans sa teneur littérale. J'avais vu à l'Armurier mes vieux amis Breitscheid et Hilferding. Passant de ville en ville avec leurs femmes, et aussi avec la fille d'Herman Müller, que les Breitscheid avaient comme adoptée, ils s'étaient arrêtés pendant quelques jours auprès de Toulouse, et Vincent Auriol les avait accueillis à Muret. Breitscheid, dont le fils unique était déjà prisonnier des nazis depuis leur entrée à Copenhague, m'avait dit : « Nous avons du poison, ma femme et moi. Nous ne tomberons pas vivants sous leurs griffes... » Vincent Auriol et moi avions alors essayé de régler leur voyage par étapes jusqu'à Marseille, puis leur embarquement pour les États-Unis, mais nous n'avions réussi à exécuter que la première partie du programme.

Voilà de quoi Dormoy était allé s'entretenir avec Marquet. Si bas que fût tombé notre ancien camarade, l'idée de livrer aux bourreaux des hommes qui s'étaient confiés dans l'hospitalité française lui faisait pourtant horreur : « Prenez les devants, lui répétait Dormoy; faites-les filer en douceur avant que Hitler vous les réclame; car il les réclamera un jour ou l'autre, les bons propos de Keitel ne l'engagent à rien. Délivrez bien vite les passeports; au besoin, faites établir de faux états civils; autorisez ou préparez les passages. Tout cela n'est qu'une très simple affaire de police... » Marquet, avait promis, mais je doute que les promesses aient été entièrement

tenues. Au moment où j'ai été arrêté, les Breitscheid, les Hilferding la petite Birmann — la fille d'Hermann Müller — n'avaient pas encore pu quitter la France; Vogt et les autres membres de l'ancien *Vorstand* allemand étaient partis. Dan, le chef des mencheviks russes, avait obtenu les visas nécessaires pour gagner Lisbonne, où il avait pris passage pour les États-Unis; sa femme et lui avaient été pour moi des amis très proches; mon cher camarade Fritz Adler, l'ancien secrétaire de l'Internationale, avait pris, je crois, le même chemin; en tout cas, il n'était plus en France. Louis de Brouckère, le dernier survivant de la grande génération des chefs belges, avait passé quelques semaines dans les environs de Muret. Il s'était réfugié aux environs de Montpellier avec sa fille et quelques compagnons; il préparait son départ pour l'Angleterre. Il était venu me dire adieu à l'Armurier, toujours aussi puissant et aussi noble, toujours aussi vaillant et aussi droit, malgré ses soixante-dix ans largement passés, toujours inaltérable dans sa confiance et dans sa croyance.

Quels souvenirs me remontaient à l'esprit, tandis que j'échangeais les derniers serremments de main avec ces proscrits se préparant à d'autres exils. Ce qui subsistait encore du Socialisme continental allait maintenant se disperser aux quatre coins du monde. Je revivais malgré moi les jours d'autrefois, les jours fastes, les jours de gloire. J'évoquais ces grandes cérémonies passées où les cortèges socialistes semblaient vraiment maîtres des villes, maîtres des États : Hambourg, le Congrès où nous avions reconstitué l'Internationale en plein drame de la Ruhr; Bruxelles, le convoi funèbre de Joseph Wauters, traversant la ville de part en part, entre les haies formées des milices ouvrières, sous son toit de drapeaux rouges; Vienne pendant le Congrès, Seitz, l'ancien ouvrier devenu bourgmestre, passant en revue à mon bras les rangs profonds du *Schutzbund*, puis nous recevant, avec sa grâce vraiment royale, dans l'immense stade du *Prater* qu'emplissait une foule en délire. Berlin le jour des obsèques d'Hermann Müller, bien peu de semaines cependant avant la victoire définitive de Hitler, toute autre existence suspendue, la ville entière suivant le cercueil ou massée sur son passage, l'armée ouvrière défilant durant des heures devant le haut perron du Reichstag. Vraiment, en de telles heures, on pouvait avoir l'esprit gagné par le vertige de la puissance, on pouvait se croire les maîtres du monde. Quels débris restait-il aujourd'hui de cette grandeur? Le parti suisse, les partis scandinaves, bien étroitement serrés les uns et les autres par les attitudes de prudence contrainte que s'imposaient leurs gouvernements. En somme, plus rien de vivant, d'ardent, de libre, en dehors du *Labour party* anglais... Ces images et ces réflexions me jetaient dans une mélancolie assez sombre, mais elles ne me décourageaient aucunement de l'avenir. Pendant l'autre guerre aussi, le Socialisme inter-

national avait été atteint; peut-être même l'avait-il été encore plus gravement, d'abord par les conditions mêmes de la guerre, qui avaient alors opposé les partis selon l'antagonisme des États, puis par la Révolution bolcheviste. Cependant, en peu d'années, nous l'avions refait, plus vaste et plus fort. Après la victoire anglaise, il renaîtrait une fois de plus de sa cendre ardente, même dans ces pays comme l'Allemagne, l'Italie, la Russie, où la violence croyait l'avoir étouffé à jamais. Il se reconstituerait à la voix du *Labour*, autour de l'organisation socialiste du pays vainqueur, tout comme, après la victoire de 1918, il s'était reconstitué à la voix du Parti français.

\*

Dans les premiers jours de septembre, M. Peyrouton, l'ancien résident général à Rabat et à Tunis, que Marquet avait appelé près de lui au Ministère de l'Intérieur, prit inopinément la place de son ministre. Ces changements de distribution se produisaient à tout instant dans la troupe gouvernementale, et personne n'y prêtait grande attention. Presque en même temps, la Cour suprême de Justice, constituée depuis le début d'août et siégeant à Riom, fit connaître l'ouverture d'une instruction contre l'ancien généralissime Gamelin, l'ancien président du Conseil Daladier, les anciens ministres de l'Air Pierre Cot et Guy La Chambre, tous deux réfugiés alors aux États-Unis; quelques jours plus tard, un nouvel arrêt étendait l'information à Paul Reynaud et à Georges Mandel. Ces avertissements réitérés n'altèrent en rien ma quiétude. Daladier et Guy La Chambre occupaient l'un la Présidence du Conseil, l'autre son département ministériel, au commencement de la guerre et pendant toute la période qui l'avait directement précédée; le général Gamelin remplissait alors le plus haut poste de commandement militaire. J'étais, moi, séparé depuis longtemps des affaires. Sans doute, Pierre Cot avait été mon collaborateur, puis celui de Camille Chautemps, et non celui de Daladier; mais sans doute l'avait-on compris dans la fournée parce qu'il était absent de France, et aussi parce que la presse réactionnaire, acharnée sur lui depuis le 6 février, avait réussi à le faire passer pour le grand coupable des insuffisances de l'aviation. Quant à Paul Reynaud et à Mandel, les notes officieuses qui commentaient la nouvelle de leur inculpation énonçaient, avec une haineuse hypocrisie, des griefs entièrement étrangers à leur gestion ministérielle : à la charge de Paul Reynaud, une aventure inepte d'exportation de capitaux et de documents; à la charge de Mandel, l'affaire de Casablanca et je ne sais plus quelle histoire d'opération sur les changes. Tout cela m'était absolument étranger. J'étais soulevé d'indignation en pensant à eux, mais je n'éprouvais aucune crainte en pensant à moi, ce qui n'est pas d'ailleurs la direction ordinaire de ma pensée.

Ma tranquillité d'esprit était si parfaite que j'appliquai alors tout mon zèle à rechercher, dans la région ou la banlieue de Toulouse, une maison où je puisse m'installer discrètement, dès l'automne, avec mon entourage intime. Je ne voulais pas imposer plus longtemps à mes hôtes de l'Armurier une présence qui risquait de leur devenir incommode; cependant, je préférais rester dans leur voisinage et à portée de mes autres amis toulousains. A deux reprises, je crus avoir découvert le logis qui pouvait nous convenir; à deux reprises, pour des raisons différentes, l'occasion manqua. Je pris alors un autre parti : je décidai d'aller m'installer d'autorité à quelques kilomètres de Saint-Raphaël, dans une petite maison que je savais inoccupée et dont les propriétaires, deux anciens et fidèles amis, me remercieraient sans nul doute d'avoir usé sans les consulter. La résolution était fermement arrêtée, le jour du départ était fixé au samedi 14 septembre. Les bagages étaient prêts et arrimés. Il ne manquait plus que le laissez-passer nécessaire pour la circulation de la voiture qui devait nous transporter. Ce n'était qu'une simple formalité policière, qui ne pouvait faire de difficulté ni causer de retard. Quand j'envoyai pour la première fois à la Préfecture pour demander la pièce, on répondit : « C'est entendu, vous l'aurez demain... » Je ne l'avais ni le lendemain ni le surlendemain et j'appelai alors au téléphone mon obligé préfet, que j'avais mis d'avance au courant de mon projet de départ. Il n'était pas là. Son chef de cabinet m'avertit qu'il se préparait à partir pour Vichy. Mais toutefois le chiffon de papier promis allait m'être expédié d'un moment à l'autre...

C'est alors que les journaux annoncèrent l'arrestation du général Gamelin et de Daladier, puis de Paul Reynaud et de Mandel. Ils n'étaient pas incarcérés sur mandat de la Cour suprême, mais sur ordre du ministre de l'Intérieur; car, en même temps qu'un acte constitutionnel avait institué la Cour, un décret du Maréchal, que j'ai déjà rappelé, avait également créé le régime de la détention administrative et permis de l'appliquer d'un trait de plume à tous les Français. Aussi les journaux expliquaient-ils que tous ces personnages avaient été conduits, non pas dans une prison ordinaire, mais dans un château-fort pittoresque, que la police avait fait aménager à leur intention. La Préfecture, que je ne cessais de relancer, continuait à me remettre d'heure en heure en redoublant les promesses et les témoignages de respect. Enfin, le samedi, c'est-à-dire le jour auquel mon départ avait été fixé, un inspecteur de police, dont mon obligé préfet, inquiet, disait-il, de ma sécurité, m'avait instamment prié de tolérer la présence à l'Armurier, demanda à m'entretenir quelques instants en particulier. Je le reçus, mais non pas seul; une amie tutélaire était près de moi. Il pouvait être 5 heures de l'après-midi. Avec l'embarras insistant d'un homme qui voudrait faire entendre autre chose que ce qu'il dit, l'Inspecteur m'expliqua que

l'affaire du laissez-passer était sérieuse, qu'elle n'avancé pas, que je n'aurais certainement pas de réponse avant le retour du Préfet qui était à Vichy et qui en reviendrait on ne sait quand, que cette misérable histoire de laissez-passer était peut-être une des raisons de son voyage... Je l'écoutais sans chercher au-delà de ses paroles. J'ai su depuis lors que l'inquiétude auprès de moi était grande et que cet entretien avait transformé certains pressentiments en une conviction intime. Mais, pour ma part, mon illusion insouciant n'avait pas reçu la plus légère atteinte et ma stupeur fut complète quand, le lendemain matin dimanche dès 6 heures, ma servante et amie Émilienne me réveilla en me disant : « Monsieur, la maison est entourée de voitures et il y a en bas un commissaire de police qui demande à vous parler. »